

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°29 • 4 EUROS • MARS 11



M 05936 - 11 - F. 4,00 € - RD

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL

LIVRE Divertir pour dominer

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



A commander à l'OLS 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
chèque de 13 euros (port compris) à l'ordre de Point de ruptures

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération.

Nous voulons construire une **société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.
Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]



OFFENSIVE N°23

sept. 09 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
**CONSTRUIRE
L'ANARCHIE**



OFFENSIVE N°24

déc. 09 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
NATURE ET ANIMALITÉ



OFFENSIVE N°25

mars 10 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
TRAVAIL: QUEL SENS?



OFFENSIVE N°26

mai 10 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
**EN FINIR AVEC
LA FRANÇAUFRIQUE**



OFFENSIVE N°27

sept. 10 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
**PRÉCARITÉ
POURQUOI ?**



OFFENSIVE N°28

déc. 10 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
AVANT LA RÉVOLUTION

POUR CONTACTER L'OLS

OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
ols@no-log.org.

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net

Grenoble
offensivenomade@riseup.net

Lille
ols-lille@herbesfolles.org

Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacons@riseup.net

Paris
21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org

Toulouse
offensivetoulouse@riseup.net

Tours
olrik@no-log.org

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30 en alternance avec **La Grenouille Noire**

Édité par Spipasso

Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux

Directeur de publication
Nicolas Sergy

Commission paritaire
1111 P 11461

ISSN 1771-1037

Diffusion
Court-circuit

5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@court-circuit-diffusion.com

Tirage
7200 exemplaires

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

CE NUMÉRO CONTIENT UN CAHIER CENTRAL DE QUATRE PAGES SUR LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

BDS - la campagne qui dérange! 6-7

L'espoir meurt en dernier 8-9

Les « cultures urbaines » et la paix sociale 10-11

Histoire

Repenser le progrès 12-13

En lutte

Une mégamachine délirante 14

DOSSIER

Savoirs pour s'émanciper

Savoir, pour quoi faire? 16

Formater tout au long de la vie 17

Histoire d'une domestication 18-19

Faire œuvre d'émancipation 20-23

Le savoir autogéré 24-25

Ecrans partout culture nulle part 26

La passion de l'étude 27

Devenir acteur de la lutte 28-29

Les bourses du travail 30-31

S'émanciper dans l'espace social 32-33

Cultiver la rue 34

Prendre la parole 35

Apprendre ensemble 36-37

Horizons

Les Philippines 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Les « Bat'women » 42-45

Alternatives

Altern'educ 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique-arts vivants 50

Arts vivants-ciné 51

Dossier du prochain numéro

« colonialisme et luttes de libération nationale » à paraître en mai 2011.

La préparation des dossiers est ouverte à toutes et tous.

Prochaine coordination dans la région d'Avignon les 24 et 25 avril 2011, pour plus de renseignements contacter le groupe de Marseille.



Édito

Les plans d'austérité ne cessent d'être mis en place à travers l'Europe et les multiples réactions, parfois violentes et émeutières comme en Grande-Bretagne, en Grèce ou en Italie, ne permettent pas pour le moment d'enrayer le rouleau compresseur capitaliste. La limousine du prince Charles attaquée à Londres, les lanciers massifs de cocktails molotofs sur les keufs grecs et le molestage d'un ancien ministre, les manifestant-e-s casqué-e-s et armé-e-s de barres de fer et de boucliers en Italie, nous réjouissent mais semblent finalement ne composer que de belles images. Néanmoins le ras-le-bol semble conséquent et à la mesure de la misère qui avance à grands pas. Seuls les crédits à la consommation et la division planétaire du travail, avec une main d'œuvre exploitée au Bangladesh, en Chine ou au Maghreb et un pétrole pas trop cher qui garantit des coûts de transport dérisoires, atténuent les choses en permettant encore aux Européens pauvres de participer à la joyeuse consommation mondiale de fringues de marque et de gadgets électroniques qui viennent coloniser notre vie quotidienne. Dans le même temps les plans de développement capitalistes dévorent encore plus d'espaces ruraux et parachèvent l'intégration de nouvelles régions à la cité globale qui se dessine un peu plus chaque jour. Plus d'en-dehors dans le monde merveilleux des cités internationales faites de centre villes musées, d'enclos sportifs et de temples de la consommation de masse. Tout le monde sera habitant-e-s d'une mégalopole, de son bidonville pour certain-e-s, ou aura l'impression d'être une de ses banlieues avec l'accélération des transports qui passe par la construction de nouveaux aéroports ou de lignes ferroviaires à grande vitesse. Et ce n'est pas l'attribution au Qatar d'une prochaine coupe du monde de football qui contredira nos dires. Des stades climatisés à l'aide de nucléaire, voilà un bel avenir radieux en perspective. Les basques qui luttent actuellement contre le passage du TGV, les habitant-e-s de Notre Dame des Landes qui s'opposent à la construction d'un aéroport, ou les populations alpines qui ne veulent pas des JO à Annecy comme ailleurs sont des exemples. « Moins haut, moins vite, moins fort », passons à l'Offensive! **OLS Paris, janvier 2011**

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° ____
Abonnement (16€) Abonnement de soutien (35€) Abonnement institution (50€)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25€)
Je commande des anciens numéros pour un montant de ____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> N°2 La grève à réinventer (3€) | <input type="checkbox"/> N°20 Tant qu'on a la santé! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°7 Guerres contre-révolutionnaires (3€) | <input type="checkbox"/> N°21 L'industrie de la punition (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N°23 Construire l'anarchie (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N°24 Nature et animalité (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°18 Spécial 68, Mai encore! (5€) | <input type="checkbox"/> N°25 Travail: quel sens? (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix! (5€) | <input type="checkbox"/> N°26 En finir avec la Françafrique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix! (5€) | <input type="checkbox"/> N°27 Précarité pourquoi? (4€) |
| | <input type="checkbox"/> N°28 Avant la révolution (4€) |

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>

NI G8, NI G20 !

EN 2011, les sommets du G8 et du G20 auront lieu en France. Les 26 et 27 mai prochains à Deauville pour le G8, à la fin de l'année à Cannes (sans doute en novembre) pour le G20. Les libertaires et les anarchistes s'organisent pour faire entendre leur point de vue sur les plans d'austérité et sur les attaques de la gouvernance mondiale. Le réseau Dissent envisage une caravane et un camp autogéré sur plusieurs semaines. Un forum social libertaire international aura peut-être lieu en septembre. En tout cas, toutes et tous ont décidé de laisser les dominants avec leur chien de garde. Les répressions à Strasbourg (manifestations anti-OTAN) et à Bruxelles (No Border) ne sont pas pour rien dans ce refus de se conformer aux dates et au terrain choisi par l'ennemi. À suivre donc.

ANNECY 2018 CONTRE LES JEUX DU PROFIT ET DE LA DESTRUCTION

DEPUIS JANVIER, Anancy 2018 a officiellement déposé son dossier de candidature au Comité international olympique (CIO). Malgré des déboires certains, les technocrates s'obstinent à essayer de décrocher l'organisation des JO en Haute-Savoie. On sait maintenant qu'ils ne lâcheront pas. Comme le dit Jean-Luc Rigaut, glorieux maire d'Anancy, dans une subtile formule on ne peut plus claire : « Maintenant que nous

avons réglé tous les problèmes et que le dossier est sur les rails, nous allons engager le débat avec la population sous forme de réunions publiques pour lui expliquer le projet dans sa réalité ». La résistance s'organise face à ce projet qui, on le voit, passera en force et ne s'embarrassera pas de remises en question dans sa mise en œuvre. Les JO, ni ici, ni ailleurs !

LOPSSI 2 ! DE QUELS DROITS ?

IL Y A QUELQUES MOIS seulement, quelques millions de personnes prenaient la rue pour s'élever contre la réforme des retraites, contre la précarité. Les réponses des gouvernements ont été l'austérité et la sécurité.

Promulguée en 2002, la loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure (LOPSI) a connu un tel « succès » (une augmentation d'environ 30% des gardes à vue, une généralisation des fichages) que voilà la LOPSSI 2. Un « P » de plus pour « performance »... Tout en diminuant les possibilités de se défendre face à l'appareil répressif, la LOPSSI 2 contient quelques « innovations ». Parmi celles-ci : les forces de police pourront détruire des habitations dites « précaires », et des « citoyens relais » pourront surveiller le voisinage et dénoncer les troubles à la tranquillité publique.

À des degrés divers, nous sommes toutes et tous des proies en devenir de cette loi. Il incombe à chacun-e d'entre nous de parler de cette loi, d'échanger des informations qui permettent de penser la situation et d'agir selon les modalités qui lui sembleront les plus appropriées.

<http://abaslopsi.flex.net>



LES TRAVAILLEURS-EUSES SOCIAUX S'ENERVENT !

LE COLLECTIF NRV (Nous restons vigilants) réunit des travailleurs sociaux en formation et salariés. NRV est issu des collectifs antidélation montés en résistance au projet de loi dite « de prévention de la délinquance ».

« Nous nous sommes constitué-e-s autour d'un sentiment commun de révolte. Il nous apparaissait, compte tenu du contexte politique actuel, de plus en plus difficile et complexe de concilier nos convictions, nos engagements politiques, professionnels et personnels avec nos pratiques toujours plus limitées et contraintes par la commande sociale.



Aujourd'hui, ce constat s'accompagne d'une volonté de bousculer nos représentations, nos certitudes, nos préjugés ainsi que l'ensemble de nos pratiques et de nos positions : les nôtres, ceux de nos collègues, des personnes accompagnées, de nos institutions, ceux de la société. »

NRV propose un espace d'échange, de débat et de discussion ouvert à toutes et tous chaque mardi à 18 h 30, dans les locaux de la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris 20^e.
<http://collectif-nrv.over-blog.fr>

NOTRE-DAME DES LANDES ZONE À DÉFENDRE !

ALORS QUE DES DÉBROUSSAILLAGES ont commencé pour étudier la desserte routière, l'opposition au projet d'aéroport à Notre Dame des Landes près de Nantes continue, notamment par le sabotage et le blocage de machines, et la perturbation de l'enquête publique sur le remembrement. Les occupant-e-s de la ZAD (rebaptisée « zone à défendre ») tentent par ailleurs d'informer un maximum de personnes autour du projet d'aéroport. Un journal, *Lèse béton*, à destination des habitant-e-s des communes alentour est ainsi sorti en décembre 2010. Dans le même temps, des personnes de la ZAD ont participé à des soirées d'information et de débat dans plusieurs villes de France. L'appel à l'occupation de la zone du projet d'aéroport est toujours d'actualité : « Plein de maisons, de champs, d'arbres et de caravanes demandent à être occupés et défendus ».

PAYS BASQUE NON AU MANDAT EUROPÉEN !

DEPUIS LA MISE EN PLACE en 2002 d'un mandat d'arrêt européen, des dizaines de militant-e-s du Pays basque sud ont été extradé-e-s vers l'Espagne. Mais c'est la première fois que la justice autorise l'extradition d'une militante de nationalité française. On reproche à Aurore Martin d'appartenir à Batasuna, parti considéré comme la vitrine légale de ETA (Euskadi ta Askatasuna, « Pays basque et liberté ») et interdit en Espagne, mais dont l'existence n'est pas remise en cause en France. Elle risque pourtant d'être condamnée à douze ans de prison pour avoir participé à une réunion, deux meetings, une conférence de presse, et à la rédaction d'un article pour un journal du Pays basque sud. Ce mandat d'arrêt a déclenché un large mouvement de soutien de la population basque et plu-

sieurs manifestations ont rassemblé des milliers de personnes à Bayonne. Le 20 décembre 2010, Aurore Martin a annoncé sa décision de se soustraire à son contrôle judiciaire et de ne plus se montrer publiquement. Le 22 décembre, le parquet de Pau émettait un mandat d'arrêt à son encontre.

L'autorisation d'extradition d'Aurore Martin intervient alors que la répression de l'État espagnol frappe de plein fouet les militants abertzale (des partis politiques interdits, deux quotidiens fermés, des arrestations massives, la disparition et la mort non élucidée de Jon Anza, etc.). Dans le même temps, les organisations abertzale prônent une « sortie démocratique » du conflit. ETA a, de son côté, renoncé à toute attaque armée depuis 2009.

CONTRE LES ÉCRANS DE PUB ESPIONS



FIN 2010, la société Métrobus, en contrat avec la RATP pour l'affichage publicitaire sous toutes ses formes sur le réseau de transports francilien, a fini d'installer les panneaux à affichage à cristaux liquides (ou ACL). Suivi du regard, analyse du comportement ou reconnaissance type des personnes seront possibles grâce à deux

caméras intelligentes et à des logiciels déjà commercialisés et opérationnels. Conçus par l'entreprise Majority Report ou par Quividi, ils font partie d'une panoplie intégrée par Serelec. À noter : chaque panneau consomme autant que trois foyers français de quatre personnes. Après la riposte juridique d'associations telles

que Résistance à l'agression publicitaire (RAP), des personnes ont réagi collectivement. Elles ont affiché des autocollants informatifs et barbouillé les panneaux déjà installés : déjà quatre cents panneaux dans le métro parisien et le RER. www.danger-ecranpub.tk



MARCHES DE NUIT FÉMINISTES ET NON MIXTES

LA MARCHÉ DE NUIT non mixte est un mode d'action repris régulièrement. Plusieurs marches se sont tenues autour du 25 novembre dernier, « journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes ». À Lille, une cinquantaine de participantes ont scandé entre autres : « Le féminisme n'a jamais tué personne, Andy Warhol a eu du bol ! » ou « Une femme sans homme, c'est comme un pays sans gouvernement : lesbianisme et anarchie ». À Nantes, le Collectif vigilance féministe 44 (vigilance.feministe@gmail.com) a rappelé que « la violence des hommes contre les femmes, les lesbiennes

et les trans frappe tous les milieux sociaux, toutes les cultures, tous les pays et toutes les religions ». À Paris, ce sont plus de deux cents marcheuses qui ont répondu à l'appel du collectif Rage de nuit et qui ont laissé des traces tout au long de leur parcours : « Ne me libère pas, je m'en charge ! », « L'agresseur ne sonne pas, il a la clé » et « Les filles sages vont au paradis, les autres vont où elles veulent. » À l'international, d'autres manifestations ont eu lieu, notamment à Londres, en Angleterre, et à Melbourne, en Australie. <http://ragedenuit.blogspot.com>

RENCONTRES LIBERTAIRES D'EYCHENAT

DEPUIS 2003, l'OCL (Organisation communiste libertaire) et l'OLS (nous-mêmes) organisent des rencontres communes ouvertes à toutes et tous. Ces rencontres se font toujours à cheval entre juillet et août. L'idée est de profiter de la période estivale pour discuter de thèmes sur lesquels nous avons trop peu le temps de nous arrêter lors de notre militantisme

quotidien. Il ne s'agit pas pour autant d'une université d'été où l'on viendrait écouter la bonne parole ou faire des cours de rattrapage. Nous souhaitons plutôt offrir un espace de dialogue, de rencontre, d'échanges formels et informels. Pour les dates et les précisions, voir le site <http://ocl.libertaire.free.fr>.

FESTIVAL DES RÉSISTANCES ET DES ALTERNATIVES DE PARIS (FRAP)

COMME CHAQUE ANNÉE, le festival FRAP mélangera projections, débats, concerts, pièces de théâtre et autres actions. La préparation se fait toujours en assemblée générale et par ateliers thématiques. Le but est de rendre les luttes visibles, mais aussi les squats et les lieux alternatifs dans Paris et la proche banlieue. Cette année, le FRAP causera d'anti-G8, de sexualité, d'anticolonialisme, de l'art et de la politique, de l'Amérique du Sud, etc. Le festival se tiendra du 27 mai au 5 juin. <http://frap.samizdat.net>

Pour ne pas être leurs cobayes



Arrêt immédiat du nucléaire

Coordination Contre la Société Nucléaire

NOUVELLE AFFICHE DE LA COORDINATION CONTRE LA SOCIÉTÉ NUCLÉAIRE

DEPUIS LE PROCÈS DE SAKINA ARNAUD EN JANVIER 2010¹, LES PROCÈS À L'ENCONTRE DE MILITANT-E-S DE LA CAMPAGNE **BOYCOTT DÉSINVESTISSEMENT SANCTIONS (BDS)** SE SONT MULTIPLIÉS EN FRANCE. ON LEUR REPROCHE D'INFORMER LES CONSOMMATEURS-TRICES DANS LES SUPERMARCHÉS SUR LES CRIMES COMMIS PAR ISRAËL ET LA NÉCESSITÉ, DE BOYCOTTER LES PRODUITS EN PROVENANCE DE CE PAYS.



La campagne qui dérange !

A LIRE



Boycott Désinvestissement Sanctions
BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine
Omar Barghouti
La Fabrique
avril 2010

AUX YEUX DE CEUX qui poursuivent les militant-e-s de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) en justice (les parties civiles dans ces procès rassemblent le ministère public et ses ministres de tutelle Michèle Alliot-Marie et Brice Hortefeux d'une part, et des institutions fortement liées à Israël, comme le CRIF, d'autre part), cette campagne serait discriminatoire, contribuerait à attiser et à alimenter la haine contre une nation. Cette position n'est pas surprenante de la part d'institutions et de personnalités politiques qui ont de lourdes responsabilités dans l'impunité dont jouit l'État d'Israël. Ils ont tout intérêt à entretenir l'idée que le conflit est « culturel » et de refuser de l'aborder sur le plan politique. Le boycott serait donc un acte discriminatoire, voire « raciste », et non un outil de lutte non violent utilisé contre la politique d'un État colonial responsable de crimes de guerre et de violations des droits humains.

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET LA RECHERCHE DE LA PAIX

Pendant des décennies, les « efforts » pour encourager la paix entre Israël et le peuple palestinien ont systématiquement échoué. Ils n'ont abouti qu'à renforcer l'hégémonie coloniale israélienne et l'expropriation des Palestiniens.

Les différentes négociations de paix, qu'elles se soient réalisées sous le patronage des États-Unis ou du Quatuor (États-Unis, Union européenne, Russie et Nations unies), n'ont jamais permis de faire respecter les chartes et conventions internationales (charte des Nations unies, charte des droits humains, IV^e convention de Genève, etc.) qui auraient dû répondre à l'essentiel des revendications du peuple palestinien (droit au retour des réfugié-e-s, autodétermination, citoyenneté à part entière). Plutôt que de recevoir l'appui de la communauté internationale pour inverser le rapport de force sur le terrain, les Palestiniens, au cours de ces négociations, ont subi d'importantes pressions pour renoncer à leurs droits et accepter la colonisation de leur territoire comme un fait irréversible.

Si le processus d'Oslo n'a pas permis d'aboutir, tel qu'il prétendait, à l'existence d'un État palestinien viable, la colonisation, elle, n'a pas cessé. Ainsi, entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et le début de la seconde Intifada en 2000, le nombre de colons en Cisjordanie a doublé, passant de quatre cents à huit cent mille. La « feuille de route » a montré la même inefficacité à stopper la colonisation et à restituer au peuple palestinien son droit inaliénable à l'autodétermination. Elle a fait preuve au contraire d'une grande efficacité à couvrir les exactions commises par l'État d'Israël en entretenant l'idée que condamner Israël signifierait la fin

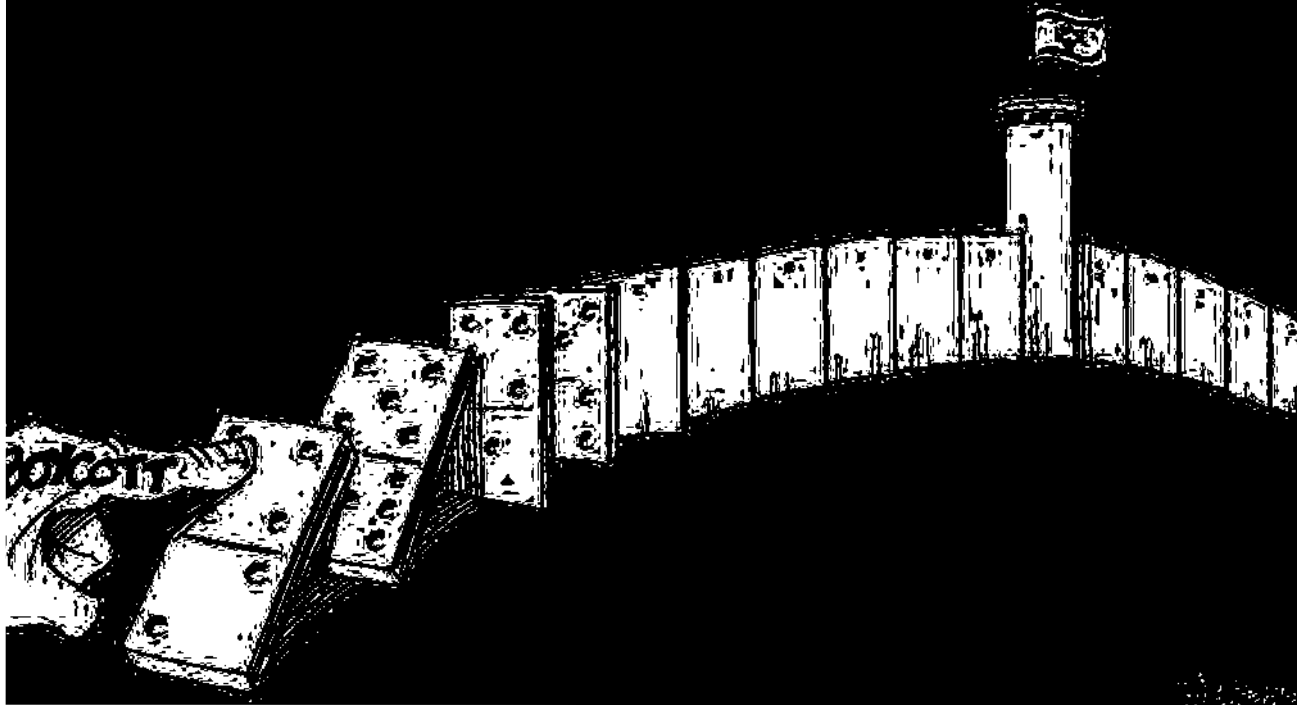
des espoirs de paix. C'est exactement la position soutenue par la Commission européenne, qui a refusé de suspendre l'accord d'association UE-Israël, décision pourtant votée le 10 avril 2002 par le Parlement de l'Union européenne en raison des atteintes israéliennes aux droits de l'homme (Israël venait alors de commettre le massacre de Jénine au cours de l'opération « Rempart défensif »).

Les différentes négociations ont profondément affaibli les Palestiniens, amenés à renoncer à la plus grande partie de leur territoire, à reconnaître l'État d'Israël dans ses frontières imposées et à ne plus mettre au cœur des négociations le droit au retour des réfugié-e-s. La création à la suite des accords d'Oslo d'une Autorité palestinienne dotée d'une bureaucratie aux pieds et mains liés à la volonté des forces d'occupation israéliennes a contribué à détériorer les relations intrapalestiniennes. L'Autorité palestinienne s'est vue attribuer un rôle de police avec l'objectif d'assurer la sécurité de la puissance occupante, Israël, sans pouvoir apporter en retour d'avancées significatives aux revendications des Palestiniens, améliorer le quotidien des populations dans les territoires occupés et obtenir la libération des prisonniers politiques.

Alors que le projet colonial de l'État d'Israël ne cesse de progresser, un *business* de la paix se développe parallèlement. On ne compte plus les initiatives culturelles pour la paix qui prétendent œuvrer pour le « dialogue » ou le « rapprochement des deux peuples » tout en faisant abstraction du conflit. On retrouve ici tout le vocabulaire marketing des grands médias, dont l'objectif est de transmettre des illusions de paix. Or « lutter pour la paix sans la justice revient à institutionnaliser l'injustice, ou à demander aux opprimés de se soumettre à la force irrésistible de l'opresseur, en acceptant l'inégalité comme destin »². Il est difficile d'ignorer les programmes politiques dont dérivent en sous-main ces projets de coopération artistiques



« ACHETER DES PRODUITS ISRAËLIENS C'EST FINANCER L'APARTHEID ! »



ou culturels. « [Ils] vis[ent] à changer la perception que le monde a du conflit, en donnant l'impression de rapports symétriques, normaux et même courtois entre les artistes de part et d'autre de la ligne de séparation, ce qui suggère nécessairement qu'il suffit d'accumuler suffisamment de collaborations de ce type pour dépasser la "haine" qui est au cœur du "conflit". »³ Il n'est pas surprenant de compter parmi les promoteurs de ces « initiatives de paix » les opposants les plus acharnés à la campagne BDS. Les financements importants accordés par l'Union européenne aux programmes de coopération et le refus répété de cette dernière d'adopter des sanctions envers Israël poursuivent la même logique.

LA CAMPAGNE BDS, OUTIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'Appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions à l'encontre d'Israël a été lancé le 9 juillet 2005, soit une année après que la Cour internationale de justice de La Haye a déclaré l'édification du mur par Israël contraire au droit international. Le fait que cet « avis consultatif » soit resté sans suite a démontré une fois de plus la complicité active de la communauté internationale dans l'impunité dont a toujours joui Israël malgré ses continuelles violations des droits humains. Face au refus des gouvernements d'assumer leurs responsabilités, le boycott d'Israël s'est révélé constituer une forme de lutte pertinente et non violente pour une paix fondée sur la justice. Forte de l'expérience sud-africaine de lutte contre l'apartheid, cette perception s'est rapidement propagée aux sociétés civiles du monde entier frustrées de la complicité de leurs gouvernements.

L'Appel s'inscrit dans la droite ligne de la tradition palestinienne de résistance civique et populaire à l'occupation et, fait sans précédent, il rassemble les trois composantes du peuple palestinien : les réfugié-e-s, les Palestiniens-citoyen-ne-s d'Israël et celles et ceux qui subissent l'occupation de 1967 en Cisjordanie et à Gaza. Aujourd'hui, plus de quatre cents organisations palestiniennes ont rejoint l'Appel. Il reconstitue ainsi l'unité du peuple palestinien mis à mal par soixante ans de colonisation et d'expropriations. L'Appel préconise le boycott, le désinvestissement et les sanctions à l'encontre d'Israël en posant trois revendications :

« Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1 - Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes

les terres arabes et en démantelant le Mur ;

2 - Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabopalestiniens d'Israël à une égalité absolue ;

3 - Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU »⁴.

La campagne BDS est relayée en Israël par le Centre d'information alternative et les rares et précieuses organisations anti-colonialistes israéliennes dans le cadre du *Boycott from Within*, le boycott de l'intérieur. Ces organisations luttent quotidiennement contre le racisme, la culture d'impunité et les tendances génocidaires qui se sont imposés dans la société israélienne en imprégnant le discours dominant et le « sens commun » dès lors qu'elle aborde le « problème palestinien ». L'opération « Plomb durci » lancée sur Gaza en décembre 2008 est révélatrice du climat qui s'est installé en Israël. Le message des initiateurs du boycott de l'intérieur peut se résumer ainsi : « En boycottant Israël, vous apportez une aide précieuse à notre combat pour sensibiliser notre opinion publique et lui faire comprendre que, plus la guerre coloniale se poursuivra, plus Israël sera traité par l'opinion internationale comme un État voyou, mis de plus en plus au ban de la communauté des Nations »⁵.

La campagne BDS, aujourd'hui étendue au niveau mondial, recentre le mouvement de solidarité sur les droits fondamentaux et la confrontation directe avec le colonialisme d'Israël. « Après les résultats catastrophiques des accords d'Oslo et des différents pseudo-« plans » et « processus de paix », l'Appel BDS palestinien de 2005 invite de fait le mouvement de solidarité à abandonner le marécageux terrain des « processus de paix » et de ses « solutions étatiques » pour se repositionner sur celui plus stable des droits fondamentaux et de l'autodétermination. [...] Durant les quinze dernières années, l'essentiel du travail du mouvement de solidarité a consisté à interpeller les élus, les gouvernements, les instances européennes par des pétitions, des manifestations, des meetings, etc., plus proches du lobbying que de la lutte ouverte, sans être inutiles pour autant, ces actions n'ont pas eu beaucoup d'effet sur nos élus et encore moins sur Israël... »⁶ Il ne s'agit plus de mener des actions de solidarité pour les Palestiniens à des milliers de kilomètres mais d'être, ici et maintenant, dans l'action avec les Palestiniens. « Compte tenu de la complicité profonde de l'Occident dans le maintien du système de colonisation et d'apartheid auquel Israël soumet le peuple palestinien, BDS participera inévitablement au défi lancé par le mouvement social mondial à l'hégémonie néolibérale occidentale et à la tyrannie des multinationales. »⁷ **baraka**



CODE BARRE
DE PRODUITS
ISRAÉLIENS

3. Idem.

4. Appel traduit et publié sur www.bds-palestine.net.

5. Michel Warschawski, « Pourquoi le boycott ? », *Politix*, 23 septembre 2010.

6. José Luis Moragués, « La portée stratégique de l'Appel BDS palestinien de 2005 et son impact sur le mouvement international de solidarité », site de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP).

7. Omar Barghouti, op. cit., p. 7.

analyse

BERT EST CHAUFFEUR DANS UNE GRANDE ENTREPRISE DE TRANSPORTS DE NEW YORK. ESPRIT LIBRE ET ANTISYSTÈME, ATTENTIF AUX CRAQUEMENTS DU SYSTÈME, IL LIVRE ICI SES RÉFLEXIONS SUR LA CONDITION DES IMMIGRÉS AU PAYS DU MELTING-POT. IL ABORDE AUSSI LES CONSÉQUENCES DE L'IMMIGRATION SUR L'ENSEMBLE DU MONDE OUVRIER NORD-AMÉRICAIN ET SUR LES SYNDICATS ANCRÉS DANS UNE TRADITION NATIONALISTE.

L'espoir meurt en dernier...

Obama, l'immigration et les ouvriers

Propos recueillis par **Jarejova** (novembre 2010)

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS attendent-ils toujours quelque chose d'Obama ?

Certains avaient espéré qu'Obama aurait au moins abrogé la 287(g), une loi fédérale qui permet à la police des États de collaborer avec les agents fédéraux pour expulser les immigrés (voir encadré). Or il l'a maintenue. De plus, depuis qu'Obama est au pouvoir, les expulsions ont augmenté.

Il ne s'est pas clairement prononcé en faveur des droits des immigrés, du fait de l'énorme impopularité de cette question chez la plupart des blancs. On le sait, il n'est pas un politicien courageux.

Obama et les démocrates se sont seulement efforcés de faire approuver le *Dream Act*¹, pour lequel de jeunes militants se battent depuis des années. La loi accorderait le « droit de résidence » aux États-Unis, ouvrant

ainsi une voie à la naturalisation de jeunes sans papiers arrivés très jeunes dans le pays, le seul qu'ils connaissent et où ils ont grandi. Jusqu'à aujourd'hui, à la fin de l'enseignement secondaire, ils se voient empêchés de poursuivre les études ou de trouver un boulot. Les démocrates ont annexé ce *Dream Act*, mais aussi la loi mettant fin à la politique antigays dans l'armée américaine, à un projet de loi de finances pour la Défense, estimant que les républicains n'auraient d'autre choix que d'approuver cette loi, puisque la machine militaire qui mène les guerres de l'empire DOIT TOUJOURS être financée. Et bien non ! Les républicains ont si bien saisi combien une position anti-immigrés était « populaire » qu'ils ont voté contre.

Michael Moore dit : « Le problème, c'est le mec blanc », suggérant que ce n'est pas une question d'« immigration » mais de race.

Bien sûr. Les Polonais sans papiers, les Irlandais sans papiers, les Canadiens sans papiers ne posent aucun « problème ». Aux yeux d'une nation de « bons chrétiens blancs », le problème vient de ceux qui ont la peau basanée, avec ou sans papiers. Ce sont eux qui ressemblent aux « étrangers en situation irrégulière ». Naturellement, il s'agit toujours de travailleurs, puisque l'on ne pense jamais à s'enquérir du statut d'immigration des patrons d'entreprises.

Ce racisme profond explique pourquoi ceux qui se sentent encore obligés de prendre la défense d'Obama sont nombreux², mais aussi pourquoi ses adversaires le haïssent pour sa couleur de peau, prétendant qu'il n'est pas

américain, que c'est un musulman, un singe, un communiste... Triste constat : ces mêmes racistes l'auraient soutenu s'il avait sauvé le marché de l'immobilier ! Obama n'a donné aucune raison à la classe ouvrière de lui accorder son soutien. Certes, il s'est prononcé contre la loi de l'Arizona (voir encadré), mais ses actions sont sans substance. Ce n'est que du spectacle ! Ce mec, il a eu sa chance lors de son élection et il l'a loupée.

Autrefois, les Wobblies du syndicat IWW clamaient que chaque loi sur l'immigration était une loi contre la classe ouvrière pour accentuer les divisions en son sein.

Oui. En 1986, la loi Simpson-Mazzoli sur la réforme de l'immigration a accordé l'« amnistie » aux travailleurs sans papiers vivant sur le sol américain tout en criminalisant l'embauche d'un ouvrier sans papiers. En réalité, cette loi a eu un effet inverse.

Les employeurs pouvaient embaucher autant d'ouvriers sans papiers qu'ils voulaient, les menacer d'expulsion, et, s'ils étaient pris, plaider leur ignorance, pensant avoir eu affaire à de vrais documents ! Cette loi s'est avérée une catastrophe, une loi anti-immigrés !

Toutes ces lois sont en réalité fondées sur des principes racistes...

Évidemment, comment peut-on prétendre que les policiers ont l'obligation d'arrêter et d'exiger les papiers d'identité de toute personne qu'ils soupçonnent de ne pas être en règle, sans que cela se fasse au faciès ?

Qui aux États-Unis « a l'air » de ne pas avoir de papiers ? Bien que ce « profilage racial » soit contraire à la loi, tout

1. Projet de loi permettant la régularisation des enfants d'immigrés clandestins ayant entamé des études supérieures ou servi dans l'armée.
2. Malgré la déception qu'il suscite – lui qui a continué à composer avec Wall Street, qui a laissé les gens se faire expulser de leur maison par les banques, qui continue d'assassiner des gens dans le monde entier.

ARIZONA NIGHTMARE

LA NOUVELLE loi de l'État d'Arizona devait entrer en vigueur le 31 juillet 2010. Un juge fédéral a émis une ordonnance qui suspend la moitié de ses dispositions, notamment celles stipulant que la police devait vérifier le statut d'immigré de toute personne arrêtée avant de la relâcher et que serait un délit d'État le fait de ne pas avoir ses documents d'immigration sur soi. Cette loi a suscité de vives réactions. Des appels au boycott des produits d'Arizona ont été lancés. Quelques manifestations ont eu lieu dans d'autres États. La loi est suspendue le temps que l'État fédéral poursuive l'État d'Arizona en justice pour empiètement sur des « droits » – celui du contrôle de l'immigration – qui dépendent du gouvernement fédéral. L'État fédéral s'oppose à cette loi pour des motifs purement légalistes. Une loi fédérale existe déjà, la 287(g), permettant à la police d'Arizona – tout comme celle des autres États – de collaborer avec les agents fédéraux pour expulser les immigrés.

le monde sait qu'il s'agit d'une pratique courante. Le système ne veut pas l'admettre. Il ne peut pas avouer que c'est un pays raciste et que nos lois fonctionnent sur ces bases. C'est aussi pour cela que l'État fédéral et Obama devaient se prononcer contre le projet de loi de l'Arizona. Parmi les citoyens de cet État ayant un diplôme secondaire, un sur cinq se trouve au chômage. C'est un autre facteur contribuant à la popularité de ce projet de loi. Il n'y a pas de « problème d'immigration » aux États-Unis. Il y a un problème de travail. Et c'est là que se trouve le lien entre race et classe.

Dans mon boulot de routier, je travaille sans problème avec des immigrés, des enfants d'immigrés et des Américains de souche. Parce que, comme nous disons, « *We are union* », (« le syndicat, c'est nous »), je veux dire par là que nous travaillons tous protégés par une même convention collective négociée par le syndicat. Nous ne sommes pas en concurrence mais unis contre les abus du patron. Nous touchons tous le même salaire et nous avons les mêmes conditions de travail. Nous ne nous sentons pas menacés par de nouveaux ouvriers qui pourraient être embauchés, car ils le seraient selon les mêmes règles, et parce que nous sommes protégés contre tout favoritisme patronal par des règles d'ancienneté. Nous accueillons donc les nouveaux comme des frères, qu'ils soient blancs, afro-américains, portoricains, asiatiques, russes, etc.

Tu veux dire qu'il n'y a pas de problème spécifique d'« immigration » ? Aujourd'hui, la plupart des syndicats le reconnaissent et c'est pourquoi, ces dernières décennies, ils ont changé de position. Ils ne soutiennent plus les lois anti-immigrés comme la Simpson-Mazzoli de 1986, ils ne rejettent plus l'idée de la légalisation des travailleurs immigrés. Ils reconnaissent que, pour défendre les droits existants, il faut que tous les ouvriers bénéficient de ces droits. À cause de notre racisme historique, la plupart des ouvriers américains ont du mal à comprendre que nous sommes face à un problème d'exploitation et non un problème d'immigration. Les politiciens (et les patrons qu'ils représentent) réussissent à nous couper de nos intérêts parce que la majorité des nouveaux tra-

vailleurs immigrés ne sont pas « blancs ». On nous fait craindre l'« étranger en situation irrégulière » qui va « nous prendre notre boulot ». Et comment donc un autre ouvrier peut te prendre ton boulot ? Le problème n'est pas l'ouvrier, mais le patron. C'est le patron qui te prend ton boulot en te remplaçant par un ouvrier sans droits, parce que le politicien a décrété que cet ouvrier était « illégal ». La « crise de l'immigration » est fabriquée par les politiciens pour profiter du racisme afin de gagner les élections et par les patrons afin d'augmenter l'exploitation. Aujourd'hui, nombreux sont les secteurs où les salaires sont inférieurs au salaire minimum, où la législation du travail n'est pas appliquée. Pour y maintenir l'exploitation, jamais les patrons n'envisageraient d'embaucher un ouvrier américain conscient de ses droits. Alors que le chômage officiel atteint 10 %, les Américains « ne veulent pas » faire ces boulots uniquement parce que les patrons refusent de payer un salaire décent et de respecter des conditions de travail décentes. Les politiciens leur ont fourni une catégorie de travailleurs « illégaux » qu'ils peuvent exploiter comme ils le veulent. Ce ne sont pas les ouvriers qui refusent de travailler, ce sont les patrons qui refusent de payer !

Ceux qui pâtissent le plus des lois anti-immigrés, ce sont les Afro-Américains, les jeunes ouvriers blancs, ces diplômés du secondaire d'Arizona dont un sur cinq se trouve au chômage. Ils sont écartés de ces boulots car on considère qu'on ne pourra pas assez les exploiter. Le paradoxe est que le racisme des Blancs permet aux politiciens d'approuver des lois anti-immigrés et que ce racisme est alors entretenu par la menace que des immigrés, surexploités, acceptent ces boulots. Le racisme se nourrit de ses propres résultats.

Finalement, le problème, c'est nous, qui laissons cette situation lamentable s'instaurer en gobant toute cette stupidité raciste. Nous sommes les seuls à pouvoir résoudre ce problème. Mais nos traditions de solidarité au sein du mouvement ouvrier se trouvent en conflit avec nos traditions racistes. Je dois dire qu'à ce stade je reste pessimiste, mais « l'espoir meurt en dernier »³.

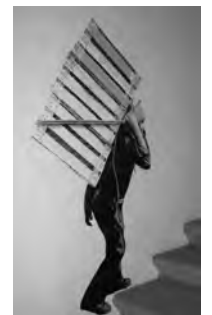


Pour conclure, tu as écrit, que les syndicats ne sont plus en mesure de défendre les conditions qui leur ont permis d'intégrer les ouvriers dans le système : « Je pense que les syndicats sont apparus comme réponse à un capitalisme industriel (en croissance) et se meurent depuis, disparaissent, tout comme les industries qu'ils combattirent pour "s'approprier une plus grande part du gâteau". Ce projet réformiste dépendait d'une industrie en croissance pour obtenir davantage pour les ouvriers. Le projet syndical tout entier était lié à une époque révolue du capitalisme étasunien »⁴. Malgré le racisme enraciné dans le syndicalisme américain, les syndicats s'intéressent-ils aux travailleurs immigrés précisément en raison de la perte de leur « pouvoir traditionnel » ?

Oui, les syndicats ont modifié leur position parce qu'ils se sont rendu compte que les ouvriers prêts à se battre et se syndiquer sont souvent de nouveaux immigrés, dont beaucoup arrivent déjà avec des expériences de lutte. Mais il y a un syndicat et un syndicat. Des secteurs industriels se délocalisent vers le Mexique ou la Chine. Dans ces branches, les syndicats perdent énormément de leur pouvoir. L'AFL-CIO prône la légalisation de tous les travailleurs, tous les syndicats n'organisent pas pour autant les travailleurs immigrés ! Pour la plupart, ils s'intéressent avant tout à la préservation de leur pouvoir. D'autres se sont rendu compte qu'à défaut d'organiser les travailleurs immigrés ils disparaîtraient. ■

3. *Hope dies last*, titre d'un livre de Studs Terkel (1912-2008) composé d'entretiens avec des militants du mouvement ouvrier. Studs Terkel est publié aux Éditions Amsterdam.

4. « Nous sommes des dinosaures », *Divergences*, mai 2010 (<http://www.divergences.be>).



DEPUIS UNE VINGTAINE D'ANNÉES, DE PLUS EN PLUS D'ÉVÈNEMENTS ESTAMPILLÉS « CULTURES URBAINES » FLEURISSENT DANS NOS VILLES. EN ASEPTISANT DES PRATIQUES JUSQU'À INSAISSISSABLES, AUTORITÉS ET CITOYEN-NE-S CRÉDULES CRÉENT DES DIVERTISSEMENTS QUI NE CONSTITUENT RIEN D'AUTRE QU'UNE NOUVELLE FORME DE MAINTIEN DE L'ORDRE.

Les « cultures urbaines » au secours de la paix sociale

COMMENT DÉFINIR ces « cultures urbaines », qui ressemblent de prime abord à un véritable fourre-tout ?

On pense bien sûr à la culture hip-hop, qui regroupe quatre disciplines : le DJing, le graffiti, le rap (ou MCing) et enfin la breakdance. Mais les « cultures urbaines » ratisent bien plus large que ça, englobant notamment certains sports de glisse (skateboard, roller, vélo acrobatique BMX...), le basket, ou encore le slam.

Si on en croit Wikipédia, il s'agirait de « l'ensemble des pratiques culturelles, artistiques et sportives issues de l'espace urbain »¹. Tout cela semble bien flou.

Le magazine *Graffiti*, dans un article de 2007, nous donne plus de précisions : « Au cours des dernières décennies, les villes se sont agitées de nouvelles pratiques, générant de nouvelles cultures. Le mode de vie urbain qui se développe en Occident durant les années 60 et 70 va faire apparaître de nouveaux rapports entre les citoyen-ne-s et leur environnement. Réalités sociologiques et nouvelles morphologies des villes vont amener des populations souvent jeunes à s'approprier ces territoires comme de nouveaux terrains de jeu. Par adaptation et détournement, la structure fonctionnelle de la ville se met à bourgeonner de nouveaux lieux où s'expriment ces pratiques émergentes, aujourd'hui regroupées sous l'appellation « cultures urbaines ». » Cet article décrit des « collectifs informels » qui « ne constituent pas un groupe cohérent », évoluant « entre art et jeux ». Pour son auteur, « les réalités de ces cultures demeurent de l'ordre de l'underground, alors que l'appellation ne semble être utile que dans des opérations de communication à caractère grand public », des « événements » officiels comme un « cadre les rendant présentables », en somme une « vitrine pour la reconnaissance du public »².

De fait, le terme est apparu dans les circulaires des administrations dans les années 80 et 90, avec le dispositif du « contrat de ville », un contrat entre l'Etat et les collectivités locales mis en place par le socialiste Lionel Jospin, qui sous couvert de « lutte contre la ségrégation urbaine et sociale », consistait en fait à calmer le jeu dans certains quartiers jugés trop agités. Ce n'est pas un hasard si culture et urbanisme étaient des axes majeurs de ce dispositif. Ce que les collectivités ont alors choisi de nommer « cultures urbaines » est un processus qui, en triant, rationalisant, institutionnalisant, voire professionnalisant des pratiques dérangeantes, vise à garder le contrôle de la ville.

L'appellation « cultures urbaines », qui relève donc d'une stratégie de communication, permet d'évacuer toute dimension politique. Exit la « culture de rue », trop péjorative, et la « culture de classe », qu'on voudrait nous présenter comme désuète. Avec les « cultures urbaines », on aurait uniquement affaire à une culture de loisirs... Ce vocable institutionnel accompagne une politique visant à garder le contrôle des gestes, de la parole et de l'espace.

LES VALEURS DU CAPITALISME APPLIQUÉES À DES ACTES LIBRES, GRATUITS ET ILLÉGAUX

Un des enjeux majeurs des « cultures urbaines » est en effet de gérer l'espace de façon rationnelle, dans la lignée des schémas inquisiteurs de nombre d'urbanistes. Dans ces visions bien ordonnées, les pratiques se développant de manière sauvage sont intolérables. Il s'agit donc de les fixer en un endroit précis, légal, normalisé et éventuellement lucratif : skateparks, murs d'« expression libre », salle de répétition ou de spectacle, cours de danse en MJC, etc. Dans ce processus de réglementation, une « Fédération » et un « Observatoire national des Cultures Urbaines » ont même été créés, avec la volonté ridicule mais dangereuse de mettre en place des « chartes » et des « labels qualité cultures urbaines », à la manière de la nourriture bio.

Par ailleurs, il est intéressant de se pencher sur le rapport de la mission « cultures urbaines » de 2007³, adressé au ministre de l'époque, le très « proche du peuple » Renaud Donnedieu de Vabres. La première phrase de la lettre du ministre nommant les responsables de cette mission, en dit long sur la méconnaissance du personnage : « Les cultures urbaines, expression qui englobe aussi bien le *graph*, le *hip-hop*, le *rap* ou la *poésie urbaine*, et plus globalement le *street-art*, doivent trouver une place juste auprès du Ministère de la Culture et de la Communication. ». Dans ce charabia on croise donc la faute d'orthographe de rigueur pour le mot « graffiti », l'utilisation de l'italique pour symboliser le barbarisme de ces mots,

1. fr.wikipedia.org/wiki/Cultures_urbaines
2. « Cultures urbaines & pratiques libres, vers la définition d'un mouvement émancipé dans la cité », par Jimse
3. www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-culturbaines2007.htm





la confusion habituelle entre « hip-hop » et « rap ». Quant à la discipline de la « poésie urbaine », on se demande bien à quoi elle fait référence... Mais ce rapport préconise des mesures bien concrètes, comme le fait de nommer des « experts » en cultures urbaines au sein des DRAC (Direction régionale des affaires culturelles), qui seraient chargés de « dialoguer avec les artistes et contribuer à la promotion des meilleurs d'entre eux ». On y évoque aussi la création d'une « Fondation hip-hop » alimentée par des fonds privés « qui réunirait les sociétés désireuses de valoriser les cultures urbaines auxquelles les Français-e-s se montrent réceptifs ». Traduction : bientôt, le « Peugeot hip-hop festival » ou la « Jam Graffiti L'Oréal ». C'est d'ailleurs au sujet du graffiti que les intentions de ce rapport ministériel deviennent limpides : « l'effet négatif du tag, considéré comme une nuisance, porte préjudice aux réalisateurs de fresques ou aux graffeurs sur toile ». Tout paraît plus clair : il s'agit tout simplement de trier les bon-ne-s (avec qui on signera des contrats et on gagnera des sous) des mauvais-e-s (qu'on enverra éventuellement en prison s'ils ou elles se montrent trop récalcitrant-e-s à quitter le côté obscur).

C'est bien la même logique qui est à l'œuvre avec l'apparition du « street art », dans une double mutation, à la fois artistique (langage intellectualisé d'expert-e-s, expositions officielles, reconnaissance qui tient plus au réseau qu'au talent, évolution dans un milieu bourgeois et branché...) et capitaliste (détermination de prix au sein d'un marché des œuvres, ventes aux enchères, riches collectionneurs et collectionneuses, fluctuation des cotes des artistes...). Mais derrière l'effet de mode, très peu d'« artistes » arrivent à se faire une place dans le marché de l'art contemporain et la plupart se rabattent sur des carrières de petit-e-s entrepreneur-euse-s, vendant leurs talents au plus offrant selon les méthodes dignes des VRP les plus pathétiques. Qu'importent les visées politiques des « client-e-s » : certain-e-s ne voudraient parler que de business. Ne leur en déplaise, on parle bien de capitalisme, un système politique fait de rapports de force, au sein duquel les enjeux économiques déterminent – entre autres – la légitimité de nos interventions sur l'espace public et politique. Ainsi les tags sont considérés comme des nuisances alors que l'invasion publicitaire peut s'exprimer tranquillement. Tout le principe des « cultures urbaines » consiste donc à ingérer des pratiques considérées comme intéressantes (dans tous les sens du terme) mais trop épicées, les digérer à grands renforts de suc normatifs, pour enfin les régurgiter en une flaque aussi colorée que puante, mais « acceptable ».

DÉLÉGATION DU MAINTIEN DE L'ORDRE

Comment fonctionne ce processus d'acceptabilité ? En ne gardant que la dimension esthétique du hip-hop, les marchand-e-s le rendent *tolérable*. Plus rien n'est politique, et tout est potentiellement

« culturel ». En d'autres termes, d'un coup de matraque magique, il n'y a plus ni antagonismes, ni domination, ni répression. Comme si racisme et classisme ne planaient pas en permanence sur le rap. Comme si les tagueur-euse-s pris-e-s en flagrant délit recevaient le même traitement que les infractions au code de la route. Tout le monde devient ami-e-s. Tout le monde devient acteur ou actrice d'un spectacle étrange, dont la niaiserie souriante égale sans peine la pièce de théâtre de fin d'année de l'école primaire. Mais pourquoi et comment de si nombreuses personnes se glissent sans rechigner dans les costumes ridicules qu'on leur tend ? Plus efficace que la contrainte directe, l'illusion d'être partie prenante de l'écriture du scénario fait son effet. On peut bien proposer de modifier légèrement une réplique, c'est le metteur en scène qui aura le dernier mot. On peut bien suggérer des emplacements de « murs d'expression libre » potentiels, c'est la mairie qui décidera lequel est le plus éloigné des rues piétonnes du centre-ville. L'idéologie de la « démocratie participative » dont nombre d'« acteurs » et « actrices » des « cultures urbaines » se

L'appellation « cultures urbaines », permet d'évacuer toute dimension politique.

réclament, repose sur ce mécanisme : notre avis n'est appelé que sur des questions secondaires, le but étant avant tout de nous faire adhérer à un système que nous subissons. Cela permet aussi, en dépolitisant les « débats », de désamorcer les conflits et par là, de maintenir la paix sociale. De cette manière, des kilos de bon-ne-s citoyen-ne-s tombent dans le panneau. Croyant « s'engager » pour la collectivité, ils et elles font insidieusement mais pleinement le jeu du pouvoir. L'État trouve ainsi, dans l'intermédiaire vigoureux de la « société civile », une manne de volontaires à laquelle il peut sous-traiter une partie du travail ordinairement réservé à la police : le maintien de l'ordre. Ou comment déléguer le contrôle de la population à la population elle-même...

Quand on cerne alors les enjeux de cette question, l'endroit où l'on peint, le concert auquel on assiste, la façon dont on fait un disque, ne peuvent plus apparaître comme des décisions dérisoires. Car si on pense que ce monde mérite d'être retourné de fond en comble, chaque choix est important. Parce que nous ne voulons pas que nos micros, nos aérosols, nos stylos, ou tout ce qu'on voudra bien manier pour s'exprimer, ne servent qu'à (se) divertir, faire le spectacle et décorer le carnage...

Refusons de nous entasser et de nous vautrer naïvement dans les cadres minuscules que les institutions veulent bien nous laisser, nous sommes capables de bien plus de changements, d'énergie et de créativité quand nous décidons par nous-mêmes. **Chivain**

ÉCRIVAIN FORT RÉPUTÉ en Italie, malheureusement méconnu en France, Ignazio Silone (1900-1978) fut aussi l'une des principales figures du mouvement socialiste et communiste dans la péninsule. Compagnon de Gramsci et de Bordiga, il a participé à la création et au développement du Parti communiste italien au moment où la révolution grondait un peu partout en Europe, avant d'en être exclu en 1931 pour avoir exprimé ses réticences vis-à-vis de l'exclusion de Trotski, et de la politique stalinienne en général. Exilé en Suisse pour échapper au fascisme, il écrit alors ses romans les plus célèbres : *Fontamara* (1933), *Le Pain et le vin* (1936), salué par Thomas Mann et Albert Camus, ou encore *Le Grain sous la neige* (1941), qui sera plus tard adapté au théâtre par Daniel Guérin. Dans l'après-guerre, il tente d'impulser un socialisme démocratique indépendant des direc-

tives de l'URSS, et se présente même à des élections régionales en 1953. Mais l'échec de cette tentative le conduit à se retirer de toute organisation politique, ce qui ne l'empêche pas d'apporter son soutien à la révolution hongroise de 1956. Se définissant comme un « franc-tireur du socialisme », à partir de cette époque, Ignazio Silone n'hésite pas à dénoncer les nuisances de la forme-parti en politique ou l'emprise de l'État sur les sociétés modernes. Convaincu que le socialisme est avant tout une morale, il ira jusqu'à prôner la réappropriation par les anticapitalistes d'un héritage chrétien qui a été trahi par l'Église elle-même.

La publication de *Sortie de secours* en 1965 (traduit l'année suivante en français aux éditions Del Duca) prolonge cet esprit de refondation du socialisme. Silone y procède en effet à une critique du culte de la technique et de l'abondance matérielle, pré-

sent aussi bien chez les marxistes que chez les libéraux. Selon Silone, cette critique impose de reconsidérer la question du progrès, qui avait été traditionnellement mise en avant par le mouvement ouvrier. Car « le progrès économique a créé des machines qui ressemblent à des hommes et, par un juste retour des choses, l'évolution sociale modèle toujours plus des hommes qui ressemblent à des machines ». D'où la nécessité de promouvoir une nouvelle définition du progrès, qui aille plutôt dans le sens d'une affirmation de la personne humaine contre tous les mécanismes qui l'oppriment, et de la possibilité de former sur cette base des communautés autogouvernées : « La qualité d'une organisation politique ne dépend pas, en effet, des données de la production, de la consommation ou de l'éducation publique, elle dépend essentiellement du genre de rapports qui s'établit entre les hommes ».

Repenser le progrès

LE LIEN qu'on supposait entre développement technique et liberté s'est révélé inexistant. On croyait que la technique moderne, pour progresser plus rapidement, avait besoin d'un climat général de liberté, et que son essor devait, à son tour, comporter un accroissement effectif de toute liberté. En revanche, la recherche technique a progressé sous Hitler et Staline en se passant de l'oxygène des libertés politiques, sans mettre le moins du monde en danger la stabilité des deux régimes totalitaires, en leur offrant même d'incomparables instruments de puissance.

Le ressort du développement n'a pas joué dans les relations entre bien-être et participation démocratique à la vie publique.

Fait plus grave encore, le ressort du développement automatique n'a pas joué non plus dans les relations entre bien-être et participation démocratique à la vie publique. L'une des caractéristiques les plus fréquentes des sociétés aisées est en effet une chute du dynamisme politique des masses, voire une indifférence et une inertie que seule brise l'agitation périodique des consultations électorales, manœuvrées par les appareils de parti. Bertrand de Jouvenel, spécialiste attentif de ces phénomènes, a exhumé une page de l'*Anti-Dühring* où Engels affirme qu'il existe un rapport étroit entre la durée de la journée de travail et la participation des citoyens à la solution des problèmes théoriques et pratiques de la vie publique. Je citerai un seul passage, se référant plus directement au thème qui nous intéresse : « Jusqu'à maintenant, les antagonismes historiques entre classes exploitantes et exploitées, régnautes ou opprimées, s'ex-

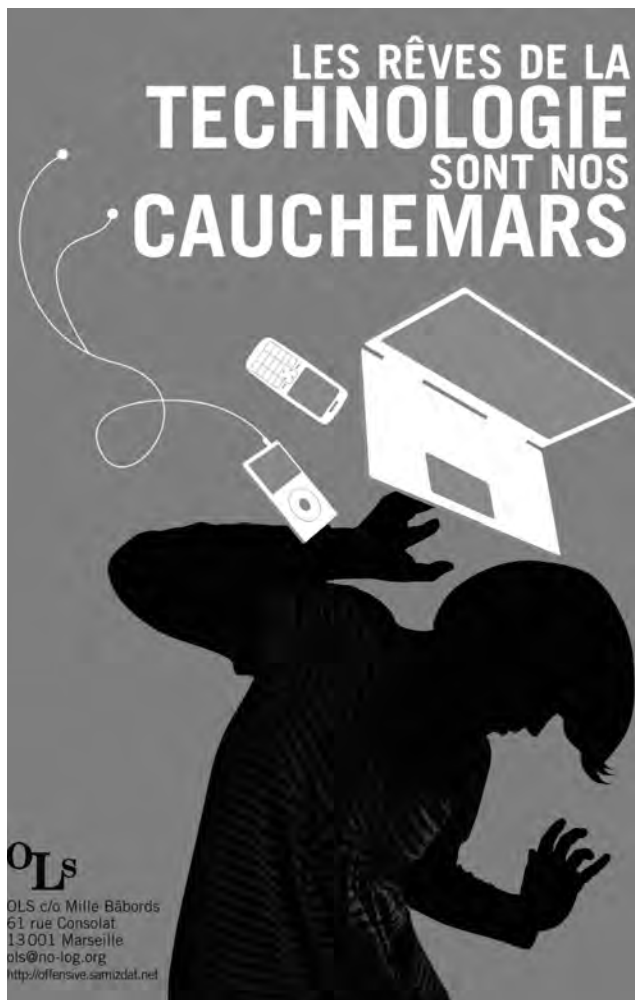
pliquent par l'absence de progrès dans la productivité du travail humain. Tant que la population affectée au travail matériel a été entièrement prise par son indispensable tâche et n'a pas eu le temps de s'occuper des affaires communes de la société (direction du travail, questions publiques, questions juridiques, art, science, etc.), il était nécessaire qu'une classe spéciale, exonérée du travail matériel, veillât à ces tâches ; ce faisant, elle n'a point manqué, pour son profit, de faire peser sur les masses ouvrières un surcroît de travail. C'est seulement l'accroissement énorme des forces de production, libérées par la grande industrie, qui permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception et de diminuer le temps de travail de telle sorte que tout le monde ait suffisamment de loisirs pour prendre part aux questions générales, théoriques et pratiques, de la société. C'est donc aujourd'hui seulement que toute classe dominante et exploitante est devenue superflue, un obstacle à l'évolution sociale ; et c'est aujourd'hui seulement qu'elle sera inexorablement supprimée ».

Le raisonnement semblait d'une logique impeccable mais il était sophistique. Une suffisante disponibilité de temps libre est sans doute une condition utile pour qu'un individu puisse participer à la vie publique, mais ce n'est pas la seule ni même, comme on peut actuellement le constater, la plus importante. Non seulement elle ne permet point d'atteindre le but utopiste de « socialiser » l'activité créatrice des penseurs, des Hommes de science et des artistes, mais elle ne suffit même pas à garantir un intérêt plus vif et plus conscient des citoyens envers les choix politiques. En fait, ni le bien-être plus grand ni la réduction de la journée de travail n'ont retiré à la vie politique son caractère oligarchique. On peut même dire que ce caractère s'est accentué [...]

Nous savons que le progrès technique n'est point synchro-

nisé avec la culture et la moralité. Malheureusement, de nombreux spécialistes ont eu le tort de négliger les graves incohérences qui découlent de ce développement inégal et d'en attribuer les manifestations à la psychologie individuelle. Il existe à ce propos une diversion typiquement bourgeoise qui considère tout ce qui relève de la vie personnelle comme « affaire privée », et adresse les intéressés aux psychanalystes, aux confesseurs, aux pédagogues ; c'est une diversion parfaitement illusoire dans ce cas. La respiration aussi est une « affaire privée », cependant, dans une atmosphère sans oxygène, la gymnastique respiratoire ne sert pas à grand-chose.

Les intellectuels qui affirment la nécessité de repenser l'idée de progrès, possèdent à coup sûr une notion plus juste du malaise moral actuellement ressenti dans les pays évolués. Il est difficile de vivre sans une idée du lendemain. Une perspective est indispensable à l'équilibre mental de l'individu et à celui de la société. Mais le terme de progrès est discrédité depuis beau temps, et il est donc souvent remplacé par celui de développement, qui indique un changement épuré de tout jugement de valeur. De Condorcet à Marx en passant par Auguste Comte, l'idée de progrès associée à la condition humaine a souffert trop de démentis et d'exceptions pour ne point provoquer de nos jours, à la seule mention du mot, un sourire de compassion. On peut, assurément, parler de progrès dans le domaine des sciences naturelles et technologiques, mais non dans le domaine des sciences morales. Aussi longtemps que l'inéluctabilité restera l'un des attributs du progrès, il serait franchement absurde de le rapporter au mode de sentir ou de penser de l'Homme. Tout au plus peut-on considérer comme universellement admis le concept selon lequel le comportement de l'Homme n'est ni absolument



conditionné ni tout à fait arbitraire. Sous quelque régime que ce soit, l'existence humaine s'écoule au milieu des contradictions et de luttes à l'issue incertaine, et le progrès civil reste toujours un devoir ou une tâche : il n'est jamais donné. [...] Trop longtemps l'Homme s'est laissé humilier par l'idolâtrie de la technique. Non point que ce jugement implique une nostalgie des formes dépassées de l'économie : l'Homme s'est libéré des travaux serviles grâce à la technique. Mais quand la technique à son tour tend à asservir, elle perd son innocence et devient nocive. Et l'Homme a le devoir de la freiner sans craindre de paraître réactionnaire. La pierre de touche ne peut être que la liberté de l'Homme.

À cette prise de conscience est également lié le développement de l'antagonisme qui sévit entre la société et l'État, le seul qui soit susceptible d'ouvrir une nouvelle perspective historique en créant un nouveau dynamisme social, étranger à celui de la lutte des classes, désormais épuisé. Mais la société parviendra-t-elle à récupérer les fonctions qu'a usurpées l'État bureaucratique et centralisé ? Réussira-t-elle à substituer aux relations autoritaires, contraignantes, passives, des relations humaines authentiques et responsables ? Cette perspective, en d'autres termes, ne doit pas être confondue avec une utopie ; elle ne se fixe pas un but précis ou un poteau d'arrivée, mais suit tout naturellement la tendance que conditionne l'excès, toujours plus insupportable, d'étatisme et de bureaucratisation. Il ne faudrait toutefois point s'imaginer que le passage de l'antagonisme latent à la révolte s'accomplira tout seul. Rien de neuf et de vivant ne s'est jamais fait dans l'histoire des hommes sans la passion d'Hommes désintéressés, n'ayant d'autre but que de servir l'intérêt général.

Ignazio Silone, *Sortie de secours*, extrait, trad. Michèle Causse, éditions Del Duca, 1966.

UNE MÉGAMACHINE DÉLIRANTE

A LIRE

Bertrand Louart, « ITER ou la fabrique d'absolu », **Notes & morceaux choisis**, n°8, automne 2008

A VISITER

Coordination anti-nucléaire Sud-Est
www.spiritsoleil.com/onaunucleaire/sud-est
(en particulier les articles d'Antoine Calandra)

Info nucléaire
www.dissidentmedia.org/
/infonucleaire

ITER: l'arnaque
reacteur.iter.free.fr

Stop ITER
www.stop-iter.org

DEPUIS 1959, le centre de Cadarache est devenu « un véritable monstre » qui compte 480 bâtiments sur 1 600 hectares, dont 950 clos, et 19 installations nucléaires de base. En plus, le site a été choisi en juin 2005 pour accueillir le chantier ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*, réacteur thermonucléaire expérimental international) – nouvelle saluée avec enthousiasme par Jacques Chirac, alors président de la République. Dans la novlangue habituelle, il déclara : « La communauté internationale va maintenant pouvoir relever un défi scientifique et technologique sans précédent, qui ouvre de grands espoirs pour fournir à l'humanité une énergie sans impact sur le climat et quasiment inépuisable ». Un autre imbécile officiel affirma : « Avec ITER, la France sera l'Arabie Saoudite de la deuxième moitié du XXI^e siècle ».

Mais les sommets de l'État n'étaient pas les seuls à s'enthousiasmer. Cette arrivée fut vécue par l'ensemble des collectivités locales tout aussi « bêtement » qu'un demi-siècle plus tôt celle du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). Quant aux Verts, pour rester dans la majorité PS-PC à la Région, ils négocièrent un plan Alter ITER censé accorder

autant de subventions à ITER qu'au développement des énergies renouvelables, réinventant la recette du pâté d'alouette et de cheval...

Qu'est-ce que ITER ? Si l'on dit qu'il s'agit d'un prototype de réacteur nucléaire à fusion, on ne sera pas pour autant éclairé... La propagande technophile utilise une image parlante : reproduire sur terre l'énergie du soleil. Mais elle se garde bien de répondre aux objections scientifiques de deux prix Nobel de physique, le Français Pierre-Gilles de Gennes et le Japonais Masatoshi Koshiro, et de physiciens comme Sébastien Balibar, Yves Pomeau et Jacques Treiner qui résumèrent dans une autre image non moins efficace l'impasse d'ITER : « Avant de construire le moteur révolutionnaire d'une voiture de course, il vaut mieux s'assurer qu'on aura des pneus pour la faire rouler » (*Le Monde*, 24 octobre 2004). Aujourd'hui, ITER est un chantier pharaonique. Quelques chiffres pour les travaux déjà réalisés : l'aménagement de 100 kilomètres de routes pour acheminer les composants de Berre à Cadarache coûtera 110 millions d'euros (au lieu des 82 initialement prévus). À la place d'une forêt, il y a aujourd'hui une immense plate-forme de 90 hectares rasée et viabilisée pour les futures constructions. Destinée à attirer les chercheurs et leurs familles – qui préfèrent Aix –, l'École internationale de Manosque a en partie ouvert à la rentrée 2009. Le conseil régional de PACA finance intégralement 55 millions de travaux pour 280 élèves, soit près de 200 000 euros par élève ! Mais ce n'est pas l'essentiel puisque le coût prévisionnel de l'ensemble du projet ITER est passé de 5 à 15 milliards d'euros !

Alors que le réacteur Super-Phénix (Creys-Malville) avait suscité une manifestation d'ampleur le 31 juillet 1977, les réactions, pour ne pas parler des oppositions, sont aujourd'hui faibles et marginales face à cette mégamachine délirante, et fort probablement inefficace comme, justement, Super-Phénix, arrêté en 1998. Pourtant, face à cette démesure assumée par ses promoteurs, il n'est nulle part écrit que cela doit continuer ainsi... Ky. C.



Jean Giono contre l'installation d'un centre nucléaire à Cadarache

« LA MUNICIPALITÉ de Manosque (je cite cette ville parce que c'est la plus importante de la région), le conseil général des Basses-Alpes et les élus du département ont accepté bêtement (je tiens au mot), et même avec un enthousiasme de naïveté primaire et de politique de comices agricoles, la création du centre nucléaire de Cadarache. Je voudrais poser trois questions :

Le centre, qui a été présenté aux populations comme un centre d'étude, ne serait-il pas en fin de compte un centre de production ?

Est-il exact que le recrutement des spécialistes destinés à ce centre, qui devait être assuré par volontariat, a les pires difficultés pour trouver des volontaires et qu'on est obligé de désigner

le personnel d'office ?

Étant donné qu'on va me répondre sûrement que même la production à Cadarache ne présentera aucun danger, pourquoi ce centre inoffensif n'a-t-il pas été installé tout simplement à Paris et plus spécialement dans les jardins inutiles de l'Élysée ? La proximité de la Seine lui assurerait plus certainement que la Durance le débit d'eau nécessaire à son fonctionnement.

Cadarache est à 8 kilomètres à vol d'oiseau de Manosque : 10 000 habitants ; à 4 kilomètres de Corbières, Sainte-Tulle, Vinon : ensemble d'environ 4 000 habitants ; à 9 kilomètres de Gréoulx-les-Bains : station thermale ; à 600 mètres de la route nationale Marseille-

Briançon, à trafic intense.

Si on me répond que le site de l'Élysée est magnifique, sans en disconvenir je répondrai que celui de Cadarache ne l'est pas moins. Si on me dit que, malgré son innocuité certifiée, ce centre nucléaire ferait courir quelque danger à Paris et aux hôtes de l'Élysée, je répondrai que notre sort et celui de nos enfants présents et futurs nous sont également très chers.

Bref, il s'agirait de savoir quel est le prétexte qu'on peut faire valoir pour justifier physiquement et métaphysiquement l'implantation de ce centre nucléaire (assuré inoffensif comme tous les centres nucléaires) dans le site de Cadarache. » **Jean Giono, 1961**

Source : cpourdireplus.over-blog.com



La numérisation des documents serait la panacée pour transmettre les savoirs de l'humanité. La politique de l'« éducation et formation tout au long de la vie » donnerait les moyens de s'épanouir en apprenant à tous les âges. Ces mythes sont à démonter. La mutation des institutions traditionnelles de diffusion du savoir (bibliothèques, écoles, formation professionnelle...) ne va pas dans le sens d'une émancipation sociale. La dématérialisation des supports nous contraint à apprendre derrière un écran, et le plus souvent seul-e. Elle nous pousse à accumuler sans hiérarchie des connaissances qu'il faudra remplacer rapidement par d'autres, plus « utiles ». Dans ce contexte de consommation, il nous semble important d'affirmer un autre rapport au savoir. L'apprentissage personnel et collectif qui nous

intéresse est celui qui sert un processus d'émancipation, c'est-à-dire qui permette d'accroître notre maîtrise sur nos vies dans une perspective d'égalité et de solidarité. Avec ce dossier, nous avons choisi d'interroger une éducation qui se joue en dehors des structures d'enseignement, entre adultes, égaux de préférence : une éducation mutuelle et populaire. Hier et aujourd'hui, des militant-e-s politiques, des ouvrier-ère-s syndicalistes, des militant-e-s de l'éducation populaire, des travailleur-se-s sociaux, des artistes, des étudiant-e-s ont mis en place des espaces pour apprendre ensemble : groupes de théâtre-forum, groupes de conscience féministes, ateliers de rue, groupes de travail universitaires (GTU), bibliothèques, etc. Ces expériences reposent sur des principes communs : l'importance

d'apprendre à partir de soi-même, de sa propre réalité ; la valorisation de savoirs hétérogènes (théorie, pratique, technique,...) ; la volonté d'émancipation. Un autre point important est la relation sociale. Que l'on en passe par la lecture de livres (de papier), l'analyse de nos expériences ou les activités manuelles, l'échange avec les autres est cruciale, pour se confronter et débattre. La façon dont on acquiert un savoir compte donc autant que le savoir lui-même. Le dossier « Savoirs pour s'émanciper » vient poursuivre une réflexion autour d'une culture de l'émancipation amorcée en particulier dans un précédent numéro d'Offensive : « Culture de classe ou (in)culture de masse » paru en février 2006.

SAVOIR POUR QUOI FAIRE ?

A LIRE

Du Contre-pouvoir

Une analyse qui permet de saisir les enjeux du militantisme qui s'inscrit dans une logique de contre-pouvoir.

Miguel Benasayag et Diego Sztulwark
La Découverte, 2000.

LE PROCESSUS d'apprentissage est inhérent à l'émancipation. L'histoire nous apprend que la plupart des groupes sociaux en lutte ont instauré des espaces de formation autonomes qui passaient par la rencontre, la discussion et le débat. C'était le cas du mouvement ouvrier du XIX^e siècle avec ses « soirées ouvrières », ses causeries populaires, ses cercles d'études ou encore ses athénées libertaires¹.

Déconstruire la culture de la domination, de la soumission et de l'impuissance passe, en effet, par l'appropriation de connaissances propres à soutenir la résistance et la lutte. Cette culture émancipatrice est tissée de connaissances multiples : outils critiques solides et pertinents, pensées et pratiques éloignées des logiques hiérarchiques, marchandes et patriarcales, bagage historique nourrissant, etc.

La participation à une lutte sociale sur le terrain donne aussi l'occasion d'acquérir des savoir-faire in situ². A posteriori, si on tire partie de cette expérience elle peut devenir un savoir qui va enrichir nos connaissances. Comme le souligne le remarquable Manifeste du Réseau de résistance alternatif : « Pouvoir conceptualiser ce que nous faisons constitue une part de la légitimité de nos constructions et participe de la socialisation des savoirs entre les uns et les autres : être nous-mêmes lecteurs, penseurs et théoriciens de nos pratiques, être capables d'apprécier la valeur de notre travail pour éviter qu'on nous appauvrisse par des lectures normalisatrices. »³

Quant à l'héritage du passé, il joue un rôle important dans la production de savoirs émancipateurs. Il ne s'agit pas de prendre l'histoire des luttes et des résistances comme des modèles figés à reproduire mais de puiser en elles de quoi « re-créer » au présent. Pour le militant chercheur ou la militante chercheuse, tel-le-s que les définissent Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, la mémoire doit s'articuler avec la situation actuelle. « Le passé nous aide à trouver les chemins que nous devons prendre aujourd'hui, affirment ces derniers. Et être fidèle ne signifie nullement reproduire aveuglément la

même "chose", mais bien plutôt comprendre que faire "la même chose" - rechercher la solidarité, la libération - nous oblige à changer de méthodes et de route. »³

Cette « socialisation des savoirs » va de pair avec une réflexion sur la façon dont on transmet des connaissances. Il faut sortir du mythe selon lequel avoir des informations à disposition suffit pour les assimiler. Apprendre, ce n'est pas remplir son cerveau avec des données plus ou moins subversives. C'est vivre une expérience multidimensionnelle qui consiste, grosso modo, à mettre en relation de nouveaux points de vue ou de nouvelles techniques avec ce que nous savons déjà, avec notre vécu, nos perceptions, nos affects. Et la connaissance prend une valeur émancipatrice lorsqu'elle n'est plus un adjuvant de la domination mais qu'elle accroît notre puissance personnelle et collective : lorsqu'elle permet de se construire soi-même, d'étayer une pensée cohérente et d'orienter l'action. D'où l'intérêt d'inscrire ce que nous apprenons dans une perspective d'action. Et d'aborder le savoir comme une boîte à outils, selon l'expression de Michel Foucault - avec des outils que l'on va éprouver à « l'usage ».

Ce qui est à défendre, c'est la place essentiel de l'échange et de la relation, au travers de groupes d'éducation mutuelle par exemple ; c'est aussi l'engagement personnel qu'implique tout apprentissage. Il s'agit de rompre avec l'idéologie de la consommation, qui au sein de la culture de masse (une « éducation » aux systèmes de domination qui ne dit pas son nom) conditionne à l'inertie et au repli sur soi, en même temps qu'au divertissement et au zapping. Il faut reconnaître que la liberté est à assumer comme exigence intérieure et non comme « maîtrise » sur l'extérieur. C'est sans doute en comprenant ce que nous vivons que nous découvrirons ce que nous pouvons. Apprendre pour s'émanciper requiert certainement la curiosité, l'effort, la constance, et la volonté de se confronter aux autres. Mais dans l'expérience de connaître, de comprendre et d'agir pour s'émanciper, il y aussi un grand plaisir ! **Leila**

1. Voir l'article

« Les Athénées libertaires », dans *Offensive* n° 9.

2. Voir l'article

« Les mouvements sont faits pour instruire », dans *Offensive* n° 16.

3. *Du contre-pouvoir*, Miguel B. et D. Sztulwark, La Découverte, 2000.

UNIVERSITÉS POPULAIRES D'HIER

LES UNIVERSITÉS POPULAIRES, entre 1899 et 1914, ont été l'un des plus grands mouvements d'éducation des adultes. Cet « enseignement supérieur populaire » est né de l'idée de Georges Deherme, ouvrier et militant qui voulait former « une puissante élite prolétarienne, noyau vivant de la future société ». Les UP se développent grâce à l'alliance entre des intellectuels engagés, réveillés par l'affaire Dreyfus, et les organisations ouvrières (unions coopératives, bourses du travail,...). L'essor est fulgurant : dès 1901, 230 universités populaires drainent 50 000 adhé-

rent-e-s sur tout le territoire. Chacune a son identité, plutôt philanthropique ou plutôt révolutionnaire, mais on y retrouve des constantes comme l'anticléricalisme et l'opposition à la guerre. Le public est composé d'ouvriers, de commerçants, d'employés et de bourgeois (les UP sont à la mode !). Les UP jouent aussi un rôle social important au travers des services d'assistance et des soirées récréatives très prisées par les familles ouvrières. Sur le plan éducatif, elles ont en réalité échoué. Le principe de l'éducation mutuelle a fondu comme neige au soleil : les intellec-

tuels ont mis la main sur l'organisation, imposant leurs sujets et leur méthode, le cours magistral. Ils ont aussi contribué à neutraliser la question de la lutte des classes, en mettant l'éducation du peuple au service de la paix sociale. Les universités populaires ont montré, au final, « la vanité de tentatives d'éducation qui commencent par la négation de ceux l'on a le projet d'éduquer ».

D'après *Les Universités populaires : 1899-1914, Education populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Lucien Mercier, Les éditions ouvrières, 1986.



QUAND LE CAPITALISME LIBÉRAL PROMET L'« EDUCATION ET FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE », DITE EFTLV, IL DÉCRÈTE L'OBLIGATION DE SE FORMER POUR S'ADAPTER AU « MONDE QUI BOUGE », RESTER DANS LA COURSE ET ÊTRE COMPÉTITIF.



FORMATER TOUT AU LONG DE LA VIE

« APPRENDRE À TOUT ÂGE », « apprendre à apprendre » : de bien jolies formules ! Elles soulignent l'importance de briser la succession des grandes séquences de la vie : école-travail-retraite, pour se cultiver tout au long de sa vie. Elles indiquent aussi qu'il faut disposer d'une certaine autonomie dans l'apprentissage et ne plus seulement se contenter des acquis de sa formation initiale. Ce sont des buts que s'est aussi fixés le mouvement d'éducation populaire, d'ailleurs appelé « éducation permanente » en Belgique – ce qui en dit long sur l'importance qu'elle accorde à la possibilité de s'instruire à n'importe quel âge, en vue de s'émanciper individuellement et collectivement. Pourtant, ces formules sont le leitmotiv des politiques européennes en matière d'éducation. L'ultralibérale Commission européenne en use et en abuse dans ses rapports, ce concept d'« apprentissage tout au long de la vie » est apparu pour la première fois dans un livre blanc de 1993 intitulé *Croissance, compétitivité, emploi : les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle*¹. Il s'agit de promouvoir le développement des compétences qui permettent de s'adapter aux mutations technologiques et économiques. Cet apprentissage prend différentes formes : l'apprentissage « formel » (formation initiale diplômante), l'apprentissage « non formel » (compétences professionnelles acquises au travail) et l'apprentissage « informel » (en dehors de l'école et du travail ; usage des nouvelles technologies dans le cadre privé, par exemple). Le vocabulaire technocratique désigne cela comme l'« Éducation et formation tout au long de la vie » (EFTLV). Cette « EFTLV » s'est imposée comme une orientation politique majeure des stratégies européennes depuis 2000 avec le processus de Lisbonne et jusqu'à la récente « Stratégie Europe 2020 ». Son origine est une conception particulière du savoir : « Le savoir est devenu, dans nos sociétés et nos économies en évolution rapide, un produit périssable. Ce que nous apprenons aujourd'hui sera dépassé voire superflu demain. Il nous faut renouveler et mettre à jour nos connaissances en permanence, afin de suivre – ou même d'accélérer – le rythme du changement, au lieu d'être submergé par lui »².

Dans le cadre de la nouvelle compétitivité mondiale et du développement de la société numérique, les savoirs acquis lors des formations initiales délivrées pas l'école ou par l'université, deviennent rapidement obsolètes. Pour rester « dans le coup », le travailleur et la travailleuse doivent donc se former en permanence. D'autant qu'ils seront sans doute conduit-e-s à changer, au cours de leur vie, entre trois et cinq

fois de « métier ». Leur « employabilité » ne passe plus désormais tant par des qualifications ou par un savoir théorique que par leur capacité à acquérir des compétences et à s'adapter de façon optimale aux exigences de l'entreprise. Cela signifie, explique la Commission européenne, « qu'il faut plus que jamais encourager, tout au long de la vie, la créativité, la flexibilité, l'adaptabilité, la capacité d'apprendre à apprendre et à résoudre des problèmes »³.

COMPÉTENCES ET EMPLOYABILITÉ

L'objectif est de transformer la personne en petit gestionnaire de sa carrière et de sa vie, vivant et évoluant au même rythme que les mutations techno-économiques, conditionné pour augmenter sa productivité et sa compétitivité. Chacun-e doit innover et se renouveler sur des cycles de plus en plus courts pour soutenir la concurrence. Comme l'entreprise, qui doit sans cesse se réinventer, conquérir de nouveaux marchés, ouvrir de nouveaux sites, restructurer, lancer de nouveaux projets, etc., au point de se déstabiliser elle-même. Cette réorganisation continue bouleverse les manières de produire : les techniques utilisées deviennent très rapidement obsolètes. Il faut toujours produire du nouveau, à moindre coût et dans des délais de plus en plus courts.

Toutes les réformes actuelles de l'éducation visent à former des travailleurs et travailleuses aptes à soutenir ce rythme et à se conformer aux nouveaux environnements professionnels. La formation s'articule de façon étroite à l'« employabilité ». Dans ce processus, la numérisation de l'enseignement joue un rôle essentiel⁴. Il faut produire des individu-e-s possédant une culture générale réduite, mais capables de s'adapter aux mutations économiques et technologiques incessantes. La culture émancipatrice et les connaissances nécessaires à la construction personnelle et à la vie en société sont remplacées par des savoirs instrumentaux et des compétences flexibles. Les (contre-)révolutions pédagogiques, qu'elles touchent à la formation tout au long de la vie ou à l'école, vont dans le sens de ce que demandent l'entreprise et le capitalisme. Elles fabriquent le travailleur-consommateur de demain bien plus qu'elles n'éduquent des personnes en leur permettant de devenir autonomes intellectuellement et d'exercer leur sens critique, objectifs prioritaires d'une éducation populaire qui défend elle aussi la nécessité d'apprendre tout au long de la vie. En fait, elles formatent bien plus qu'elles ne forment. **Cédric Biagini**

A LIRE

Les Nouveaux Maîtres de l'école. L'enseignement européen sous la coupe des marchés, Nico Hirtt Aden, 2005.

À l'école des compétences. De l'éducation à la fabrique de l'élève performant Angélique Del Rey, La Découverte, 2010.

1. La CE soutient « la mise en place de stratégies et d'actions concrètes en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie afin de réaliser un espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie », communication de la Commission européenne, 21 novembre 2001.

2. Discours d'Édith Cresson, chargée de la Science, de la Recherche et du Développement à la Commission européenne, 5 mars 1998.

3. Cité par Nico Hirtt, **Les Nouveaux Maîtres de l'école**, Aden, 2005.

4. Lire Cédric Biagini, « École en danger de numérisation », **La Découverte** n° 69, mai 2010.

AU DÉPART AUTONOME, L'ÉDUCATION POPULAIRE EST DEVENUE AU COURS DU XX^E SIÈCLE UN INSTRUMENT DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES JEUNES, LE SPORT ET LE SOCIO-CULTUREL. ELLE EST INTÉGRÉE AUJOURD'HUI À « L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ». CETTE INSTITUTIONNALISATION A PRODUIT LES EFFETS D'UNE DÉSINTÉGRATION.



ÉDUCATION POPULAIRE HISTOIRE D'UNE DOMESTICATION

1. Voir *Une histoire de l'éducation populaire*, Jean-Marie Mignon, La Découverte, 2007.
2. Voir le dossier consacré au sport « On hait les champions », dans *Offensive* n°11.
3. Voir *Jeunesse et Sports, 1936-1986, Du militant au fonctionnaire*, Michel Héluwaert, éd. L'Harmattan, 2010.
4. « De l'éducation populaire à la domestication par la « Culture », *Le Monde Diplomatique*, mai 2009.
5. Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) et directions départementales de la cohésion sociale et de la protection de la population (DDCSPP).
6. Dans le cahier des charges de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) devenu un « centre d'expertise » qui fait des études sur les « jeunes ».

AGIR

Association Virus 36

Au travers de ses interventions (lycées, centres sociaux...), cette association d'éducation populaire grenobloise expérimente et transmet de nouvelles formes de débats démocratiques. Les outils développés permettent de retrouver le plaisir de réfléchir et de décider ensemble, en dénonçant toutes les formes de domination.
Virus36@no-log.org

L'INTITULÉ « éducation populaire » renvoie à une partie du secteur associatif subventionné par l'État : environ 370 associations, dans lesquelles se côtoient professionnel-le-s et bénévoles, sont agréées « Jeunesse et éducation populaire ». Celles-ci agissent dans des domaines divers : les loisirs (MJC, UFCV,...), le sport, l'action culturelle, l'animation en direction des jeunes (Céméas, Ligue de l'enseignement...), l'action sociale (Centres sociaux, ATD Quart Monde, Secours populaire français,...) ou encore l'éducation à l'environnement. Les principes et les pratiques de ces associations n'ont plus grand chose à voir avec ceux de l'éducation ouvrière qui s'est développé après 1830 et dont la visée était l'émancipation sociale. L'institutionnalisation de l'éducation populaire a, de fait, radicalement modifié la nature de cette éducation du peuple par lui-même.

La mise sous tutelle de l'éducation populaire par l'État a été progressive. A partir de 1901, la loi vient encadrer la libre association. C'est l'époque où se créent de nombreuses structures d'éducation populaire, dont les Auberges de Jeunesse, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), le Centre confédéral d'éducation ouvrière de la CGT ou la Fédération des ciné-clubs.

Plus tard, le Front Populaire met en place les premières formes de subvention à ces associations. Le sous-secrétariat des Loisirs et des Sports, dirigé par Léo Lagrange, s'appuie sur elles pour développer sa politique de loisirs¹. Fondé sur « l'orientation éducative, à vocation populaire », il favorise le développement des structures liées au sport, aux loisirs culturels et à la santé.

Après la Seconde Guerre mondiale apparaît une « Direction de l'Éducation Populaire et des Mouvements de Jeunesse ».

Cet encadrement des jeunes générations par l'État a été (très) relativement critiqué : il rappelle la politique du régime de Vichy avec son « service civil des chantiers de jeunes » obligatoire... En fait, l'État met en place « un pluralisme contrôlé » : parmi les associations qu'il finance pour éduquer la jeunesse en dehors de l'école, se côtoient des organisations chrétiennes, laïques et communistes.

JEUNESSE, SPORT ET « SOCIOCUL »

À la même époque, le Manifeste de Peuple et Culture, signé par d'anciens résistants, énonce les principes d'une éducation populaire humaniste qui soit « une véritable éducation des masses et des élites ». Ce texte majeur pour le secteur rompt avec la culture ouvrière en défendant la démocratisation culturelle (« Rendre le peuple à la culture et la culture au peuple ») ; et il préfigure la professionnalisation en appelant à la création d'une institution centralisée pour former spécifiquement des animateurs. Il affirme par là la séparation entre le-la « militant-e de la culture populaire » et le-la « militant-e politique », vus comme « complémentaires ».

Les années suivantes, l'institutionnalisation s'accroît dans le cadre d'une planification étatique des équipements culturels, socio-éducatifs et sportifs. Avec les loisirs et la jeunesse, le sport devient une autre spécialité des associations soutenues par l'État au titre de l'éducation populaire. En 1947, le gouvernement fusionne les services en charge du sport et ceux en charge de la jeunesse². L'éducation populaire se trouve bientôt noyée au sein de « Jeunesse et Sports » : les financements alloués à l'éducation populaire servent en grande partie à multiplier les équipements sportifs et à former des éducateurs d'EPS. En massifiant le sport, l'intention est notamment de former des champion-ne-s capables de récolter des médailles pour le pays. Peu à peu, c'est le Comité National Olympique Français qui dictera la politique publique en la matière. L'idéologie sportive, avec la survalorisation de la compétition qu'elle implique³, est présentée comme un moyen de former de futurs citoyen-ne-s.

Dans les années 1950, la notion d'animation socioculturelle supplante celle d'éducation populaire : on n'éduque plus, on « anime ». Le glissement sémantique n'est pas anodin, il impose une vision dépolitisée des loisirs. La culture en est réduite à la création artistique professionnelle. Comme l'écrit Franck Lepage : « La coupure sera désormais établie entre culturel et socioculturel, entre « vraie » et « fausse » culture que seul l'État sera fondé à départager. (...) En même temps qu'il dépolitise, l'entretien du culte de la « culture »

LE PAVÉ

LA COOPÉRATIVE Le Pavé défend une éducation populaire qui soit une éducation au politique dans une perspective anticapitaliste. Elle fait de la « déformation continue », et propage des outils pour déconstruire l'idéologie du management et libérer la parole. Elle diffuse des spectacles politiques dits « conférences gesticulées » sur l'histoire de l'éducation populaire, l'école, l'argent, le travail, ...
Le Pavé : La Godais, 35 490 Gahard
Tél : 02.99.45.73.48 scoplepave@gmail.com



LE FOYER DE LA MJC DES
MARQUISATS, ANNECY, DÉBUT
DES ANNÉES 1960.

contribue à domestiquer les classes moyennes cultivées en réaffirmant la frontière qui les sépare des classes populaires. (...) Ce type de « culture » a remplacé la politique parce que la fonction du « culturel » est précisément de tuer le politique. »⁴ Les MJC qui se développent dans les années 1960 restent les lieux exemplaires de cette politique « sociocul ». Avec les politiques publiques de soutien aux loisirs éducatifs des jeunes, au sport et à l'animation socioculturelle, les valeurs éducatives et les visées émancipatrices héritées de l'éducation populaire originelle ont perdu de leur substance et de leur sens. Pour l'État (et les collectivités territoriales), il ne s'agit plus tant d'éduquer les pauvres que de les occuper, ou de les mettre au pas ; et en tous les cas de prévenir les velléités de révolte et d'imposer la pacification sociale. Par leur travail de terrain au quotidien, les associations d'éducation populaire sont en fait les sous-traitantes d'une politique d'« insertion » des pauvres et de gestion de la misère éducative, économique et sociale. Bien loin du changement social, elles participent plus ou moins activement à la dépolitisation et à la soumission des populations. Au mieux, les activités qu'elles proposent servent à panser les plaies d'une société malade.

COGESTION, LOGIQUE DE MARCHÉ ET VALEURS LIBÉRALES

À la dépendance financière et idéologique, s'est ajoutée la cogestion. Celle-ci se concrétise par la création de diplômes d'État pour les animateurs d'éducation populaire à partir de 1964, puis d'un organisme, le Fonjep, qui cofinance les salaires des animateurs. Depuis 1980, et la baisse constante des subventions, les associations d'éducation populaire ont dû se plier au système de conventionnement, au financement de projets et à celui des appels d'offre. Prestataires de services publics, elles doivent aussi se soumettre à une exigence de rentabilité. Intégrées à « l'économie sociale et solidaire », elles font face à la concurrence du secteur marchand, en particulier sur le soutien scolaire et les loisirs des jeunes. Du coup, les associations d'animation pour la jeunesse soignent leur pouvoir d'attraction et vendent des séjours ou des prestations en misant sur des activités de « consommation » (par exemple, du quad, du paint-ball ou des séjours à Disneyland).

Face au tarissement des aides de l'État, les associations d'éducation populaire se tournent vers les financements privés : MacDonald's ou Total, par exemple, font du « mécénat éducatif » au travers de leurs fondations. Elles peuvent aussi

sous-traiter des séjours pour les enfants organisés par des fondations écolo-médiatiques comme celles de Yann Arthus-Bertrand (Good Planet). L'éducation au développement durable, qui occupe une place grandissante dans le secteur de l'éducation populaire, est un créneau porteur. Elle consiste surtout à conditionner les jeunes à des réflexes déconnectés d'une dimension sociale et à les formater à la consommation « verte ».

De son côté, le gouvernement liquide les derniers signes de l'éducation populaire dans l'institution. Les administrations locales en charge de ces questions sont diluées dans les directions régionales et départementales de gestion de la population⁵. Sur le plan du contenu, « l'esprit d'entreprise » est devenu officiellement une des valeurs à transmettre à la Jeunesse⁶.

L'histoire de ce secteur, dit d'« éducation populaire », raconte combien ces dispositifs nés de la cogestion État-associations se sont éloignés des principes qui fondaient les structures d'éducation populaires autonomes. L'État s'est centré sur des orientations précises : le sport, le socioculturel et aujourd'hui l'EEDD (Éducation à l'environnement et au développement durable). Et il a choisi de se focaliser sur une seule classe d'âge, la jeunesse.

Quant aux valeurs, dans le meilleur des cas, ce sont celles d'une culture humaniste au sens large. Même là, les « projets pédagogiques » sont bien souvent des leurres pour la bonne conscience et entretiennent une démocratie de façade : bien souvent, les animateurs se contentent de « gérer » les enfants. On peut donc partager le constat de cet historien de Jeunesse et Sports : « La politique en direction de la jeunesse reste un échec incontestable. Cela est lié à la crainte récurrente depuis les années 1947 (sic) de voir les jeunes faire de la politique »¹.

Certaines petites structures tentent de résister en conciliant un financement public avec une démarche politique basée sur un discours critique, émancipateur et un retour à des méthodes militantes. L'association Virus 36 à Grenoble et la coopérative Le Pavé à Rennes (voir encadré) en font partie.

Ce qu'il faut interroger, c'est bien l'affaiblissement, voire la disparition totale d'une éducation populaire autonome, affranchie du joug de l'État. Comment réinventer une éducation populaire politique qui ne dépende ni de l'État ni des entreprises et qui soit articulée aux luttes sociales ? Il y a un enjeu essentiel à vouloir se réapproprié ce principe de l'éducation du peuple par lui-même dans un projet plus vaste d'émancipation sociale. **Rafito et Leila**

A LIRE

L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu... ou Une autre histoire de la culture

Incultures, tome 1,
Ce livre reprend le texte du premier spectacle de Franck Lepage, l'un des membres de la scop Le Pavé, qui raconte la dépolitisation de l'éducation populaire.
F. Lepage, Cerisier, coll. « Théâtre-Action », 2007.

Les MJC De l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes 1959-1981

Un travail d'historien rigoureux pour comprendre l'évolution des Maisons des jeunes et de la culture conçues pour « insérer » la jeunesse.
Laurent Besse
Presses universitaires de Rennes, 2008.



À QUOI RESSEMBLERAIT UNE ÉDUCATION POPULAIRE CRITIQUE ? À « UN TRAVAIL DE LA CULTURE DANS LA TRANSFORMATION SOCIALE ET POLITIQUE », RÉPOND CHRISTIAN MAUREL, CHERCHEUR ET MILITANT, AUTEUR DE *ÉDUCATION POPULAIRE ET PUISSANCE D'AGIR*.

FAIRE ŒUVRE D'ÉMANCIPATION

Propos recueillis et mis en forme par **Leila**

VOTRE OUVRAGE plaide en faveur d'un rapprochement entre les associations dites « d'éducation populaire » et le mouvement social. Pourquoi ?

Christian Maurel : Avec le temps, l'éducation populaire s'est progressivement coupée du mouvement social qui lui a permis d'émerger. On ne sait pas quand exactement apparaît l'expression « éducation populaire » mais, à la fin du XIX^e siècle, on commence à employer indifféremment « éducation populaire » et « éducation ouvrière ». Ces deux notions sont donc très liées. À la fin du XIX^e siècle, l'éducation populaire est ce que le sociologue belge Luc Carton¹ appelle « la dimension culturelle du mouvement ouvrier ». Ce mouvement, en même temps qu'il crée du mutualisme, des luttes syndicales, de la coopération, se construit une intelligence collective. Il a ses théoriciens qui sont nourris pas le mouvement et qui en même temps l'animent : Proudhon, Marx, Jaurès, Blanqui, etc. Et il se crée une culture, à partir de l'action elle-même. L'éducation populaire n'est pas alors coupée

du mouvement social. Progressivement, elle va en devenir une branche, puis s'en séparer et avoir ses propres institutions, à distance des mouvements sociaux. Aujourd'hui, un des enjeux de la revitalisation du sens de l'éducation populaire est de rétablir des alliances et des liens avec le mouvement social. C'est une éducation populaire qui permet de nous décaler de notre « socio-culturalisation », qui consiste très souvent, à la demande des politiques publiques, à soigner les maux d'une société sans en analyser les éléments qui sont des symptômes graves d'une société en grande difficulté.

L'éducation populaire correspond-elle à une sensibilité politique précise ?

Je peux dire que non. Dans les trois courants de pensée de l'éducation populaire, on trouve des sensibilités très différentes. Le premier, c'est le siècle des Lumières et la Révolution française. C'est le fameux rapport Condorcet de 1792 sur l'instruction publique : Condorcet ne dit pas que

s'instruire, c'est apprendre à lire, à écrire et à compter, mais se rendre capable des responsabilités auxquelles on a le droit d'être appelé, développer son industrie, développer tous les talents que l'on a reçus de la nature. Condorcet va très loin. Il dit que s'instruire, c'est apprendre à apprendre, c'est devenir autonome dans son apprentissage, c'est apprendre tout au long de la vie. Il préfigure l'éducation permanente. L'ambition politique, c'est « substituer l'ambition d'éclairer les hommes à celle de les dominer ». Le deuxième courant, c'est donc le mouvement ouvrier. Cela renvoie à la fameuse réponse de Fernand Pelloutier, le fondateur des Bourses du travail, à la question : « À quoi le savoir peut-il servir ? ». « L'ouvrier doit avoir la science de son malheur. » Une des fonctions de l'éducation populaire, pour quelqu'un qui est opprimé, c'est avoir la science de son oppression. Et le premier acte d'émancipation, c'est avoir la connaissance de ce qui le détermine. Pelloutier allait très loin, il disait, « instruire pour révolter ». C'est

1. Sociologue belge qui a participé au courant de repolitisation de l'éducation populaire en France, en participant à l'Offre publique de réflexion sur l'éducation populaire en 1998, avec la Fédération française des MJC.

2. Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications.

3. Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel, Nathan (1991). Il est aussi l'auteur avec Pierre Bourdieu de *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Éditions de Minuit (1970).

4. La Découverte (2007).



AGIR

Éducation populaire et transformation sociale

Ce collectif autonome est né vers 2000 pour poursuivre une réflexion autour de l'éducation populaire comme « travail de la culture dans la transformation sociale et politique ». Il a été fondé par cinq ancien-ne-s membres de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (FFMJC).
www.mille-et-une-vagues.org

pour cela que l'éducation populaire peut avoir une dimension subversive face au rapport de force, face à la domination. Enfin, on trouve aussi des formes extrêmement engagées dans le christianisme social. Ce sont les théologiens de la libération qui font de l'éducation populaire en Amérique latine. Paolo Freire, par exemple, était chrétien (voir p. 29).

L'éducation populaire ne doit pas être confondue avec l'instruction du peuple. Quelle est la différence ?

L'éducation du peuple, c'est une logique unilatérale d'autorité qui consiste à donner ou à imposer au peuple, du point de vue des savoirs et de son comportement, la « bonne éducation », qui correspond à la position de la classe dominante à un moment donné. L'éducation populaire est sur un schéma autre. Elle s'inscrit plutôt dans une logique de l'acte éducatif. Elle est basée sur l'émergence, l'immanence, ce qui préoccupe les gens, les savoirs qu'ils ont en eux mais qu'ils ne s'autorisent pas à construire et à exprimer pour se bâtir une représentation collective du monde. On est dans une logique de construction col-

lective ascendante, non dans une logique descendante. Autrement dit, dans l'éducation populaire, on n'est pas dans un processus d'autorité, mais dans un processus d'autorisation. Avec l'autorité, un « bon savoir » est imposé. Avec le processus d'autorisation, on s'autorise à faire ce qui nous semblait préalablement interdit.

Les consultations citoyennes peuvent prétendre aussi partir du « vécu des gens ». En quoi l'éducation populaire est-elle différente ?

Dans la consultation, le cadre est pré-défini d'en haut par les politiques publiques. Dans l'éducation populaire, ce n'est pas le cas. Dans une consultation, s'il y a une démarche d'éducation populaire réelle, les gens vont pervertir le cadre de la consultation pour

Si l'on est dans un processus d'émancipation du peuple par lui-même, se pose la question de la place du militant d'éducation populaire, qu'il soit professionnel, militant ou chercheur. Comment définir son rôle ?

C'est une question des plus difficiles. Et je pense que le concept le plus intéressant pour qualifier la bonne posture est ce que j'appelle « l'accompagnement ». Je sais que c'est un concept qui est mis à toutes les sauces (on est « accompagné » dans l'emploi, dans la scolarité, dans la fin de vie, etc.), mais il peut avoir une vertu éducative. Celui qui accompagne n'est pas devant. Il ne donne pas forcément la bonne direction. Il est sur le côté ou derrière. Cette image renvoie à l'idée que le peuple ne peut s'émanciper que par lui-même, mais qu'en même temps la logique militante ou professionnelle de l'accompagnement est un élément essentiel. L'accompagnateur est à la fois un peu éducateur, un peu instructeur, un peu médiateur, un peu animateur. Il accompagne quelqu'un sur un chemin. L'animateur d'éduca-

tion populaire, qu'il soit militant, professionnel ou chercheur, doit offrir aux gens avec lesquels il travaille la possibilité de mettre des mots sur la situation dans laquelle ils se trouvent. Le processus qui est mis en œuvre est celui qu'a décrit Pierre Roche, sociologue du Céreq² : « parole-savoir-œuvre-pouvoir-émancipation ». Ce n'est pas l'animateur qui préconstruit le parcours, c'est lui qui permet que le parcours ait lieu. Cela pose toute la question de la formation des militants et des professionnels.

Pour vous, l'éducation populaire, c'est « le travail de la culture dans la transformation sociale et politique ». Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par « culture » ?

Je m'appuie sur trois distinctions opé-

rées par Jean-Claude Passeron dans *Le Raisonnement sociologique*³. Il donne trois sens hétérogènes au mot « culture ». D'abord, la culture, ce sont des styles de vie. Cela veut dire que tout le monde en a une. La culture, c'est ce qui nous reste quand on a tout perdu. En matière de culture, il n'y a pas de voyageur sans bagages. Et, plus on la partage, plus on en a, à la différence des biens matériels. Travailler la culture, c'est transformer le négatif en positif. Et c'est ce qui intéresse l'éducation populaire. La deuxième idée, c'est que la culture est un langage. Que ce langage soit sporadique – un cri, un coup de gueule –, ou que ce soit un langage construit en système comme une thèse en sciences sociales. Troisièmement, parmi ces multiples styles de vie et ces langages, certains sont valorisés dans la société, y compris dans les sociétés dites primitives : celles-ci ont leurs temps forts, leurs mythes, qui échappent au tout-venant. Dans notre société, ce sont les grandes œuvres de l'humanité. Et on a souvent tendance à réduire la culture à cela : à ce que Malraux appelait « les œuvres de l'art et de l'esprit ». Mais ce n'est pas que cela, la culture !

Qu'entendez-vous par « travail de la culture » ?

Le travail de la culture, c'est mettre en mouvement, au service de l'émancipation, de la prise de conscience, de l'analyse de sa propre situation, de son engagement individuel et collectif, une multiplicité de choses que certains considèrent comme n'étant pas la culture. Ce sont des styles de vie, des valeurs que l'on a, héritées du monde du travail, des techniques, de la vie quotidienne, des langages qui sont propres à notre rapport social. C'est pour ça que, fondamentalement, par exemple, une mobilisation comme les retraites, c'est autant un acte culturel qu'un acte social. Dans l'éducation, cette culture est au service de l'émancipation et de la transformation sociale. Qu'est-ce que l'émancipation ? C'est sortir de la place qui vous a été assignée, aussi modestement que cela soit. Par exemple, à travers une première parole, un premier engagement, c'est sortir de la place qui vous a été assignée par vos conditions sociales, ■■■

«À la fin du XIX^e siècle, l'éducation populaire, c'est la dimension culturelle du mouvement ouvrier»

A LIRE

Éducation populaire et puissance d'agir Les processus culturels de l'émancipation

L'auteur redéfinit l'éducation populaire : c'est un travail de la culture qui permet à chacun d'émerger comme sujet politique prêt à s'engager pour « transformer les logiques sociales en place ».
Christian Maurel
L'Harmattan
2010.

■■■ par vos appartenances culturelles, voire religieuses, par votre sexe (entre les hommes et les femmes, ce n'est pas la même chose...), par vos handicaps sociaux, physiques ou mentaux. C'est pour cela que l'éducation populaire peut aussi bien être dans une association de quartier, un syndicat, que dans un hôpital psychiatrique. C'est le cas à La Verrière avec Madeleine Abassade.

Dans l'éducation populaire, la transmission des savoirs diffère de l'école. En quoi est-elle différente ?

Je pense que le savoir est émancipateur à partir du moment où il existe dans une co-construction avec ceux qui apprennent, quand les gens sont acteurs de la construction de leur propre savoir. C'est un des enjeux des universités populaires d'aujourd'hui dont la référence est Michel Onfray à Caen. Seulement chez lui, il y a trois ou quatre cents personnes dans la salle. Onfray fait une conférence qui est retransmise par France Culture. Il y a trois questions d'auditeurs, et tout le monde rentre chez soi. Il y a même des gens qui prennent l'avion pour aller l'écouter. On est loin de l'éducation populaire dans la méthode. Ce qu'il considère comme émancipateur et populaire, c'est qu'il produit un savoir critique sur la société. Mais la production d'un savoir critique peut être aussi autoritaire que la production d'un savoir académique. C'est dans la méthode que l'émancipation

va se faire. Les méthodes partent de ce qui préoccupe les gens, de ce qui les indignent, bien plus que de ce que l'intervenant sait. On va mettre en confrontation, voire en conflit, les savoirs académiques, les savoirs légitimes et savants (il ne faut pas ignorer ces derniers, sinon on serait en dehors de toute logique de transformation et de conflit) ; les savoirs critiques, mais aussi les savoirs du quotidien, les savoirs sociaux, les savoirs d'émancipation, de résistance, de transformation (ce n'est pas toujours la même chose), etc. Il faut que les gens partent de la capacité d'analyse de leur propre situation dans la construction de ces savoirs. Le savoir critique contre le savoir académique peut être aussi peu éducatif du point de vue de l'éducation populaire que le savoir relativement académique.

Dans « parole-savoir-œuvre-pouvoir-émancipation », qu'entendez-vous par « œuvre » ?

« Faire œuvre », il faut le prendre dans des sens très différents. Ce n'est pas forcément une œuvre d'art. L'œuvre peut être un écrit collectif, une action collective revendicative. Elle peut être artistique, intellectuelle, sociale. Faire œuvre à un moment donné dans un quartier, cela peut être, à partir d'une réflexion collective et individuelle sur l'enseignement, la violence, ou le cadre de vie, créer un collectif, se prendre en main, poser un certain nombre de revendications, aller ren-

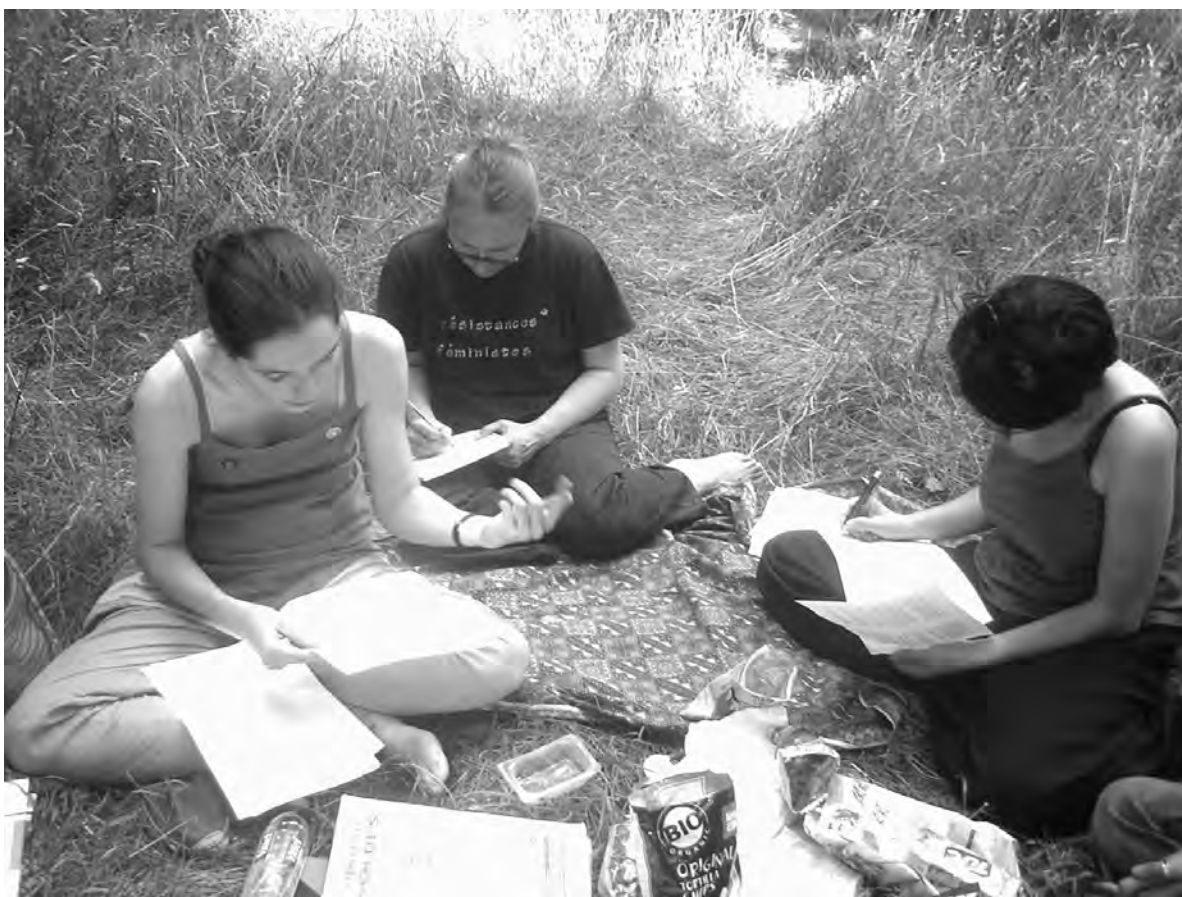
contrer le chef du projet de la politique de la ville, et dire ce qu'on pense. On est dans le passage entre la pensée et l'action. C'est un élément essentiel. Et l'œuvre produit de l'émancipation.

L'œuvre collective vise donc à modifier l'ordre social. Vous dites que la question du conflit qui, dans notre société, est refoulée, est au cœur de l'éducation populaire...

Miguel Benasayag et Angélique Del Rey le disent dans *Éloge du conflit* : nous sommes dans une société qui refoule le conflit, et qui préfère la violence ou la recherche d'un consensus faux. Nous pensons que, pour éviter le conflit destructeur et la violence destructrice des biens, des rapports sociaux, des rapports de vie et souvent destructrice des individus, il faut pouvoir mettre des mots sur la réalité. Faire conflit, c'est cela : au lieu de cacher les contradictions, on les réveille et on les met à l'œuvre de la transformation. Une très grande définition de la société démocratique a été faite par Paul Ricoeur, qui, par ailleurs, n'est pas un grand philosophe révolutionnaire : « Une société est démocratique parce qu'elle sait qu'elle est divisée ». Or, aujourd'hui, on a tendance à penser que nous devons tous être une chouette bande de chouettes copains dans cette société. Ce n'est pas vrai, une société démocratique sait qu'elle est traversée par des contradictions. Et elle doit donner à chacun l'égal droit et l'égal possibilité de s'exprimer sur ces contradictions, de les analyser, d'en délibérer et de les arbitrer. C'est là que l'éducation populaire travaille : permettre à chacun d'avoir l'égal droit et, surtout, l'égal possibilité de s'exprimer sur ces contradictions.

Peut-on dire que l'éducation populaire participe à créer un espace d'émancipation politique dans l'espace social ?

La question qui se pose est très concrète, c'est celle de l'espace public. Pour Jürgen Habermas, de l'École de Francfort, l'espace public est la réunion en un lieu public de personnes privées qui font une utilisation publique de leur raison critique. Où sont ces espaces publics aujourd'hui ? Ils sont quand même relativement réduits. Le problème, c'est la tolérance qu'ont les politiques publiques, la puissance publique et, je dirais même, le marché vis-à-vis de ces espaces. Le passage de l'espace privé à l'espace



public est un passage essentiel. Car, quand on intervient dans l'espace public, on ne met pas simplement en jeu sa parole, on se met soi-même en jeu. L'« égale possibilité », c'est important, sinon ce sont toujours ceux qui savent qui parlent dans les débats publics. Pour que ceux qui ne savent *a priori* pas se mettent à parler et engagent eux-mêmes leur propre savoir, il faut faire un travail d'accompagnement. L'accompagnement de cette entrée dans l'espace public, pour avoir la capacité d'y prendre la parole, de s'y engager, d'être confronté à la contradiction des autres, doit être une mission de l'éducation populaire.

À propos de l'éducation populaire, vous employez l'expression d'art social. Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

C'est un concept qu'on trouve chez Condorcet, dans *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Dans l'évolution de la pensée de l'humanité, on serait selon lui dans une société où, au même titre qu'il y a un art du travail de la terre, on aurait un art social. C'est-à-dire des techniques qui consisteraient en des savoir-faire. Il faut prendre le mot « art » dans le sens artisanal, pas forcément dans le sens artistique du terme. Pour Condorcet, la première technique est l'instruction, qui transforme le corps social lui-même.

Dans ce sens, l'éducation populaire est un « art social », c'est-à-dire un ensemble de méthodes, de procédures, d'expérimentations, de savoir-faire qui travaillent les rapports sociaux. Dans le travail que j'ai fait

avec ce livre, je me revendique d'un travail de praxéologue. Qu'est-ce que la praxéologie ? C'est l'analyse de la praxis. Car l'éducation populaire est une praxis, c'est-à-dire l'articulation consciente et pertinente de moyens et de fins. Les fins, on en a parlé, c'est l'émancipation, la transformation sociale, la puissance d'agir. Les moyens, ce sont les modes d'action et les procédés que l'on met en œuvre. Et suivant les situations, l'émancipation ne va pas se faire de la même manière. On va être à chaque fois dans l'invention. Ce qui ne veut pas dire que l'expérience des uns ne va pas servir à l'expérience des autres. Je plaide donc pour une inventivité méthodologique et praxéologique (pour utiliser un « gros mot »...) sans limites. ■

APPRENDRE EN MILITANT

Le militantisme politique permet de se construire et d'apprendre. Pour qu'il y ait un processus d'apprentissage, l'auto-organisation est essentielle. Le prétexte d'efficacité est trop souvent synonyme de « tombeau » des pratiques d'auto-organisation et de l'apprentissage. Ceci est le corollaire de l'urgence perpétuelle dans laquelle s'enferment parfois les militant-e-s. À vouloir réagir du tac au tac, par exemple, à des mesures gouvernementales, on ne prend plus le temps de construire des espaces hors du cadre de la pensée dominante. Des espaces au sein desquels les individu-e-s peuvent se construire et se déconstruire. Dans le cadre d'un « mouvementisme » perpétuel, des spécialistes expérimenté-e-s seront délégués (dans le meilleur des cas) pour que cela soit « efficace » tout de suite et maintenant. Cela empêche de prendre le temps de bien réfléchir et d'agir collectivement. On prend le risque d'être moins efficace à court terme : il est souvent plus lent et plus complexe de mettre en place de réelles assemblées souveraines où les membres puissent prendre le temps d'échanger. Mais se garder la possibilité de discussions de fond dans des réunions non décisionnelles, qui ne soit pas aliénées à l'urgence du temps de la lutte, est très utile. La qualité de la discussion permet alors d'avancer collectivement, et donc individuellement, au niveau théorique et pratique. L'écoute et la volonté réelle d'échange favorisent cela.

L'auto-organisation repose sur le mandatement de personnes, contrôlables et révocables, qui mettront les différentes tâches en œuvre. Ce principe repose sur la volonté de respecter une parole donnée, d'être responsable de sa propre parole. Ce principe de responsabilité vis-à-vis du groupe engendre des rapports de confiance réciproque.

Dans un groupe autogéré, il y a la mise en balance du « bien faire » et du partage collectif des tâches à réaliser. Dans le cas d'une émission de radio portée par le groupe militant, par exemple, c'est se donner les moyens de former de nouvelles personnes à la technique radio sans compromettre totalement la qualité des émissions diffusées. La transmission du savoir va



de pair avec l'exigence de réaliser des productions de qualité. Plus les personnes investies le font avec maîtrise, plus elles seront à même de rendre la production intéressante.

UNE CULTURE COMMUNE

Pour mieux agir sur le monde et prendre petit à petit plus de confiance en soi et en ses idées, le fait de partager un vécu et une histoire commune au sein d'une organisation militante se révèle utile. Apprendre l'histoire de son courant politique et de son organisation au sein de celui-ci est formateur.

Pour convaincre et faire action de propagande pour leurs idées, les militant-e-s doivent faire preuve de pédagogie, cela veut dire apprendre à clarifier et à synthétiser sa pensée.

Le temps pris pour tirer des bilans de ses actions est primordial. Loin de la fuite en avant dans l'action tous azimuts, cela permet de voir ce qui a marché ou pas pour progresser collectivement. S'il n'y a pas de retour collectif pour discuter d'une réalisation ou d'une action, cela sera moins formateur. Être organisé permet également une prise en compte de conflits possibles pour avancer collectivement. Dans ce processus de formation, de la prise de parole publique à l'action directe, on s'organise pour se construire et tenter de rompre avec le consensus dominant. **Rimso !**

AU DÉBUT DES ANNÉES 1960, DANS LES UNIVERSITÉS EN PLEINE MUTATION, LES ÉTUDIANTS FORMENT LES GROUPES DE TRAVAIL UNIVERSITAIRES. ILS SE RÉAPPROPRIENT AINSI LES MOYENS ET LES FINS DE L'APPRENTISSAGE DU SAVOIR AU TRAVERS D'UNE « PÉDAGOGIE INSÉPARABLE DE LA LUTTE, DE LA CRITIQUE, DE LA CONTESTATION », QUI A POSÉ LES BASES DU MOUVEMENT DE MAI 1968.

LE SAVOIR AUTOGÉRÉ



UNIVERSITÉ DE
NANTERRE,
1968

AVEC LA MUTATION des structures de l'université traditionnelle pour faire face aux nouveaux besoins de l'industrie et de l'économie capitaliste, et le déferlement dans les facs de la vague d'étudiants issue du baby-boom, l'université française connaît une situation de crise dès le début des années 1960. Celle-ci se manifeste par le surpeuplement des bâtiments universitaires, l'insuffisance des logements étudiants et des restaurants universitaires, ainsi qu'un engorgement général des services administratifs. Les conditions de vie des étudiants se dégradent, et nombre de garçons et de filles issus des classes moyennes doivent travailler pour vivre – réduisant ainsi leurs chances de réussite aux examens (les trois quarts des inscrits en première année n'obtiennent pas leur licence complète). Individu anonyme parmi des milliers d'autres, isolé au sein d'une université de masse, l'étudiant est condamné au bachotage perpétuel et à la concurrence avec ses congénères. De plus, sa condition subalterne lui est rappelée quotidiennement par l'autoritarisme et le paternalisme d'enseignants incapables de le considérer comme une personne autonome et responsable. Et le sentiment de ne bénéficier finalement que d'un ersatz de formation intellectuelle, ajouté à la perspective déprimante de devoir rejoindre à terme les rangs de l'entreprise capitaliste au titre de cadre moyen, tout cela n'offre guère de compensation à ce qui apparaît sous tous les aspects comme une situation d'*aliénation*. Face à cette situation, la réaction des étudiants a été de prendre en charge collectivement leur propre apprentissage, par la création de groupes de travail informels, des groupes d'entraide au sein desquels on pouvait réviser à plusieurs, s'échanger les photocopies et les prises de notes, s'expliquer mutuellement les points restés obscurs de telle ou telle leçon. Spontanément, au début des années 1960, de petites communautés de travail se mettent ainsi en place un peu par

tout dans les facs françaises, refusant de manière souterraine la logique individualiste du « chacun pour soi » inscrite dans la course aux examens.

Dès 1962-1963, des militant-e-s de l'UNEF voient dans ces groupes de travail les points d'ancrage possibles d'un renouvellement du syndicalisme étudiant à *partir de la base*. Issus pour la plupart de la génération qui s'est opposée à la guerre d'Algérie, ils ont la volonté de poursuivre de façon plus radicale cette première expérience de politisation contestataire. Désormais, il s'agit pour elles et eux de passer directement sur le terrain de la lutte contre les institutions de la société néocapitaliste, en encourageant la formation des embryons d'un pouvoir étudiant sur le lieu même de la production et de la transmission du savoir : l'université. En cela, ils s'inspirent des courants non orthodoxes du socialisme et du communisme italiens, dits « réformistes révolutionnaires », relayés en France par le jeune André Gorz via *Les Temps modernes*¹. Ceux-ci voient dans l'action syndicale le moyen de construire dans les entreprises, par la lutte et à la base, les premiers éléments d'un pouvoir ouvrier sur la production, qui procéderait par conquêtes progressives, jusqu'à rendre possible une alternative prolétarienne, socialiste et démocratique, au néocapitalisme.

UNE AUTO-ÉDUCATION POLITIQUE

Les militant-e-s de l'UNEF sont donc appelé-e-s à revenir à une pratique syndicale de base, c'est-à-dire à investir les groupes de travail existants ou à en créer de nouveaux, pour inciter les étudiants à devenir maîtres de leur situation de travail – y compris, s'il le faut, à l'encontre des enseignants et de la structure éducative. Les « Groupes de travail universitaires » (GTU) qui font alors leur apparition entérinent le principe d'une autodétermination des étudiants dans le processus d'apprentissage du savoir. Ils lui donnent une expression plus organisée, plus revendicative, dont témoignent les mots d'ordre mis en avant au cours de l'agitation étudiante de l'hiver 1963-1964. En un sens, cette agitation anticipe déjà Mai 1968 : manif et heurts avec la police, grève d'une semaine suivie massivement dans toutes les facs de France en novembre 1963, tentatives d'occupation de la Sorbonne à deux reprises (dont la deuxième, pour empêcher en février 1964 la visite du ministre de l'Éducation et du président de la République italien, échouera en raison du déploiement de trois mille policiers dans le Quartier latin). Or dans les slogans et les tracts diffusés à l'occasion de ces semaines chaudes, on assiste à l'apparition de nouvelles revendications tournant autour d'une réappropriation des moyens et des fins du processus éducatif par les étudiants eux-mêmes : aux cris de « La Sorbonne aux étudiants ! », on réclame le triplement des salles de travail, l'établissement dans toutes les facultés et écoles de centres de photocopie gratuits placés sous contrôle étudiant, le développement du travail collectif dirigé par les étudiants eux-mêmes au sein des GTU, et même « le contrôle étudiant sur l'ensemble des décisions, délibérations,

1. Gorz y fait notamment paraître un dossier entièrement consacré à ces nouveaux courants : *Les Temps modernes* n° 196-197, septembre-octobre 1962. Parmi les théoriciens italiens traduits dans le dossier, on trouve entre autres Vittorio Foa, Lucio Magri et Bruno Trentin.

2. Tract de l'UNEF appelant à la manifestation du 21 février 1964, reproduit dans le livre de Nicole de Maupéou-Abboud, *Ouverture du ghetto étudiant. La gauche étudiante à la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique (1960-1970)*, éd. Anthropos, 1974, p. 74.

3. Nicole de Maupéou-Abboud, *Ouverture du ghetto étudiant*, p. 140.

4. *Idem*, p. 125.

5. Jean-Pierre Duteuil, *Nanterre 1965-1966-1967-1968. Vers le Mouvement du 22 mars*, Acratie, 1988, p. 14.

6. *Idem*, p. 44.



UNIVERSITÉ
DE NANTERRE,
1967

statistiques, budgets des facultés et écoles»³. Progressivement, les GTU se transforment même en lieux de discussion au sein desquels les étudiants peuvent se livrer à une critique à la fois épistémologique et politique de ce qu'on leur apprend à la fac. La critique épistémologique : les savoirs qui nous sont délivrés en cours sont-ils aussi neutres que le prétend l'institution ? Ne possèdent-ils pas une dimension idéologique liée au fait que ceux qui les produisent et qui les véhiculent appartiennent à une classe sociale spécifique (en général la bourgeoisie, ou la technocratie) ? Et la critique politique : quelle fonction ces savoirs et ces enseignements assument-ils au sein de la société néocapitaliste ? En quoi l'institution relaie-t-elle finalement des logiques de pouvoir qui sont extérieures au champ universitaire ?

Ces questionnements, ces remises en cause contribuent aussi à faire sortir l'étudiant de sa passivité habituelle. Par les discussions qui se développent au sein des groupes de travail, une auto-éducation politique se met en branle, où chacun est à la fois maître et élève – selon les méthodes préconisées par Georges Lapassade, dont le chemin a croisé celui de l'UNEF et de la FGEL à la même époque (voir encadré). Grâce à l'expérience acquise au sein des GTU, les étudiants trouvent désormais le courage de prendre la parole en assemblée, dans les amphis, pour interpellier les professeurs sur la forme et le contenu de leur enseignement. Petit à petit, « une lente désacralisation des rapports d'autorité, un lent travail

de déverrouillage des mécanismes de domination idéologique dans l'université [s'opèrent] dans l'esprit des étudiants à l'occasion des interventions qu'ils prennent l'habitude de faire au jour le jour au sein de leur situation pédagogique »³. « Une lutte ouverte contre l'institution par des *pratiques de rupture* quotidiennes »⁴ s'instaure ainsi, annonçant clairement le mouvement de Mai 1968 : de la contestation des cours, il ne reste plus qu'à passer à la contestation tout court.

En effet, même si les GTU se sont parfois figés en structures corporatistes, ils ont joué un rôle de catalyseurs politiques en prévision de la révolte étudiante là où ils sont restés vivants. Pour ne citer qu'un exemple : à l'université de Nanterre, où la contestation qui se développera dans les années allant de 1965 à 1968 prend racine, l'UNEF fait partie de la FGEL, et ce sont encore ces fameux GTU que l'on retrouve aux origines du mouvement, « conçus comme des lieux parallèles de formation et de rencontre, destinés à élaborer les revendications, à discuter de l'organisation et du contenu des enseignements, et à s'entraider par le travail en commun »⁵. En particulier, ce sont eux, nous le rapporte Jean-Pierre Duteuil, qui à cette époque « s'avèrent efficaces pour faire connaître l'anarchisme à des gens qui n'en avaient jamais entendu parler auparavant »⁶. On sait ce qu'il en adviendra par la suite : les drapeaux noirs et rouges auront tôt fait de flotter dans les facs, puis dans Paris en mai et juin 1968... **Patrick Marcolini**

A LIRE

Groupes, organisations, institutions

Georges Lapassade
(5^e édition),
Anthropos
2006

GEORGES LAPASSADE ET L'AUTOGESTION PÉDAGOGIQUE

Sociologue et ethnologue, Georges Lapassade est (entre autres !) l'un des principaux théoriciens et praticiens de la pédagogie institutionnelle, une pédagogie de type libertaire qui travaille autant la relation à l'élève que le rapport critique aux institutions. Il a collaboré au début des années 1960 à la revue *Arguments*, publiée par la nouvelle gauche française, qui accueillait aussi bien des anciens du PC et des sociaux-démocrates que des trotskistes, des libertaires ou des représentants de l'ultra-gauche. Il a

notamment contribué à y développer le concept d'une politique des groupes autogérés. Lapassade voyait dans les groupes informels qui se reconstituent en permanence dans les systèmes sociaux bureaucratisés et **contre eux** le ferment d'une agitation révolutionnaire d'un nouveau type, capable de dépasser la forme « parti ». Pour Lapassade, c'était à des militant-e-s d'un nouveau genre, à des « agitateurs » aptes à faire accoucher les collectivités de leurs aspirations essentielles, qu'il revenait

d'intervenir au sein de ces groupes, pour y engager ainsi des processus d'auto-éducation débouchant sur leur transformation en communautés critiques autogérées. À charge ensuite pour l'agitateur de travailler à sa propre disparition – comme tout bon éducateur qui vise à se rendre inutile en faisant de son élève une personne autonome. En 1962, à l'invitation de l'UNEF, Lapassade y anima des sessions de formation proposant un fonctionnement autogéré pour éviter les risques de bureaucratisation.

INTERNET DRAINE AVEC LUI LE MYTHE DE L'ACCÈS IMMÉDIAT À LA CULTURE. OR, SURFER AU TRAVERS DE MILLIARDS DE DONNÉES NUMÉRIQUES NE SIGNIFIE QUE L'ON VA ASSIMILER DES CONNAISSANCES. IL NE SUFFIT PAS DE CLIQUER SUR UN ÉCRAN POUR CONSTRUIRE SA PROPRE VISION DU MONDE ET RÉFLÉCHIR.

ÉCRANS PARTOUT CULTURE NULLE PART

A LIRE

Divertir pour dominer
La culture de masse contre les peuples
Offensive L'Echappée 2010

LE DÉVELOPPEMENT des nouvelles technologies (informatique, Internet, télécommunication) et la dématérialisation des supports qui l'accompagne nous auraient fait entrer dans la société de la connaissance, l'économie du savoir, voire dans le capitalisme cognitif. Rien que ça ! Tout ne serait qu'information, connaissance, culture... Grâce à Google, Apple, Amazon... et surtout au héros des temps modernes : l'internaute 2.0, l'accès au savoir n'aurait jamais été aussi facile. Une révolution nous dit-on ! La preuve : 14 millions d'articles sur Wikipédia, 500 millions d'inscrits sur Facebook, 15 millions de livres numérisés par Google, 7 millions de chansons disponibles sur Deezer, 100 millions de sites actifs, 65 millions de blogs, etc. Bientôt le livre disparaîtra, suivi par l'école, clament les apôtres du numérique : nous aurons accès tout le temps et partout à une infinité de connaissances, avec le e-book nous aurons une bibliothèque dans notre poche et avec le cartable électronique une école sur notre dos.

Pourtant, étrangement, tout esprit un peu lucide constate le développement d'une culture de masse abrutissante et des pulsions consuméristes doublées de la perte de tout sens critique. Les discours qui exaltent la numérisation partent du postulat totalement faux que les connaissances étaient auparavant inaccessibles. Les nombreuses bibliothèques, librairies, maisons de la presse, etc., prouvent le contraire. Il y a dans ces lieux largement de quoi satisfaire la curiosité et la soif de connaissance de chacun-e – sans compter le rôle de l'école et des structures que le mouvement ouvrier avait construites dans le cadre de l'éducation populaire. Des études sur la masse de connaissances des Américain-e-s du Nord montrent qu'elle est inférieure à celle des Américain-e-s du Sud, pourtant considéré-e-s par les idolâtres du progrès comme « arriéré-e-s »¹. Les ouvriers français du début du XX^e siècle se cultivaient bien plus que ceux du XXI^e siècle, alors que le savoir est désormais censé être à une portée de « clic ».



UNE VISION LIBÉRALE

La question de l'acquisition des connaissances ne recoupe pas celle de ses conditions d'accès. Se cultiver implique une démarche, parfois ardue... C'est un cheminement qui nécessite des repères et des références. Comprendre une œuvre, l'aimer, relève aussi d'une appréciation sociale. La compréhension ne naît pas d'une accumulation de références mais d'une réflexion qui s'inscrit dans la durée et dans une progression, dans un engagement. Or, l'engagement implique une certaine fermeture puisqu'il faut alors se concentrer sur une seule chose, et donc renoncer momentanément au reste. L'idéologie de l'accès prône l'ouverture à tout prix et condamne le risque de la perte. Elle vante la constitution de savoirs faits de bric et de broc alors que la pensée a besoin de cohérence et de temps. Connaître le monde implique de vivre des expériences, de se nourrir de références et de les partager dans des cadres collectifs. Le savoir passe par des médiations, des structures collectives, un ancrage, un projet éducatif et des conditions sociales qui lui donnent du sens : le contraire d'une vision libérale d'un individu seul, désaffilié, relié aux autres par des prothèses informatiques, rationnel, maîtrisant ses choix culturels et disposant d'une masse d'informations infinie, inutiles à mémoriser car disponibles partout et en permanence.

L'individu, seul face au monde, ou plutôt face à son écran, se retrouve coupé de tout ancrage social réel, connecté en permanence et accro au mouvement. Cette soif de changement, les mutations technologiques incessantes la comblent provisoirement. Dans ce contexte, il devient urgent de ne pas être sidéré et de comprendre que toute promotion des nouvelles technologies (la version moderne du mythe de la libération par les machines) profite à la libéralisation du monde. **Cédric Biagini**

1. D'après « Survey Reveals Geographic Illiteracy », publié par National Geographic News (20 novembre 2002), les Étatsuniens, vivant dans un pays excessivement technologisé, sont avant-derniers en matière de connaissance géographique et culturelle en comparaison des nombreux autres pays concernés par l'étude. Seuls 11% des jeunes Étatsuniens pourraient situer leur pays sur une carte.

LE COLLECTIF LIVRES DE PAPIER

Créé en 2009, le collectif Livres de papier rassemble des lecteurs et des lectrices, des bibliothécaires, des libraires, des éditeurs, des traducteurs, des graphistes, des correcteurs, etc. À l'heure où le déferlement technologique, notamment via l'e-book, donne le livre « papier » en pâture aux multinationales du numérique et aux start-up qui y voient un nouveau gisement de profits, le collectif entend résister en paroles et en actes à l'informatisation de l'écrit et du monde. Qu'il s'agisse de « liseuses » au contenu infini, de

bibliothèques entièrement virtuelles, de la numérisation des fonds des éditeurs ou de bornes automatiques visant à remplacer les bibliothécaires, le collectif Livres de papier s'oppose à la dématérialisation, source de dépossession de nos savoir-faire et de nos savoir-être, et revendique son attachement à la matérialité du lien social et du savoir, seule garante d'égalité et de diversité.

Livres de papier
c/o Offensive
21^{er} rue Voltaire 75011 Paris
livresdepapier@gmx.fr

POUR LES ANARCHISTES INDIVIDUALISTES DU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE, AUSSI APPELÉ-E-S «EN-DEHORS», APPRENDRE PAR SOI-MÊME ÉTAIT UNE VOIE POUR L'ÉMANCIPATION PERSONNELLE ET SOCIALE.

LA PASSION DE L'ÉTUDE

CE QUI CARACTÉRISAIT le courant anarchiste individualiste qui s'est affirmé dans les années précédant la Grande Guerre, c'est la méfiance envers l'action collective insurrectionnaliste comme syndicaliste, et l'importance accordée à l'émancipation individuelle. La priorité, pour les individualistes, était de travailler à leur propre développement physique, intellectuel et moral, tant ils étaient persuadés qu'une révolution faite par et pour les Hommes tels qu'ils étaient ne pourrait donner naissance à une société meilleure. L'éducation était pour eux le levier principal du changement. C'est ce qui les conduisit à fréquenter assidûment les universités populaires, œuvres laïques d'éducation populaire nées dans le sillage de l'affaire Dreyfus (voir page 16), puis à animer les Causeries populaires, dont le principe était moins d'inviter des conférenciers spécialistes de certaines questions que de restituer soi-même aux camarades les connaissances acquises par la lecture, chacun se faisant vecteur de la transmission du savoir. À partir de 1905 et jusqu'en 1914, les individualistes ont disposé de leur propre organe de presse, *L'Anarchie*, un hebdomadaire fondé par Libertad et Anna Mahé. Sa lecture montre bien l'intérêt qu'ils portaient à la biologie, à la physique, à la médecine, aux sciences sociales, auxquelles plusieurs rubriques sont consacrées. Grâce à l'imprimerie du journal, les textes d'auteurs qu'ils jugeaient importants pouvaient être édités sous forme de brochures bon marché. Kropotkine et Élisée Reclus, Rabelais, La Boétie et Montaigne, Diderot et Condorcet, et enfin Nietzsche, Stirner, Ibsen et Oscar Wilde, furent ainsi mis en circulation par leurs soins.

APRÈS LA CONQUÊTE DU PAIN, CELLE DU SAVOIR

Les jeunes hommes et les jeunes femmes qui fréquentaient les Causeries et qui se reconnaissaient dans *L'Anarchie* étaient pour la plupart des enfants d'ouvriers ou de paysans pauvres, nés entre 1880 et 1890. Ils appartenaient à la première génération massivement scolarisée grâce aux lois Ferry, mais l'instruction élémentaire qu'ils avaient reçue ne leur avait ouvert aucune porte. Précocement jetés dans le monde du travail, ils avaient découvert avec effroi la résignation des prolétaires, le poids des préjugés, l'alcoolisme, et s'étaient frottés à la répression lors des grèves auxquelles certain-e-s avaient participé. Ils avaient peu de chances de voir leur situation s'améliorer et vivaient comme une mutilation l'enfermement dans la condition ouvrière. Aussi se lançaient-ils avec une certaine rage à la conquête du savoir après la conquête du pain : « La nourriture, le gîte, le vêtement nous étaient à conquérir de haute lutte, et l'heure pour lire et méditer après » écrit Victor Serge¹, qui, après des journées de dix heures passées à dessiner des bielles, se hâtait chaque soir vers la bibliothèque Sainte-Geneviève. Ceux qui, par goût de la vie et de l'étude, avaient tenté d'échapper au salariat en empruntant la voie illégaliste poursuivaient en prison cette quête de connaissances. À la centrale de Melun, circulait « la came » (abrégé de « camelo-te »), expression qui désignait les livres introduits clandestinement, à la couverture maquillée pour ne différer en rien

des pauvres ouvrages de la bibliothèque pénitentiaire. Les individualistes emprisonnés en faisaient leur miel. « Du moment que nous pouvions apprendre et penser, nous pouvions vivre et cela valait la peine de vivre. »²

Ces autodidactes qui voulaient faire la guerre aux tyrans intérieurs que sont les préjugés, pour ne se soumettre qu'à la seule raison, accordaient à l'enseignement scientifique une importance capitale. En effet, la méthode expérimentale, qui passe par l'observation, la formulation d'hypothèses et la vérification, habitue l'esprit à ne rien tenir pour vrai de ce qui ne se démontre pas, attitude qui devait être, selon eux, celle de tout-e anarchiste. Dans les projets d'éducation libertaire que certaines militantes individualistes élaborèrent, l'apprentissage des sciences tenait une place centrale. L'éducateur devait surtout fournir à l'enfant qui, spontanément, est un expérimentateur, « la matière de ses découvertes et les instruments de son expérience »³. Les individualistes renvoyaient dos à dos l'école congréganiste et l'école laïque qui entretenait selon eux « les dispositions héréditaires à l'indifférence, à la passivité, à l'impossibilité de chercher à s'instruire par soi-même. »⁴, et défendaient des conceptions très proches de celles développées par les pédagogues libertaires Ferrer, Robin et Faure.

Cependant, cette école, à laquelle ils reprochaient de donner aux enfants du peuple une instruction uniquement proportionnée au profit que la bourgeoisie entendait tirer d'eux, leur avait fourni les moyens de poursuivre, de façon parfois maladroite et hasardeuse, mais souvent efficace, de remarquables parcours d'autodidactes, non pas dans le but de s'élever socialement, mais dans celui de mettre à bas l'ordre dominant. Sans les protéger tout à fait cependant d'une certaine dérive scientiste à laquelle les exposait un trop faible socle de culture littéraire et philosophique. **Anne Steiner**

1. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques 1908-1947*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 516.

2. Ibidem, p. 539.

3. Émilie Lamotte, *L'Éducation rationnelle de l'enfance*, 1912.

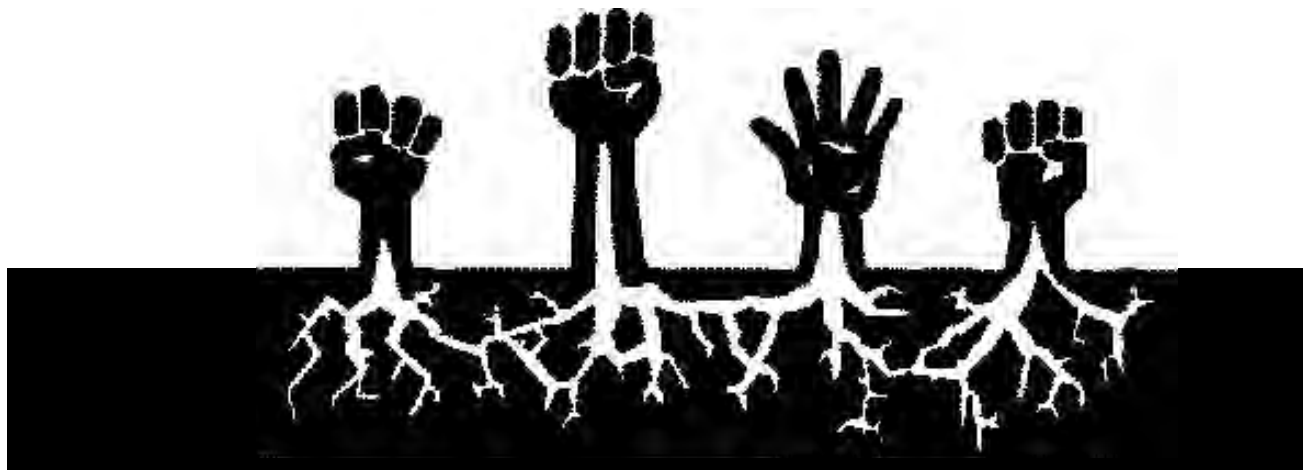
4. Anna Mahé, *L'Hérité et l'éducation*, Éditions de L'Anarchie, 1908.

A LIRE

Les En-dehors Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle époque »
Anne Steiner
L'Echappée
2007

L'EXPÉRIENCE, COLONIE COMMUNISTE LIBERTAIRE (PROVISOIREMENT À STOCKEL-BOIS), LE COURS D'ESPÉRANTO





LE THÉÂTRE-FORUM INVENTÉ PAR AUGUSTO BOAL S'INSPIRE DE LA « PÉDAGOGIE DES OPPRIMÉS » DE PAULO FREIRE. LE JEU THÉÂTRAL DEVIENT UN MOYEN D'EXPÉRIMENTER LA LUTTE, EN DONNANT AU PUBLIC L'OCCASION D'INTERVENIR POUR DÉCONSTRUIRE DES SITUATIONS D'OPPRESSION.

DEVENIR ACTEUR DE LA LUTTE

COMMENT ÉCHAPPER à cette société du spectacle décrite par Guy Debord, cette « cosmologie » où « l'idéologie de la communication » occulte le réel pour lui substituer un virtuel fait d'images-marchandises, qu'elle impose comme étant plus réelles que le réel ? Une façon de lutter contre le spectaculaire n'est-il pas de créer nos propres moyens de communication et de représentation ? Le théâtre en est un. Il peut nous permettre de représenter la réalité de nos vies. Mais pas n'importe quel théâtre : « le théâtre comme premier langage de l'être humain ; un langage qui peut être utilisé par tout le monde pour parler de la politique aussi bien que de la psychologie, de la pédagogie ou de la métaphysique, un langage qui favorise le dialogue »¹. C'est la vision du Brésilien Augusto Boal, qui a créé le Théâtre de l'opprimé entre 1971 et 1976.

Ce que permet le Théâtre de l'opprimé, c'est, d'après des situations d'oppression observées autour de soi ou vécues, de comprendre l'oppression et ses mécanismes. Il lève le voile sur la psychologie et sur les stratégies d'un oppresseur ou d'un groupe d'opresseurs.

Dramaturge, metteur en scène et auteur essayiste, Augusto Boal a d'abord critiqué la situation politique de son pays dans ses pièces, au plus fort de la dictature brésilienne, instaurée lors des coups d'État de 1964 et de 1968. Augusto Boal fut aussi critique d'un théâtre didactique et autoritaire qui sévissait au Pérou et qui se réclamait de la révolution et de la conscientisation. En réaction à cette pratique, il créa le Théâtre de l'opprimé, un théâtre que les gens avaient la possibilité de s'approprier, en devenant à leur tour scénaristes, metteurs en scène et acteurs ou actrices. Pour cela, il mettait à leur disposition ce que l'on pourrait appeler une boîte à outils, qui comprenait différentes techniques : le théâtre-photo, le théâtre-journal, le théâtre invisible et le théâtre-image. De ces pratiques a émergé la forme aboutie que nous connaissons sous le nom de théâtre-forum².

Pratiquement, la technique du théâtre-forum donne la possibilité au spectateur de rejoindre le groupe des acteurs et actrices sur la scène et de se mettre à la place aussi bien de

l'opprimé-e que de l'opresseur. On peut alors se représenter, en les jouant toutes, les différentes nuances dans la gradation de l'oppression, de passive à répressive. On découvre alors des techniques de lutte, des « ripostes à la répression ». Le théâtre-forum consiste donc à agir sans les risques réels, bien que dans un contexte réaliste. Cela affûte l'audace. Cela permet de modeler sa colère en prenant le temps de réfléchir dans la dynamique même de la situation. Dans la reconstitution d'une situation, on joue à s'organiser en collectif. On fait « une répétition de la révolution », selon les termes d'Augusto Boal. La théorie du Théâtre de l'opprimé s'inspire pour beaucoup des méthodes d'alphabétisation que Paulo Freire a conduites au Brésil et au Pérou : pour lui, il importait moins que les enfants apprennent parfaitement à lire et à écrire que de leur faire comprendre la société dans laquelle ils vivaient. En France, les ouvrages d'Augusto Boal eurent un succès considérable. Boal eut l'occasion de rencontrer en 1978 les éducateurs de la méthode Freinet, lesquels avaient créé en 1964 le Groupe techniques éducatives et initié les principes de la psychothérapie institutionnelle³. Depuis la parution de son livre *Le Théâtre de l'opprimé* en français en 1977, les groupes de théâtre-forum se sont multipliés⁴.

Aujourd'hui, Julian Boal, fils d'Augusto Boal, poursuit, dans son propre groupe, l'œuvre de son père (mort en 2009). Il y a six ans, lors d'une scission au sein du groupe de théâtre qu'il dirige toujours à Paris, s'est créée l'association Ambaata Théâtre de l'opprimé (ou Ambaata TO, Ambaata signifiant « nous prenons » en bambara). Ce que Ambaata TO présente au public, c'est essentiellement du théâtre-forum, comme la plupart des groupes de Théâtre de l'opprimé en Île-de-France. Le groupe tel que je l'ai rencontré en 2007 était composé d'une dizaine de personnes. Il proposait des stages hebdomadaires gratuits qui se déroulaient au siège de la CNT, à Paris. Ces stages ouverts à toutes et tous rassemblaient des personnes militantes (syndicalistes, soutiens aux sans-papiers, etc.) ou non, dans le but d'apprendre à devenir des acteurs-actrices du Théâtre de l'opprimé. Dans ces stages,

1. Augusto Boal, préface à l'édition 1996 de *Théâtre de l'opprimé*, éd. La Découverte, coll. « Poche ».

2. Pour des descriptions détaillées de ces techniques, op. cit.

3. À l'instar de la méthode du théâtre de l'opprimé, qui supprimait l'ascendance de l'acteur sur le spectateur par la présence du « joker », les techniques pédagogiques de Freinet supprimaient la hiérarchie entre l'enseignant et l'élève dans l'éducation. La psychothérapie institutionnelle celle entre le soignant et le soigné, en introduisant, en élément médiateur, l'atelier technique.

Comme toujours, les classes dominantes se sont emparées de ces pratiques. On a ainsi vu le théâtre-forum apparaître, par exemple, comme technique de management, ou de « cohésion sociale » dans les entreprises.

Chez certaines compagnies de théâtre-forum, on peut remplacer n'importe quel protagoniste de la pièce.

on pratique des jeux d'assouplissement, pour rompre avec nos automatismes, avec les mouvements corporels que nous faisons quotidiennement, au travail et chez soi, et avec les codes relationnels auxquels nous obéissons sans y penser. On y pratique le théâtre-image, qui consiste à créer des tableaux vivants tantôt anecdotiques, tantôt allégoriques.

Ces exercices servent notamment à préparer des scènes de théâtre-forum. Toute séance de théâtre-forum s'appuie sur la présence d'un « joker ». Le rôle de ce dernier est tenu par un acteur ou une actrice de la compagnie. Sa fonction est de supprimer la distance entre comédiens actifs et spectateurs passifs, de créer une situation d'assemblée. Le groupe joue une scène, construite à partir de situations vécues par une ou plusieurs personnes, par exemple une situation d'oppression au travail. Selon les règles du théâtre-forum, la pièce, assez courte, est jouée une première fois. Elle se termine par une situation où l'opprimé-e reste avec un fort sentiment d'impuissance. Le « joker » interroge alors le public : où se trouve l'opprimé-e ? Où se trouve l'opresseur ? Que lui arrive-t-il ?, etc. La pièce est jouée une seconde fois. Alors, un spectateur ou une spectatrice qui voit à un moment précis de son déroulement une possibilité d'infléchir le cours des choses vers une issue libératrice pour l'opprimé peut interrompre le jeu et prendre sa place sur scène. Il ou elle n'explique pas à l'avance ce qu'il ou elle veut « faire » : on s'exprime avec son corps. L'« opprimé-e » peut essayer de convaincre, de ruser, d'imposer sa vision des choses... L'opresseur ou le système d'oppression mis en place répond suivant ses intérêts propres. Le « joker » rappelle aussi que l'on ne veut pas de solution « magique » : par exemple, un protagoniste oppresseur changeant inopinément d'avis. C'est pourquoi, dans le théâtre-forum d'Ambaata TO, les personnes du public peuvent remplacer uniquement l'opprimé-e (et influencer les autres personnages, qui ne sont ni tout à fait oppresseurs ni tout à fait opprimés : les « victimes »).

Après chaque tentative d'un volontaire, le « joker » continue à poser des questions : qu'a tenté la personne ? A-t-elle réussi ? Qu'a-t-elle obtenu ? Une discussion a lieu. Puis le jeu reprend.

Le spectateur qui prend le rôle de l'opprimé a le droit de créer de nouveaux protagonistes en appelant des spectateurs et spectatrices en renfort, lesquels se transforment en groupe de soutien, en syndicat ou en une autre force collective, pour équilibrer le rapport de force. L'expérience se poursuit jusqu'à ce que des réponses plausibles, réalistes, à la situation d'oppression soient trouvées.

Ambaata TO présente des scènes sur le travail, la répression policière, sur la situation de sans-papiers, etc. Le théâtre-forum peut être pratiqué par n'importe qui. Tout le monde commence par être spectateur, qu'il devienne acteur ou non. Les actrices et acteurs sont souvent des personnes qui ont envie d'exprimer des situations d'oppression qu'elles ont connues et de militant-e-s qui se servent du théâtre-forum pour faire comprendre la réalité et les subtilités d'une résistance de terrain. Elles acquièrent peu à peu une aisance de jeu, à travers une pratique régulière. Au-delà de l'assurance personnelle qu'il peut procurer à tout-e individu-e, le théâtre-forum permet de mettre à l'épreuve de la réalité nos aspirations à la démocratie directe, à la justice sociale, sur des thèmes aussi variés que les inégalités de genre, le racisme, les rapports entre les individu-e-s et l'administration... C'est un atelier de la libération que proposent les personnes qui le font, avec le but de construire une société égalitaire.

Denis Bourdaud

A LIRE

Jeux pour acteurs et non-acteurs. Pratique du Théâtre de l'opprimé

Dans ce livre, l'inventeur du théâtre-forum présente des exercices, des jeux corporels et les techniques du théâtre-image, qui peuvent être utilisés par tous ceux et celles qui veulent faire du théâtre une arme politique.

Augusto Boal
La Découverte, 2004

PAULO FREIRE (1921-1997)

L'œuvre de ce pédagogue brésilien a largement influencé les théories et les pratiques de la pédagogie sociale. Paulo Freire est à l'origine d'un vaste programme d'alphabétisation du peuple, mais aussi de réformes de l'enseignement dans son pays. Il développe une « éducation active » qui favorise l'accès à la parole et à la revendication politique. Pour lui, l'éducation est un processus de conscientisation émancipateur. La démarche pédagogique s'applique aussi bien à « l'éducateur-trice » qu'à « l'apprenant-e ». Elle se présente comme un chemin qui mène à la liberté si les personnes prennent conscience de leur oppression et qu'elles transforment leur état. « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde », écrivait-il.

Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution, Paulo Freire, éd. Maspéro, 1974



LA FORMATION DES OUVRIERS ET OUVRIÈRES EST AU CŒUR DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DE LA FIN DU XIX^E SIÈCLE, EN PARTICULIER AU SEIN DES BOURSES DU TRAVAIL. DANS TOUT L'HEXAGONE, CES LIEUX SERVENT À LA LUTTE CONTRE LE PATRONAT MAIS AUSSI À L'ÉMANCIPATION CULTURELLE. VOICI L'EXEMPLE DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE LYON.

LES BOURSES DU TRAVAIL ESPACES D'ÉDUCATION

1. Selon l'éducationnisme, c'est l'émancipation des individu-e-s, notamment au travers d'actes d'autoformation et d'auto-organisation, qui permettra d'obtenir un changement social.

« ÉDUIQUER POUR RÉVOLTER » et « donner aux ouvriers la science de leurs malheurs » étaient des idées fortes de Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des Bourses du travail jusqu'à sa mort en 1902. Les Bourses du travail vont, au niveau collectif, presque en faire leur devise. Au travers de ces affirmations, on retrouve bien la volonté des militants syndicalistes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, et notamment des militant-e-s syndicalistes révolutionnaires et/ou anarcho-syndicalistes, de doter le mouvement ouvrier d'espaces où l'émancipation ouvrière ne passe pas seulement par la revendication, la lutte et la grève, mais aussi par la connaissance, l'éducation et la culture.

Si le rôle premier d'une Bourse du travail, et sa justification au niveau des institutions, est d'organiser le placement des travailleurs, de nombreuses autres initiatives sont mises en place en son sein. Celles-ci peuvent varier d'une Bourse à l'autre, mais elles s'inscrivent toutes dans la même démarche : répondre aux besoins de la population ouvrière tout en assurant son éducation primaire, professionnelle, sociale, mais aussi « socialiste ». À côté de l'aide apportée aux syndicats dans leurs luttes revendicatives et de l'impulsion de mouvements d'agitation, l'autre grand objectif des Bourses du travail est d'assurer des services à destination et au bénéfice des syndiqué-e-s mais aussi de l'ensemble des travailleurs. Ces

services, tout en étant utiles pour la vie et la condition ouvrière, contiennent une forte part « d'éducationnisme »¹, participent à la constitution d'une culture commune et s'accompagnent de la création de moments et de lieux d'éducation populaire. Les Bourses du travail sont alors de vraies citadelles ouvrières où se forge une véritable sociabilité marquée par des initiatives éducatives et culturelles qui visent à forger une culture commune, populaire, ouvrière, de classe, souvent militante et syndicale, au travers des rendez-vous à la fois pratiques, éducatifs et conviviaux qui visent à toucher le public populaire le plus large possible.

Les militant-e-s des Bourses du travail ne perdent jamais de vue que, pour arriver à l'émancipation du prolétariat, il faut lui donner les moyens de s'émanciper, de pouvoir porter et assumer un projet de transformation sociale. Si l'action directe dans les grèves est émancipatrice, soit en aboutissant à des réformes partielles soit parce qu'elle mène à la révolution, il est aussi nécessaire de donner aux ouvrier-e-s « la science de leur malheur » pour reprendre cette expression de Pelloutier. Cette volonté de donner aux ouvriers, et en premier lieu aux syndicalistes, les moyens de comprendre et de maîtriser le monde qui les entoure, tout comme les moyens de dresser une autre société sans qu'ils soient esclaves de ceux qui détiennent le savoir, est à l'origine des initiatives éducatives.

Ces initiatives éducatives et culturelles n'ont pas comme seul objectif de forger une « culture ouvrière et révolutionnaire » et de faire prendre conscience de la nécessité de la transformation sociale. Elles prétendent aussi répondre à des questions concrètes de la condition ouvrière et visent à son amélioration immédiate dans la société du moment. Cela est particulièrement significatif dans les conférences d'éducation populaire où l'on aborde fréquemment des thèmes comme l'hygiène ouvrière, la condition féminine, le néomalthusianisme ou la lutte contre l'alcoolisme. L'ensemble de ces initiatives a bien sûr aussi pour objectif de fixer des jalons d'organisation de la société future.

UNE CULTURE AUTONOME

« Comme toutes les époques d'écroulement social, la nôtre pourrait être également une époque de reconstruction. Cela dépend des Hommes. Mais il faut que ces Hommes soient des Hommes : non des machines, non des soldats, non des esclaves. Il faut que chaque individu soit une personne libre et voulant accomplir le maximum de son destin dans une société riche qui permettra à tous les Hommes ce maximum d'accomplissement. La révolution prolétarienne, c'est cela. Pour qu'elle

triomphe, il faut que les Hommes appelés à sauver le monde en se sauvant eux-mêmes, il faut que les Hommes de la classe ouvrière s'instruisent et s'éduquent, méditent et développent leur capacité ouvrière et sociale. Pour acquérir cette culture nécessaire, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes : "Ni dieu, ni César, ni tribun." »

Marcel Martinet
Extrait de la préface à *La Culture prolétarienne* (1935). Voir réédition éd. Agone, coll. "Mémoires sociales" (2004).

PROPAGANDE ET CONVIVIALITÉ

Afin de pouvoir toucher le maximum de travailleurs, syndiqués ou non, les conférences se déroulent en général le samedi soir. Elles sont systématiquement annoncées par une très large promotion, par voie d'affiches et de papillons. Ces conférences sont gratuites, un plateau est néanmoins déposé à l'entrée de la salle. Chaque personne peut y poser la somme qui lui plaît en soutien. Bien souvent, il est fait appel pour les animer à des « personnalités » spécialisées dans le thème abordé.

Les fêtes et les représentations théâtrales constituent d'autres formes d'éducation populaire, mais aussi des moments de détente et de convivialité. Si les fêtes sont régulièrement orga-

nisées dans les Bourses du travail comme moyen d'obtenir des rentrées financières, il est aussi régulier de voir se dérouler des fêtes dont le but premier est de renforcer la sociabilité et la convivialité militante et ouvrière tout en faisant œuvre de propagande et d'éducation. Elles sont organisées aussi bien par l'administration des Bourses que par un simple syndicat adhérent. Elles se déroulent à de nombreuses occasions : la remise des prix des cours professionnels, la solidarité envers un mouvement de grève ou le soutien au lancement d'un nouveau journal syndical ou d'un service d'une Bourse du travail.

Ces fêtes, bien souvent familiales, se trouvent à mi-chemin entre les loisirs et la culture, relevant à la fois d'une pratique militante et d'une pratique ouvrière. Au travers de ces fêtes s'exprime une culture ouvrière authentique. Elles constituent de véritables « moments culturels » où l'art social, exprimé au travers du théâtre ou des chansons, se trouve mis en valeur. De plus, les pièces de théâtre jouées à ces occasions sont souvent interprétées ou écrites par des militant-e-s des Bourses lorsque celles-ci possèdent un groupe artistique.

Les fêtes ont généralement lieu le dimanche après-midi. Elles peuvent se structurer autour d'un concert avec bal conclu par une tombola, d'une représentation théâtrale suivie d'une conférence puis d'une tombola et d'un concert. Les pièces sont à caractère social, devant « faire œuvre d'éducation ». Bien souvent, il y est question de la vie et des conditions ouvrières, ou bien de la société future, de la société « communiste », à travers des œuvres d'anticipation. Lorsqu'il est question de la misère ouvrière, la pièce prend la forme d'un drame. Lorsqu'il s'agit de fustiger l'armée, les patrons, l'État, l'Église, voire l'école de la République, c'est une comédie. Systématiquement, lors des fêtes organisées dans les Bourses du travail, une prise de parole ou une courte conférence a lieu au milieu de la soirée, entre deux attractions. Ces interventions peuvent porter sur l'action syndicale ou les mérites des services des Bourses comme sur des sujets de société plus larges.

UN CENTRE DE FORMATION MILITANTE

La plus grande œuvre éducative et culturelle des Bourses du travail, aussi bien au niveau de l'investissement que de la durée dans le temps, est certainement l'expérience des bibliothèques ouvrières. Malgré leur impact fort relatif et largement en dessous des espérances de nombreux militant-e-s, les bibliothèques sont le service qui s'est le plus généralisé dans l'ensemble des différentes Bourses du travail. En 1910-1911, sur cent quarante et une Bourses recensées, cent trente et une possèdent une bibliothèque. Les bibliothèques des Bourses du travail répondent à trois objectifs : former professionnellement, instruire et distraire. Leur composition est à peu près partout la même car les besoins sont souvent identiques. À côté des ouvrages professionnels et juridiques, on trouve des romans, des livres d'art, d'histoire, d'économie, et un grand nombre d'ouvrages d'idéologie et de propagande socialiste où il est fait une place écrasante aux libertaires par rapport aux autres courants, notamment marxistes. Pour les syndicalistes, il s'agit de mettre en place un centre de formation militante sans exclure les activités liées à la culture générale et aux distractions.

Les Bourses du travail incarnent aussi l'esprit de rassemble-



ment interprofessionnel qui permet au syndicalisme de s'ancrer au niveau de l'espace local et urbain. Cette implantation locale à caractère interprofessionnel favorise alors l'action et la solidarité par-delà les corporations. Une solidarité qui s'exprime essentiellement lors des moments de grève mais qui impulse aussi l'émergence de préoccupations et de thèmes de propagande dépassant le cadre professionnel pour s'inscrire dans un axe sociétal ainsi que dans les nombreuses initiatives culturelles et éducatives.

Rendre le « socialisme » plus attrayant était l'un des objectifs des initiatives éducatives et populaires des Bourses du travail. Au même titre que d'autres services proposés, elles avaient aussi une fonction d'éducation et de conscientisation de la population ouvrière. Elles s'inscrivaient dans la recherche d'un équilibre constant de la part des militant-e-s de la Bourse entre l'action revendicative et l'éducation des travailleurs. Cet équilibre devait globaliser l'action syndicale particulière dans un mouvement d'ensemble, dans la recherche d'une émancipation intégrale par la pratique et « l'éducationnisme ». Cette double dynamique de formation d'une classe ouvrière autonome, par la pratique et la « conscientisation », s'inscrivait dans une dynamique globale. Fernand Pelloutier a notamment toujours affirmé que les Bourses du travail sont la « synthèse du mouvement syndical », un instrument total de lutte, de l'organisation à la révolution en passant par l'éducation ouvrière. **David Rappe**

**BOURSE
DU TRAVAIL,
ILLE ET
VILAINE, 1907**

A LIRE

La Bourse du travail, une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale.

Histoire de la Bourse du travail de Lyon des origines à 1914

David Rappe
ACL, 2004, 223 p.

Histoire des bourses du travail

F. Pelloutier retrace les débuts du syndicalisme ouvrier en France. Fernand Pelloutier, (1962, réimprimé en 1971), Archives contemporaines.

LA PÉDAGOGIE SOCIALE ÉLABORÉE PAR CÉLESTIN FREINET FOURNIT UNE AUTRE APPROCHE DU TRAVAIL DES ÉDUCATEURS ET ÉDUCATRICES DE RUE. LAURENT OTT, MILITANT, PÉDAGOGUE ET FONDATEUR DE L'ASSOCIATION INTERMÈDES EN EXPOSE LES PRINCIPES.

S'ÉMANCIPER DANS L'ESPACE SOCIAL

QUE CE SOIT POUR LES PHILOSOPHES ou les pédagogues, la rue a toujours représenté le milieu qu'il fallait fuir. Ainsi, dès le XVII^e, des philosophes éducateurs comme Rousseau ne peuvent-ils imaginer de système éducatif abouti, raisonné, que le plus loin possible de la Ville et de ses fureurs. Le philosophe lèguera ainsi à l'éducateur l'image erronée que toute éducation reposerait sur le primat de la volonté de l'éducateur, que celle-ci s'exerce de façon directe ou par la censure des influences extérieures.

Dans le travail social, il est de bon ton de manifester une certaine filiation ou proximité de pensée avec Rousseau. Ne met-il pas en scène un système éducatif apparemment non violent, qui semble abolir le face-à-face de l'éducateur et de l'enfant ? Ne fait-il pas apparaître la Nature comme force de régulation des tensions, de médiation, de tiers relationnel efficace, au profit d'un mode éducatif à la fois réaliste et non directif ? De fait, c'est lointainement (mais sûrement) en référence à cette pensée naturaliste que se sont développées et se développent encore toutes les pratiques d'éloignement, de séjours de rupture, de centres éducatifs plus ou moins fermés à la campagne. La pensée est toujours la même : l'environnement soignerait, redresserait naturellement l'individu mal influencé par son quartier. Il s'agit de jouer l'environnement contre le milieu. L'un est perpétuellement idéalisé, le second diabolisé.

Bien entendu, tout ceci est d'une hypocrisie sans nom. L'environnement n'est que l'alibi du désir de puissance et de contrôle de l'éducateur. La peur des influences que l'on ne peut entièrement contrôler est une caractéristique de la pen-

sée éducative idéaliste, celle qui voudrait contrôler à la fois les buts, les moyens et les parcours par où passe un enfant. La Ville est ainsi éternellement synonyme de dérives et la peur des éducateurs, comme des politiques, vis-à-vis des phénomènes urbains, manifeste la crainte de ne plus pouvoir maîtriser des individu-e-s et une réalité trop complexe.

La politique de la ville traduit la permanence et la renaissance de telles peurs, en particulier en tentant de séparer les enfants, les adolescent-e-s, les habitant-e-s « vulnérables » dans des parcours éducatifs de plus en plus en plus individualisés. Tout attachement du sujet à son milieu est perçu soit comme une coupable complaisance, soit comme une fâcheuse tendance. Dès lors la tâche de l'éducateur, du soignant, du médecin, du gardien devient claire : il faut coûte que coûte vaincre toute résistance et remplacer les mauvaises influences par de bonnes influences. Peu importe que les résistances que l'on s'efforce de briser ne soient en fait que le sujet lui-même que l'on « casse » ; on ne se rend pas non plus compte que cette façon de penser (par influences et contrôle des influences) révèle la vision d'un sujet vide, vain, inconsistant, qu'il ne s'agirait que de remplir. On se remet donc à rêver puis à construire des internats dits « d'excellence », des centres éducatifs fermés, des centres éducatifs renforcés, dont la première fonction est de séparer et d'individualiser. C'est à chaque fois le même fantasme : il appartient à l'enfant et à l'adolescent-e pauvre (voire à l'adulte marginal-e) de guérir de son milieu, de sa famille comme d'une sale maladie, au prix du reniement des liens tissés avec son environnement.

A LIRE

Le travail éducatif en milieu ouvert - principes et pratiques
Laurent Ott
Erès, 2007.

RÉUNION DE L'ASSOCIATION INTERMÈDES À ROBINSON

NI CONTRAT NI ENGAGEMENT

Pas étonnant que, dans un tel climat favorable au cas par cas, les rares pratiques qui restent encore véritablement territoriales et ouvertes à toutes et tous peinent à être reconues et comprises. Il en est ainsi des pratiques sociales de rue, qui mettent en scène une approche éducative qui a une conception tout à fait différente et audacieuse du milieu.

Pour avoir travaillé à mettre en place et tenu pendant de nombreuses années des ateliers de rue (ludothèques, bibliothèques, ateliers d'expression plastique) sur un même territoire de la banlieue sud de Paris (voir article sur Intermèdes Robinson, page 34), il me semble important de témoigner de la façon dont cette situation d'ouverture sur la cité modifie radicalement les relations éducatives qui se nouent peu à peu. Le travail de rue repose sur des postulats qui vont aujourd'hui à l'encontre de ceux qui s'imposent dans les pratiques institutionnelles. Les enfants viennent d'eux-mêmes, ils ne sont envoyés par personne et on ne sollicite pas, comme condition, d'autorisation préalable de qui que ce soit, même celle des parents. De la même façon, la situation d'atelier de rue laisse le hasard déterminer qui va venir ou qui ne viendra





LES PÉDAGOGUES SOCIAUX

Employée par Célestin Freinet, l'expression « pédagogie sociale » exprime la volonté d'inscrire la pédagogie au cœur de la société et des rapports humains. À la différence des « grands pédagogues médecins » comme Montessori, il ne recherche pas seulement une pédagogie plus en harmonie avec les besoins des enfants, mais une pédagogie d'action, de transformation personnelle et sociale. La pédagogie Freinet croise l'œuvre de Janusz Korczak et celle de Paulo Freire. Pour Korczak, c'est le collectif enfantin, démocratique, restauré dans ses droits et sa

dignité, qui permet aux individu-e-s de trouver la sécurité et la possibilité d'exprimer leur conscience personnelle et leur sensibilité. Paulo Freire conçoit et définit le groupe comme ce qui permet de prendre conscience des oppressions qui nous entravent, et de trouver les moyens concrets de s'en libérer. Ces pédagogies sociales rejoignent et irriguent les pratiques éducatives de rue, en resituant celles-ci non dans une vision charitable, mais dans une vision politique. La pédagogie sociale vise en fait la réappropriation et la revitalisation des espaces publics.

pas. Ce type de travail repose complètement sur la libre initiative et la liberté de revenir (ou pas) des enfants contactés. Ces pratiques de rue mettent ainsi en exécution des principes fondamentalement philosophiques (en l'occurrence kantien) tels que la globalité : les personnes ne sont pas accueillies sur telle ou telle particularité ou critère, mais au contraire de façon globale, avec tout ce qu'elles sont et dans leurs relations naturelles avec leur environnement. L'universalité est un autre principe : c'est *a priori* à toutes et tous que s'adresse un atelier de rue et, du coup, celles et ceux qui s'y rendent n'y gagnent aucun statut spécifique, aucune image particulière qui manifesterait leur séparation vis-à-vis du corps social. Le dernier principe est l'autonomie. C'est sur la libre participation que reposent de telles actions : il n'y a ni contrat, ni engagement. La relation qui s'établit petit à petit au sein du groupe, ou entre les enfants et les éducateurs, est la seule chose qui lie implicitement les individus entre eux.

Les pratiques de travail de rue mettent également en jeu d'une façon complètement différente cette grande difficulté des institutions à s'adresser conjointement à des groupes et des individu-e-s. La plupart des institutions présentent le groupe à leurs usager-e-s et bénéficiaires comme un « pis aller », une contrainte, au mieux une exigence morale, mais rarement en tout cas comme quelque chose de positif. À leur contact, les enfants ressentent souvent le groupe comme privatif, voire comme un milieu hostile qui mérite que l'on apprenne à s'en défendre ou à s'en préserver.

Le travail de rue repose quant à lui sur une perception inverse du couple groupe/individu-e. Dans un atelier d'expression ou une ludothèque de rue, le groupe n'est pas synonyme d'empêchement, il est au contraire ce qui autorise, ce qui légitime le contact. L'enfant viendra d'autant plus facilement que le groupe est là pour l'y autoriser, plus encore pour l'encourager et le soutenir. De même, le groupe des éducateurs vient-il encourager l'enfant à établir des relations différenciées avec les adultes présents. La situation

éducative de rue témoigne ainsi modestement qu'une autre articulation groupe/individu-e reste possible. Le groupe peut être le moteur du développement et de l'enrichissement des individu-e-s. Le groupe soutient, protège, nourrit, cultive les différences... pourvu, bien entendu, que ce groupe soit structuré par un cadre éducatif qui garantisse la sécurité matérielle et affective de chacun. C'est possible en atelier de rue, cela devrait l'être aussi en institution.

COMPRENDRE SA CONDITION

Le travail de rue, en s'adressant aux individu-e-s pris dans leur milieu d'habitation et en proposant le développement de relations éducatives durables et mutuelles entre eux, contribue à éveiller la conscience de ce qui échappe si souvent à l'être humain : sa condition. Comprendre sa condition est une entreprise qui ne peut se réaliser que là où nous sommes, à partir de la connaissance et de la compréhension de nos proches, dans un travail éducatif durable et pratique. Rompant avec la vision idéaliste de projets éducatifs basés sur des modèles, le travail éducatif de rue repose au contraire sur des pratiques fréquentes, collectives, permises par du matériel mis à disposition de toutes et tous. Les pratiques éducatives de rue amènent les éducateurs mais aussi les militant-e-s associatifs à réfléchir à leur action en tenant compte de la complexité des situations. Les dimensions économiques, politiques, interculturelles, générationnelles, ne sont plus niées ou occultées mais sont perçues comme des ressources. La pédagogie qui en découle devient donc une pédagogie matérialiste qui prend pleinement en compte les conditions de son développement, y compris du point de vue économique.

Ce matérialisme s'avère par ailleurs moins réducteur vis-à-vis des individu-e-s. Les ateliers de rue permettent souvent l'expression des sensibilités, la prise en compte des besoins affectifs et le développement des capacités d'expression personnelles. Ils rejoignent sur ce plan l'héritage vivant de la pédagogie Freinet. **Laurent Ott**

DEPUIS TREIZE ANS, L'ASSOCIATION INTERMÈDES ROBINSON MÈNE UN TRAVAIL DE TERRAIN AVEC DES HABITANT-E-S D'UN QUARTIER POPULAIRE DE LONGJUMEAU POUR S'APPROPRIER COLLECTIVEMENT L'ESPACE PUBLIC.

CULTIVER LA RUE

DES ENFANTS PLANTENT leurs bras dans la terre des bacs à plantations. D'autres dégradent les biens publics en y dessinant des arcs-en-ciel à la craie. Un petit groupe de jeunes tente d'allumer un feu ; un (anti-)éducateur propose de les y aider. Des mères apportent du thé à la menthe. Elles en cueillent au passage dans les bacs, sans se soucier du passage de la BAC. Sur le parking, un père anime un atelier de réparation de vélos. Puis vient l'heure du Conseil. Les enfants se réunissent en cercle et préparent le Grand Soir. Voilà ce qu'un agent des RG (Renseignements généraux) pourrait constater s'il venait assister à un atelier de rue à la sauce Robinson. Avec un peu de chance, il n'en saisirait pas toute la subversion : ce qui se joue ici, dans le quartier sud de Longjumeau, c'est la réappropriation de la rue par et pour le collectif.

La réappropriation des espaces publics se fait grâce au collectif ; le collectif se crée dans l'espace public. Pour que ce cercle délicieux tourne bien rond, il convient de faire germer et d'entretenir la relation. De cultiver *le* collectif (qui se différencie d'*un* collectif par l'immatérialité de ses frontières) : *le* collectif ne se définit pas par un « dedans » et un « dehors », mais par les liens qu'il crée.

L'expérience de l'association Intermèdes Robinson semble montrer que l'écoute et l'observation sont des préalables indispensables, la régularité et la continuité des actions sont des conditions nécessaires. Mais le socle de la culture communautaire est sans doute le « faire ensemble » : créer, jouer,

célébrer, partager (partager permettant, au passage, de lézarder les murs de la propriété privée). Et lutter.

Les espaces publics ne se limitent pas au milieu urbain. Les parcs, les friches, les forêts... sont aussi des lieux à investir (et à défendre). Là, germent les graines de l'autoproduction. Qu'il s'agisse de butter des patates, de débroussailler les allées ou de construire des toilettes sèches, sur les trois terrains que cultive l'association, chacun met la main à la terre. Les enfants, tout d'abord très en demande auprès des animateurs-adultes, ont pris appui les uns sur les autres pour conquérir ces contrées sauvages.

L'EXPÉRIENCE COMMUNAUTAIRE

Les bois alentour sont des lieux de cueillette et de glanage. Ici, l'éducation à l'environnement ne se réduit pas à apprendre des « écogestes » et à respecter la nature pour que les riches puissent continuer à y passer leurs vacances. Elle s'inscrit dans une véritable connaissance du milieu et de ses ressources. Les ruches qu'entretient l'association participent également de cette connaissance, en permettant de l'élargir à un niveau plus global.

Le partage créé lors de la répartition de la production (miel, fruits et légumes) alimente le collectif. Celui-ci permet l'organisation, qui permet la lutte, qui permet la réappropriation des espaces, qui permet l'autoproduction, qui permet le partage... Mais il s'agit autant de créer du collectif que d'apprendre à vivre en groupe. De produire et construire que d'apprendre à produire et construire. De lutter que d'apprendre à lutter.

Au sein de l'association, la « production/transmission » du savoir entretient donc un lien organique avec les processus de « création/production », d'organisation collective (politique), et avec le territoire. Ce qui permet une déhiérarchisation de l'apprentissage, en remplaçant les fastidieux rapports expliquant/expliqué (« l'explication » est un des grands mythes de la pédagogie conventionnelle) par l'expérience communautaire. De même, le décroisement des âges tend à réduire les rapports de domination adultes/enfants. Aucun éducateur ne viendra « expliquer » à l'enfant que le motoculteur n'est pas de son âge, celui-ci sera au contraire accompagné dans sa prise en main. Et son travail sera autant valorisé par le groupe que celui de l'adulte. Les responsabilités tournantes (responsables du goûter, facilitateur de parole lors des conseils, etc.) permettent également une certaine expérience de l'autogestion. La réappropriation des espaces ne se fait pas sans heurts. Bien que la rue soit son lieu de prédilection, l'association bataille depuis plusieurs années avec la mairie de Longjumeau pour obtenir un local. Elle doit aussi faire face à des attaques de la part de voisin-e-s qui ressentent l'occupation de l'espace public comme une restriction de leur espace individuel. Elle se confronte à la « résidentialisation » du territoire, qui morcelle le quartier et le livre en pâture aux voitures. Là encore, c'est dans la rue que la résistance s'organise. Un journal mural recueille des paroles d'habitant-e-s et alimente le débat. Des assemblées ont lieu au pied des immeubles. Et petit à petit, les paroles prennent corps et se transforment en actes, aussi modestes soient-ils. **Robin**

UN JARDIN DE L'ASSOCIATION INTERMÈDES



INTERMÈDES ROBINSON

L'association Intermèdes Robinson, à Longjumeau (91) réunit cent cinquante adhérent-e-s de tous âges autour d'une « action de développement socio-environnementale ». Présente six jours sur sept dans le quartier sud de la ville, elle anime des ateliers de rue, gratuits, qui passent par les livres, les jeux, des ateliers d'éveil et des activités d'expression (chant, etc.). Financée par les collectivités territoriales et par des organismes comme la CAF, elle s'appuie sur une équipe de trois animateurs, un apprenti en BEP sanitaire et social, des stagiaires et de nombreux et nombreuses volontaires. Contact : <http://assoc.intermedes.free.fr>



LA LUTTE FÉMINISTE EST UN ACTE DE PRISE DE PAROLE POUR SORTIR DE L'OPPRESSION, DU SILENCE, DE L'INVISIBILITÉ. PARTANT DE LEUR CORPS ET DE LEUR VÉCU, ELLES ONT MIS EN OEUVRE DES SAVOIRS ET DES PRATIQUES POUR DÉNONCER, COMBATTRE ET S'ÉMANCIPER ENSEMBLE.

PRENDRE LA PAROLE

LE MOUVEMENT DES FEMMES

LA DEUXIÈME VAGUE FÉMINISTE a pris son essor dans les années 1970 aux Etats-Unis puis elle s'est déployée à travers l'Europe. L'un de ses leitmotivs était « ensemble, nous serons plus fortes, plus déterminées et plus dures dans les confrontations »¹. Souvent révolutionnaires et anti-autoritaires, ces féministes, en mettant les questions de sexualité et de réappropriation du corps au centre de leur réflexion, se sont organisées pour s'émanciper du joug patriarcal. C'est collectivement, en non-mixité, qu'elles ont trouvé la force et la détermination pour lutter contre leurs oppressions.

Tout en s'appropriant les stratégies et les pratiques du militantisme traditionnel, elles ont développé des pratiques spécifiques. À partir de la libération de la parole, c'est tout un processus d'apprentissage qui s'est mis en place. Le personnel devient politique et la parole devient une arme pour reprendre le pouvoir sur sa vie. En élaborant des théories féministes partant de leurs vécus, elles construisent leur Histoire, leur culture et leur langage.

À cette époque, pour les femmes, l'accès au savoir et aux prises de décisions est particulièrement difficile, y compris lorsqu'il s'agit de leur vie et de leur corps ; prendre la parole et avoir de la légitimité dans une société sexiste reste une tâche ardue sans la mise en place d'outils spécifiques.

Un des outils phares du Mouvement des femmes a été la création de groupes non-mixtes de discussion, qui ont représenté, pour certaines, des lieux où elle se sont saisies de leur propre parole. Pouvoir s'exprimer en non-mixité et être vigilante à l'écoute mutuelle permet d'apprendre à s'exprimer, classer les idées, argumenter et s'entraîner entre personnes de confiance. Par la création et le fonctionnement des réseaux de femmes, l'expression des idées et des pratiques féministes est devenue plus accessible à toutes.

Les groupes de conscience sont des assemblées généralement assez réduites (entre six et huit femmes). Inspirés par le mouvement féministe américain, les collectifs féministes européens en font largement l'usage. Le but est de théoriser des vécus personnels, surtout liés à la sphère la plus intime, la sexualité : les rapports de couple, la contraception, la maternité, le plaisir, les violences sexuelles. Ces groupes sont pensés comme un lieu d'échange et de mise en commun des « récits de vie isolés, [de] l'oppression commune et spécifique des femmes »². A travers ces groupes, les femmes trouvent une complicité, une solidarité et un partage d'expériences afin d'être plus fortes

ensemble pour construire une lutte globale qui fasse sens pour elles. « La sororité est ainsi l'un des préceptes fondamentaux du Mouvement des femmes ; la solidarité entre les femmes, au-delà de la diversité de leurs situations et de leurs origines, leur permet de se rendre compte de leur capacité à transformer le monde dans lequel elles vivent »³.

Dans sa stratégie de réappropriation et de connaissance du corps, le Mouvement des femmes a mis en place des ateliers de « self-help » (que l'on peut traduire par « la santé par soi-même »). Ce sont principalement des ateliers d'auto-examen gynécologique, qui ont connu un grand succès. Les femmes y apprennent à connaître leur corps, comment il fonctionne et comment le soigner, afin de s'autonomiser face à l'emprise du corps médical, pouvoir essentiellement masculin⁴. Afin de transmettre ces savoirs plus largement à d'autres femmes, elles ont diffusé ces idées au travers de conférences et d'écrits (brochures, tracts, livres...). L'écriture et le style ont été travaillés pour être à la fois pédagogiques, ludiques et humoristiques. Le fait de ne pas déléguer a permis d'apprendre à s'organiser collectivement, à gérer les conflits, à prendre des décisions et à reprendre l'espace.

AGIR, INTERVENIR, CRÉER, VIVRE

Une autre démarche très importante a été de comprendre et théoriser les dominations qu'elles subissaient mais aussi d'agir au quotidien contre les structures patriarcales et autoritaires : s'approprier la théorie pour l'intégrer dans tous les domaines y compris dans le personnel et l'intime. Elles ont développé des pratiques de lutte au travers de manifestations (contre le viol, pour l'avortement, pour la reprise de l'espace public la nuit, etc.), d'occupations, des campagnes pour l'avortement (le « Manifeste des 343 salopes » qui ont déclaré avoir avorté, paru en 1971, par exemple), des radios pirates. Sur le plan de l'intimité, elles ont expérimenté la vie collective en non-mixité, le lesbianisme, etc. Autant d'actions et de lieux où se former et s'éduquer dans le but de s'épanouir et d'être autonome.

Tous ces outils autour de la parole des femmes ont permis de développer une pratique d'éducation collective qui a instruit et formé de nombreuses femmes venant de milieux et d'origines différents. L'impact culturel et historique de ce mouvement a dépassé le milieu militant et enrichi plus globalement la société. Elles ont écrit leur histoire et celle-ci est entrée dans l'Histoire ! **Colyne et Hanna**

A ECOUTER

Des émissions de radio féministes sur les ondes : **Voyelles** sur Canal Sud (Toulouse), **Dégenrées et Cas Libre** sur Radio Kaléidoscope (Grenoble), **Rien à signaler** sur Radio Dio (St-Etienne), **On n'est pas des cadeaux et Lilith, Martine et les autres** sur Radio Canut (Lyon) et **Le Complot des Cagoles** sur Radio Galère (Marseille).

1- Feuillet « Qu'est-ce qu'un petit groupe ? Qu'est-ce qu'un groupe de conscience ? », Genève, oct. 1972.

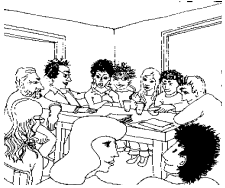
2- Révolution sexuelle et mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977), Julie de Dardel, éd. antipodes, p. 102.

3- Idem, p. 98.

4- Fichier des gynécologues (1974), Archives MLF Genève. Elles se confrontent aux gynécologues, réalisent des enquêtes et diffusent le résultat sous forme de fiches pratiques consultables au Centre Femmes à Genève. Ces fichiers permettent de connaître les gynécologues « à éviter », « utilisables » ou « à essayer ».

LE SAVOIR JUSTIFIE SOUVENT LA HIÉRARCHIE. POUR SORTIR DE LA DOMINATION DE CEUX QUI ENSEIGNENT SUR CEUX QUI APPRENNENT, IL FAUDRAIT QUE L'APPRENTISSAGE SOIT UN ACTE. ET QUE L'ON PUISSE ÉLABORER COLLECTIVEMENT LE SAVOIR « DEPUIS » NOUS-MÊMES.

APPRENDRE ENSEMBLE SE RÉAPPROPRIER NOTRE DEVENIR



LES SAVOIRS et les connaissances qui ont donné consistance à notre humanité ont constitué aussi, de tout temps, des enjeux de pouvoir. La hiérarchie sociale opérant dans la société contemporaine s'est construite sur le mérite intellectuel et/ou académique ; l'ascenseur social que constitueraient l'accès aux savoirs et à « la culture » ne fait que renforcer cette compétition de tou-te-s contre tou-te-s. On retrouve ici l'un des rôles assignés à l'école où l'élève puis l'étudiant-e est invité-e à capitaliser les savoirs accumulés (CAP, bac, bac +3, bac +5...) en vue de se « positionner » sur le marché ou tout simplement dans la société. Cette vision utilitariste des savoirs engendre par ailleurs de profondes mutations sur ce qui s'apprend. La culture générale pèse peu face à des savoirs instrumentaux et des compétences flexibles qui s'imposent aujourd'hui pour demeurer sur le marché de l'emploi (voir article p.17) et se maintenir dans la compétition sociale. Les règles sociales véhiculent une démocratie de façade et les apprentissages (l'école, la formation professionnelle, la formation continue...) sont nécessairement conditionnés et ne sont jamais neutres. Envisager un rapport aux savoirs différent, depuis une perspective d'émancipation, constitue alors tout un défi. Comment et où apprendre ? Qu'est-ce que « s'approprier les savoirs » ? Dans quel but se forme-t-on ? Autant de questions qui interrogent l'intérêt de se former au politique, d'intégrer les conséquences sociales de ses actes, d'apprendre en partant de soi, avec les autres, pour un apprentissage « libérateur ».

UNE AVENTURE COLLECTIVE....

Refuser de savoir « contre » les autres (autrement dit, refuser la compétition) nous pousse à repenser les processus d'apprentissage. Si des enseignements entretiennent un rapport hiérarchisé au savoir, c'est parce qu'ils alimentent une perception des apprenant-e-s, pris comme des verres vides qu'il faut remplir de savoir. Par ailleurs, le « programme » illustre inexorablement les projets de société dominés aujourd'hui par la recherche de la performance et la rétribution au mérite. Pour constituer un outil d'émancipation et d'épanouissement, l'activité d'apprendre doit être replacée au cœur de l'élaboration des savoirs et des connaissances. Apprendre ne doit pas être une activité qui se réalise malgré soi mais *depuis soi*. Les savoirs en eux-mêmes sont des objets morts. Il y a une différence entre connaissances et savoirs : les connaissances sont des savoirs que l'on s'est appropriés, elles relèvent de l'individu. La validité, les limites, l'utilité, la pertinence, l'intérêt, la portée, les contours des savoirs figurent alors différemment dans les cartes mentales de chaque individu qui, par l'exercice de sa conscience, leur donne vie et les restitue au monde. Permettre l'intervention de chacun-e dans « ce qui s'apprend » collectivement, c'est questionner, identifier et construire dans la pratique le bien-commun.

Si l'on apprend avant tout pour soi, on ressent rapidement le besoin de partager ce qui est découvert. Par exemple, avancer

dans la compréhension de ce qui peut être en jeu dans les relations intimes, les rapports amoureux (rapports de domination, de dépendance affective, quêtes personnelles) est d'une utilité limitée si cette connaissance n'est pas partagée. Savoir ensemble s'avère nécessaire pour « faire société ».

Mettre à mal l'atomisation des individus engendrée par la marchandisation capitaliste de tous les rapports sociaux (division du travail, consommation) nécessite de construire des espaces décloisonnés pour agir et penser ensemble. L'enjeu consiste essentiellement à sortir des rapports employé-e-s/usager-ère-s, producteur-trice-s/consommateur-trice-s, client-e-s/prestataires de services, enseignant-e/enseigné-e pour donner à nos actions et à nos réflexions la possibilité de transformer la société selon nos aspirations. Le besoin de se défendre pour préserver localement le bien commun (aussi maigre soit-il) est très souvent le moteur de rencontres entre personnes que rien ne prédisposait à réfléchir et lutter ensemble. Il peut s'agir de la défense d'un hôpital en milieu rural menacé de fermeture ou de la lutte contre le tracé d'une autoroute. Ces aventures marquent durablement les esprits et forgent la mémoire collective d'un village, d'une ville ou d'une région.

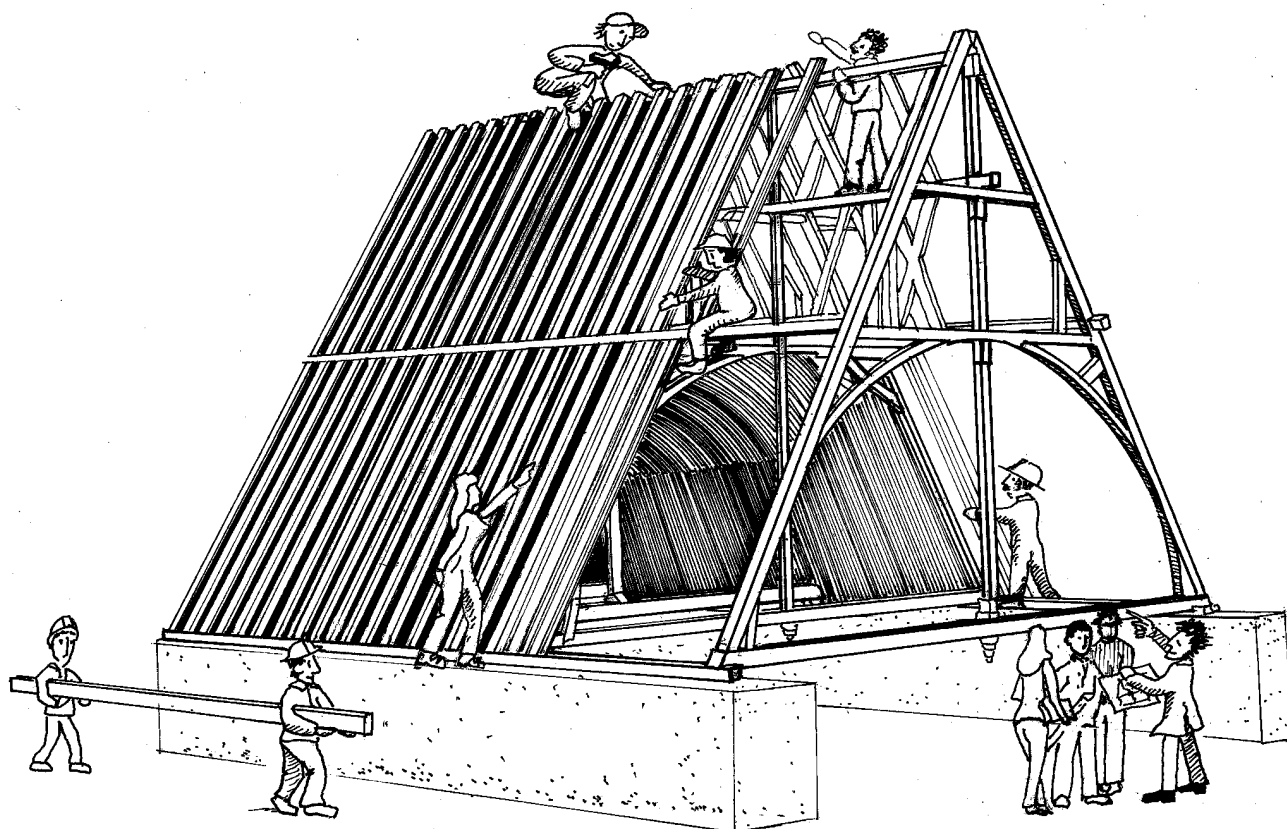
Rompre avec une vision rationnelle et comptable pousse à privilégier le processus par rapport à la performance ou les résultats. Si apprendre ensemble est plus utile qu'apprendre seul, il faut accepter que le travail mené collectivement prenne davantage de temps ou n'ait pas le rendu escompté. La tentation est grande pour l'instituteur-trice de terminer à la place de ses élèves les travaux manuels qui seront exposés aux portes ouvertes de l'école (ou de charger le plus brillant de ses élèves de ce travail), mais quel intérêt pour la classe ?

... QUI RESPECTE DE L'INDIVIDU

C'est à partir de l'expérience de chacun-e que peut se construire un corps de connaissance partagé. Apprendre se fait au contact des autres. Apprendre à apprendre, c'est certainement apprendre à recevoir, il est nécessaire de savoir s'extraire de sa condition pour écouter et se laisser pénétrer par les perceptions, les intuitions et les réflexions des autres. Chacun-e est alors utile à l'élaboration de ce qui s'apprend collectivement. Permettre l'intervention de tou-te-s nécessite d'instaurer un climat de confiance où chaque individu-e est respecté-e et valorisé-e. Il faut pour cela que chacun-e puisse apporter sa contribution et que sa parole compte. Petite-s et grand-e-s, bavard-e-s et introverti-e-s, portent autant de paroles nécessaires à une compréhension du monde. Apprendre, c'est dialoguer, partager, prendre le temps de remettre en question les pratiques et les savoirs. En expérimentant, en tâtonnant, en formulant des hypothèses, en s'essayant, en commettant des erreurs que l'on aura comprises... voilà des façons d'apprendre et d'agir.

Des compétences dans un domaine précis et la maîtrise des savoir-faire ou des connaissances théoriques par une per-

1. « Formation des adultes : contrainte ou émancipation ? », de Jean-Pierre Nossent, dans *Politique*, oct. 2007 (n°51).
 2. Lire, à ce sujet, *Le système technicien*, de Jacques Ellul, Le Cherche-Midi, 2004.
 3. Voir *Pour l'école du peuple* (1969) C. Freinet.
 4. Charles Piaget, « LIP : les effets formateurs d'une lutte collective », revue *Entropia*, n°2, printemps 2007.
 5. Lire à ce sujet *La puissance des pauvres*, de Majid Rahnama et Jean Robert, Actes Sud, 2008.



sonne peut donner lieu à une spécialisation qui mène à l'élitisme et recrée des catégories. A contrario, il peut y avoir des personnes ressources qui ont un savoir et le font circuler, à la différence de la démarche d'un-e expert-e qui lui détendra et retiendra ce savoir. La personne ressource donne les moyens de faire et privilégie le transfert de compétence et la participation de tou-te-s. L'apprentissage est alors mutualisé. Agir et décider au sein d'une assemblée ou d'un collectif est laborieux mais la diversité de perception est source de richesse pour le collectif tout entier. Dans un apprentissage collectif où tout le monde a sa place, la personne peut s'exprimer sur le mode de l'articulation du « je-nous » : « je veux, nous décidons ; j'aime, nous désirons ; je sais, nous comprenons ; je questionne, nous interpellons ; je cherche, nous trouverons ; je prévois, nous projetons ; j'imagine, nous inventons ; je fais, nous produisons ; je coopère, nous organisons... »¹. L'individu a un impact sur le collectif et peut en retour s'appuyer sur lui pour agir, entreprendre, inventer. C'est alors que chacun-e peut s'approprier son histoire et imaginer son devenir.

CONSTRUIRE L'AUTONOMIE SOCIALE

Dans une société où les « progrès » scientifiques et technologiques remodelent nos vies et la planète, savoir collectivement peut signifier aussi savoir s'abstenir. Les applications liées à la recherche sur l'atome ou la génétique (centrales et bombes nucléaires, eugénisme, biométrie...) nous apprennent que les « savoirs purs » ne sont pas a priori nos alliés. Les savoirs autonomes de la technoscience ne doivent pas éliminer les savoirs empiriques qui résultent de notre expérience sensible au monde². Maîtriser les « outils modernes de communication » et étudier les organigrammes de prise de décision ne permettront jamais d'atteindre la richesse que confère l'apprentissage du débat en présence pour prendre des décisions collectives.

Se former (à l'école, au quotidien,...) est une démarche vers le développement personnel en premier lieu et ne devrait pas être réduit à une forme de management social d'une société libérale. Pour qu'apprendre ait du sens, il faut que cela devienne un acte. On se situe alors dans ce que Célestin Freinet a appelé la pédagogie sociale, une pédagogie d'action, de transformation personnelle et sociale³. La personne

qui apprend est auteur-e de sa formation, elle y développe ainsi sa propre puissance d'agir, elle organise et conduit ses propres recherches en augmentant sa capacité à analyser les situations et à opérer des choix pertinents.

Les conflits sociaux sont autant d'occasions de développer ses capacités à vivre en société : confronter ses idées, partager une vie de groupe, s'exprimer en public, écouter, etc. Ils constituent des formes d'apprentissage qui visent à pointer du doigt les rapports de domination, les antagonismes sociaux et les rouages de l'exploitation. Développer sa puissance d'agir, c'est aussi se réapproprier notre devenir commun. Voici ce que disent les ouvrier de LIP au sujet de leur lutte contre la direction de l'usine en 1973 et 1976 : « Il est courant de dire qu'avant de faire une chose, il faut apprendre à la faire ; avant de travailler, il faut se former ; avant de prendre, il faut apprendre. Nous, nous avons suivis exactement le schéma inverse. Nous avons agi collectivement d'abord. (...) Nous avons pris notre sort en main, et ce faisant nous avons appris. (...) Nous avons commencé par prendre la parole dans l'usine et à l'extérieur, par prendre des décisions, par prendre du pouvoir avec notre autonomie. Et ce faisant nous avons appris ce qu'était une entreprise capitaliste, une multinationale, comment on fabriquait l'information, comment on pouvait travailler pour vivre, comment on pouvait parler, écrire, faire des films, un journal, un livre... Nous avons accumulé les découvertes politiques, administratives, juridiques, économiques. »⁴

L'activité d'apprendre est donc liée à un besoin d'agir et de peser sur notre environnement. Contenue dans un projet politique plus vaste pour l'émancipation et contre les dominations, elle doit permettre à chacun d'exercer en conscience ses capacités d'invention et de discernement. Dans un contexte où l'activité humaine est jugée sur la performance et la productivité, la sélection qui s'exerce tend à enfermer chacun dans des stratégies individuelles éloignées de l'épanouissement personnel et du bien commun. L'enjeu d'une éducation « de tous, pour tous, par tous » est grand, il consiste à construire ensemble un corps de savoirs multiples à même de modeler une conscience collective autonome⁵. Il s'agit d'opposer aux savoirs-de-pouvoirs des savoirs d'être-aumonde. **Colyne et Matthias**

AGIR

La Dyoniversité

Initiée par des militants du groupe local de la Fédération anarchiste en 2008, la Dyoniversité veut s'inscrire dans la tradition de la Coopération des idées, la première université populaire. Elle se tient à la Bourse du travail de Saint-Denis (93) et propose des cycles autour de thèmes tels que l'art engagé, les femmes philosophes, les prisons, l'histoire du syndicalisme ou la tyrannie technologique.

www.dionyversite.org

LES MÉDIAS PARLENT PEU DES PHILIPPINES. LA RÉPRESSION Y EST POURTANT FÉROCE ET LES PERSONNES ASSASSINÉES PAR LA POLICE OU L'ARMÉE SE COMPTENT PAR CENTAINES. UNE MILITANTE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE SOLIDARITÉ PHILIPPINES NOUS DONNE UN APERÇU DE LA SITUATION POLITIQUE DE CET ARCHIPEL DE SEPT MILLE ÎLES ET ÎLOTS DE L'OCÉAN PACIFIQUE.



Les Philippines

Comment ça va, la démocratie ?

1. Un groupe armé plus proche du banditisme que de l'islam politique, auquel il se réfère néanmoins.

2. Littéralement, Opération liberté aigle.

3. En français, Nouvelle armée populaire.

LES PHILIPPINES sont un pays pauvre : 80 % des habitants sont des paysan-ne-s, pour la plupart sans terre (voir encadré ci-dessous). Les colonisations espagnoles (jusqu'en 1898) et américaine (jusqu'en 1946) expliquent la situation économique actuelle. Le pays est faiblement industrialisé et n'exporte quasiment rien, hormis des produits bruts (agricoles et miniers). Sa principale richesse est sa propre population : 10 % des Philippin-e-s (8 millions de personnes) travaillent à l'étranger et l'économie dépend de l'argent qu'ils et elles envoient au pays. C'est une émigration en grande partie féminine et généralement provisoire (voir encadré p. 39).

Depuis 2001, prenant Abu Sayyaf¹ et ses liens avec Al-Qaida comme prétexte, les États-Unis ont renforcé leur soutien à la guerre anti-insurrectionnelle menée par l'armée philippine. C'est sous la dictature de Ferdinand Marcos, au début des années 1980, et avec l'aide des États-Unis, que l'armée avait commencé à utiliser les techniques de la guerre anti-insurrectionnelle pour essayer de mettre fin à l'insurrection armée

communiste, née à la fin des années 1960. En 1986, Marcos a été renversé et le nouveau régime, dirigé par Cory Aquino, toujours appuyé par les États-Unis, a continué sa « sale guerre ». Les *vigilantes* (escadrons de la mort) ont alors fait leur apparition, terrorisant, torturant et assassinant les militant-e-s progressistes et les populations civiles favorables à l'insurrection armée.

En janvier 2002, George W. Bush, avec l'appui inconditionnel de la présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo (GMA), a ouvert, dans l'archipel, un « deuxième front » de la « guerre contre le terrorisme », appelé « Operation Freedom Eagle »². Depuis, sous le nom d'Oplan Bantay Laya, l'armée philippine mène donc une guerre à la fois contre Abu Sayyaf et le mouvement séparatiste moro (au sud du pays), mais aussi contre l'insurrection armée communiste (dans l'ensemble de l'archipel). En juin 2006, GMA a promis de mettre fin, d'ici la fin de son mandat (juin 2010), à la guerre populaire menée par la New People's Army (NPA)³ et le Communist Party of the Philippines (CPP). Cette « guerre totale » contre le CPP-NPA s'est traduite par une aggravation de la militarisation des campagnes et des exploitations agricoles, comme par exemple à l'hacienda Luisita (voir encadré ci-dessus). Cette « guerre totale » est également synonyme de déplacements nombreux de populations civiles et d'une augmentation dramatique du nombre des victimes de violations des droits humains.

LE FRONT PHILIPPIN DE LA « GUERRE MONDIALE CONTRE LE TERRORISME »

Il est difficile de chiffrer exactement les victimes d'Oplan Bantay Laya. Mais les organisations luttant contre les violations des droits humains estiment que plus de mille deux cents personnes ont été assassinées ou ont « disparu » depuis 2001. Sont tout particulièrement visés les membres de syndicats de paysans (comme Kilusang Magbubukid ng Pilipinas) et de travailleurs, d'organisations de femmes (comme Gabriela), de défense des droits humains (comme Karapatan) et d'organisations politiques progressistes. Mais on compte également parmi les victimes des journalistes, des membres d'organisations étudiantes, des leaders de minorités ethnolinguistiques, des ecclésiastiques, etc. Le cas des « 43 de Morong » est sans doute le plus connu et emblématique de la répression qui touche les personnes investies dans l'amélioration concrète des conditions de vie des communautés les plus pauvres.



43 TRAVAILLEURS DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE TORTURÉS

La situation sanitaire est déplorable et la population, dans les villes comme dans les campagnes, a largement recours au « personnel de santé communautaire », des bénévoles formés aux premiers soins et aux médecines traditionnelles (notamment phytothérapie, massages et acupuncture). Le 6 février 2010, quarante-trois d'entre eux ont été arrêtés par des militaires et des policiers dans la ville de Morong (province de Rizal) : deux médecins, deux sages-femmes et un infirmier, et surtout des travailleurs et travailleuses de santé communautaire.

Au moment de leur arrestation, les « 43 de Morong » suivaient une formation pour soigner en l'absence d'équipements médicaux. Leur formation était parrainée par Community Medicine Foundation (COMMED) et Council for Health and Development (CHD), deux ONG connues et reconnues pour leur engagement dans la santé communautaire. Les militaires ont accusé les « 43 de Morong » d'être des membres de la Nouvelle armée populaire (NPA) s'entraînant à la préparation d'explosifs. Ce n'est pas la première fois aux Philippines que des membres du personnel de santé communautaire sont accusés d'être membres de la guérilla communiste. Cette répression s'inscrit dans la logique de lutte contre-insurrectionnelle dont sont victimes les communautés les plus pauvres.

L'arrestation des « 43 de Morong » a été entachée de nombreuses violations des droits humains : tortures psychiques, physiques et à caractère sexuel pendant cinq jours dans le camp de Capinpin, à Tanay (province de Rizal). De plus, les « 43 de Morong » n'ont pas été informé-e-s des raisons de leur arrestation et n'ont pas pu recevoir la visite d'avocats. De nombreuses manifestations ont, aux Philippines, exigé la libération des « 43 de Morong ». Elles ont permis que leurs proches puissent leur rendre visite dans le camp militaire de Bagong Diwa (« nouvelle conscience »), dans lequel ils et elles sont maintenant détenu-e-s. Une bataille juridique pour leur remise en liberté a été lancée, mais aussi une bataille politique pour faire pression sur le nouveau président, Benigno Aquino (voir encadré ci-contre) : celui-ci, dont le père fut prisonnier politique sous la dictature de Ferdinand Marcos, a en effet été élu grâce à ses discours réformistes, notamment au sujet des droits humains.



En France, il y a cinquante mille Philippin-e-s. C'est l'une des communautés qui a la plus forte proportion de sans-papiers (près de 90 %). C'est aussi une communauté que l'on voit peu dans l'espace public, puisqu'elle est essentiellement composée de femmes, travailleuses domestiques vivant au domicile des employeurs-euses, dans les beaux quartiers parisiens et sur la Côte d'Azur. Tous les ans, plus de vingt mille touristes français-e-s se rendent aux Philippines... Et les solidarités internationales, dans tout ça ? Depuis quelques mois, un site internet (Solidarités Philippines) diffuse des informations sur les luttes menées aux Philippines et relaie les initiatives prises ici : des communiqués de soutien et des conférences-débats. En espérant construire, en France, une solidarité concrète, politique, avec les Philippin-e-s vivant ici et avec les luttes menées, ici et là, contre le capitalisme et toutes les formes de néocolonialisme. **Batang Sora**

LES PAYSANS EN LUTTE POUR LA RÉFORME AGRAIRE

MALGRÉ LE VOTE, en 1988, d'une loi prévoyant la redistribution de plus de 10 millions d'hectares de terres détenues par de grandes propriétés agricoles (les **haciendas**), 75% des paysan-ne-s sont sans terre. Un million neuf cent mille hectares seulement ont été distribués, mais moins de 20% de ces terres l'ont en fait été réellement, en raison de longues procédures judiciaires ou de la possibilité donnée aux propriétaires de distribuer des actions (et non la terre). La plupart des paysans versent 30% à 90% de

leur récolte au propriétaire pour lequel ils travaillent. Le salaire journalier moyen des ouvriers agricoles varie de trois à cinq euros, mais il est parfois inférieur à un euro. Alors que les minorités ethnolinguistiques se sont vu reconnaître leurs droits sur leurs « terres ancestrales », elles luttent, comme les communautés de paysans et de pêcheurs, contre les exploitations minières, agricoles ou forestières et les complexes touristiques qui les déposèdent de leurs moyens de subsistance. Par ailleurs, l'agrocolonialisme se

traduit par l'utilisation croissante des terres pour la production de biocarburant à destination des marchés occidentaux et par l'achat de plusieurs millions d'hectares par des pays étrangers (Corée du Sud, Chine, Qatar, etc.) pour produire des céréales pour leurs propres populations. Les paysan-ne-s sont les premières victimes des violations des droits humains : depuis 2001, plus de quatre cent vingt paysans ont été assassinés et le syndicat paysan Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP) a perdu cent quarante-huit membres.

LES FEMMES PHILIPPINES ET LA MONDIALISATION DU « CARE »



LA MOITIÉ DES MIGRANTS philippins sont des femmes. Elles sont recrutées pour aller travailler aux États-Unis, dans les pays du Golfe ou les grandes villes d'Europe et d'Asie du Sud-Est. Elles sont surtout employées comme infirmières, aides-soignantes, nounous, travailleuses domestiques, institutrices ou hôtesse de bar. Leur migration illustre le phénomène, notamment étudié par la sociologue américaine Arlie Hochschild, de « mondialisation du « care » ». « Care » est un terme anglais sans réel équivalent français. Il peut être rendu par les termes de sollicitude, de soins ou d'attention. Le care désigne toutes les relations d'aide, exercées dans la sphère privée ou publique. Pour prendre soin des malades, des personnes âgées et des enfants ou pour accomplir les tâches domestiques, les pays développés recourent de plus en plus aux femmes des pays les plus pauvres (dont les femmes philippines). Le travail de « care » accompli par ces femmes profite aux hommes, mais aussi aux femmes des pays d'accueil.

POUR PLUS D'INFOS

Solidarités
Philippines :
<http://solidaritesphilippines.wordpress.com/>

Karapatan (organisa-
tion de défense des
droits humains) :
<http://www.karapatan.org> (en anglais)

Desaparecidos (orga-
nisation de proches de
disparu-e-s) :
<http://desaparecidos.wordpress.com>
(en anglais)

KMP (organisation de
paysans) : <http://kilusangmagbubukid.weebly.com/index.html>
(en anglais)

Gabriela (organisation
de femmes) :
<http://gabrielanews.wordpress.com>

LE SYMBOLE DE L'HACIENDA LUISITA

L'HACIENDA LUISITA est une plantation de sucre de six mille cinq cents hectares détenue par le clan Cojuangco-Aquino (auquel appartient Benigno Aquino, le président actuel). Dans le cadre de la réforme agraire (loi de 1988) et pour éviter la redistribution de ses terres, le clan en a transformé une partie en terrains de golf, mais il a surtout invoqué une clause permettant non pas d'attribuer directement des terrains aux travailleurs de la plantation, mais de les déclarer « copropriétaires », ce qui

leur donnerait accès à une part des bénéfices. De diverses façons, le clan s'est toujours opposé au partage des profits. En novembre 2004, des militaires ont été envoyés pour briser le mouvement de résistance des paysans et de leur famille : un millier de soldats ont pris la plantation d'assaut. Douze grévistes et deux enfants ont été tués et des centaines de travailleurs blessés dans le « massacre de l'hacienda Luisita ». Aujourd'hui, les quelque dix mille paysans qui travaillent sur l'hacienda

n'ont toujours pas reçu la moindre parcelle de terre : l'accord qui avait été proposé par les propriétaires est toujours devant les tribunaux. Les victimes du massacre et leurs proches continuent à demander justice : jusqu'à maintenant, aucun responsable n'a été désigné officiellement. Sur le partage de la terre, comme sur le massacre, le nouveau président, Noynoy Aquino, n'a pas pris position publiquement.

BENIGNO « NOYNOY » AQUINO : LE PRÉSIDENT DU CHANGEMENT ?



NOYNOY AQUINO a été élu président en mai dernier. Il est le fils de Ninoy Aquino (un opposant de Marcos assassiné en 1983) et de Cory Aquino (qui a présidé les Philippines de 1986 à 1992, après le People Power). Noynoy Aquino a été élu grâce à un fort soutien populaire, dû à l'aura de ses parents et à ses discours réformistes, en particulier en faveur des pauvres et des droits humains. Depuis son arrivée au pouvoir, Noynoy Aquino a reconnu que l'arrestation des « 43 de Morong »

était entachée d'irrégularités et a annoncé la reprise des négociations de paix avec le CPP-NPA-NDF (National Democratic Front) et les mouvements de libération moro. Mais il a dans le même temps prolongé Oplan Bantay Laya, qui se terminait normalement avec le mandat de l'ex-présidente (GMA), et les seuls prisonniers politiques qu'il a libérés sont des militaires putschistes.

RUSSIE

CES ARTISTES QUI DÉCLARENT LA GUERRE...

LE GROUPE VOÏNA, (« guerre ») en russe, ne fait pas l'unanimité, il aura cependant eu le mérite d'agacer le pouvoir russe. Organiser un concert punk en plein tribunal, peindre un pénis géant sur un pont-levis à quelques centaines de mètres du FSB (ex-KGB), bondir sur le toit de voitures officielles, simuler des pendants d'immigrés et d'homosexuels pour faire un « cadeau d'anniversaire au maire de Moscou », retourner des voitures de police, voici quelques-unes des œuvres de ces « artistes fous », de ces « militants inconscients »... Suite à l'arrestation des leaders du groupe, les artistes ont reçu le soutien d'artistes et de militant-e-s de Russie et de l'étranger...

<http://fr.free-voina.org>



RUSSIE

FORÊT DE KHIMKI : LA RÉPRESSION CONTINUE...

LE GOUVERNEMENT RUSSE n'aime pas la résistance, surtout quand elle est de gauche. Résumé des faits : un camp écologiste s'est tenu en juillet 2010 contre la coupe de la forêt de Khimki et la construction d'une autoroute (chantier made in France : grâce à la société Vinci!). Le camp a été évacué conjointement par des nervis néonazis et par la police antiémeute. En réaction, quelques militant-e-s anarchistes et antifascistes ont attaqué la mairie de Khimki. Furieuses, les autorités ont enclenché une répression massive. Premières victimes, Alekseï et

Maxime, qui risquent chacun sept ans de prison. Leur seul tort : appartenir à la mouvance antifasciste russe. Les soutiens des « otages de Khimki » comme on les appelle désormais se sont organisés pour mener des actions lors de deux week-ends de solidarité internationale. À Paris, des membres du SCALP, de l'OLS, d'Amnesty et des individu-e-s ont fait quelques actions. Au musée du Louvre, ils ont proposé une œuvre qui manquait à la collection d'art moderne russe : un tableau sur le thème de la répression.

<http://khimkibattle.org>

CHILI

LA LUTTE SANS FAIM DES MAPUCHE

TRENTE-TROIS PRISONNIERS politiques mapuche (dont un mineur) ont fait une grève de la faim de 89 jours, dans le but d'obtenir l'annulation de l'application de la loi antiterroriste à leur encontre. Le gouvernement entrant de Sebastián Piñera, actuel président du Chili, homme d'affaires riche proche de l'extrême droite, surfe sur les réformes ultralibérales entreprises par Pinochet durant la dictature. Les Mapuche du Chili, peuple autochtone dont le territoire s'étend tant dans le sud du pays que du côté argentin de la frontière, tombent systématiquement sous le coup de la loi antiterroriste depuis le premier gouvernement de Concertación. Revendiquant la récupération de leurs terres usurpées, notamment depuis la décennie 2000, les membres des communautés impliquées ont été sans cesse réprimés violemment, torturés et emprisonnés. Ils ont donc décidé de se mettre en grève de la faim, alors que les motifs de leur détention n'étaient toujours pas avérés à quelques mois du début de leur procès, et que certains avaient déjà fait plus d'un an et demi de détention préventive.



HOLLANDE

L'AUTRE PAYS DES EXPULSIONS

AUX PAYS-BAS, les squats sont criminalisés alors que cette pratique était légale jusqu'au 1^{er} octobre 2010. Certaines villes ont décidé de ne pas appliquer la loi anti-squats. Contre la politique d'expulsion, huit cents squat-

teurs-euses et sympathisant-e-s ont organisé des manifs à Amsterdam. Au cours d'une manif devant une nouvelle maison squattée, un groupe est resté pour soutenir une première action dite « de squat illégal ». L'action s'est terminée par de violents affrontements avec la police.

Le lendemain, une autre manifestation a rassemblé six cents personnes à Nimègue et s'est aussi soldée par des affrontements. À Amsterdam, le maire maintient la pression, les gens s'attendent à une grande vague d'expulsions pour très bientôt...

Source : indymedia.nl

ANGLETERRE

MAIS QUELLE MOUCHE A PIQUÉ LES ANGLAIS ?

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS n'en fini pas de couper les aides publiques pour « combler des déficits ». Mais en décembre 2010, la décision de « déflaonner les frais d'inscription » provoque un mouvement étudiant très virulent. Chose assez rare dans ce pays, comme l'atteste un camarade anglais, Paul Cudenec :

« Le mois de novembre 2010 a été décisif. Avant, il n'existait presque aucune résistance à l'assaut néolibéral. Les syndicats avaient juste proposé une date de manifestation en mars 2011 (six mois plus tard!) Et puis l'extraordinaire s'est produit : parmi les cinquante mille étudiants qui manifestent à Londres le 10 novembre, quelques centaines occupent le siège du Parti conservateur à Millbank, quartier du centre de Londres. La presse bourgeoise est outrée et le NUS (syndicat étudiant majoritaire) parle de « violence » d'une « petite minorité ». Mais l'esprit de révolte est là. Sans le soutien du NUS, les étudiants organisent une nouvelle manif le 24 novembre. La police décide de la bloquer. Les étudiants se retrouvent prisonniers d'un cordon de policiers pendant plusieurs heures. Un camion de police est incendié. Il y a des dizaines d'occupations d'universités, la température monte. La troisième mobilisation a lieu le 9 décembre, jour du débat parlementaire. En empruntant des rues non



autorisées et en forçant les cordons policiers, les manifestants se hissent devant le palais du Parlement. Les policiers, furieux, attaquent les manifestants avec une brutalité rarement vue en Angleterre. Des feux sont allumés devant quelques bâtiments du gouvernement. La Rolls-Royce du couple royal est même mise à mal... Parallèlement, la campagne « UK Uncut » contre les entreprises ayant échappé aux impôts, commence. Des manifestations devant Vodafone, Boots et Topshop s'organisent. Les manifestants arguent que les sommes manquantes auraient pu payer les frais universitaires mais aussi le fameux « déficit ». Avec une tactique très inventive (évitement des cordons de police, manifs sauvages), et un point de vue théorique très radicale (organisation à la base et rejet en bloc de la politique des conservateurs)... pour sûr, la jeunesse anglaise s'est réveillée ! Quelles années de résistance nous attendent ! »

entretien LE MILIEU DES MÉTIERS DU BÂTIMENT EST ESSENTIELLEMENT MASCULIN. SI ON Y TROUVE PEU DE FEMMES, C'EST SANS DOUTE PARCE QUE PEU D'ADOS S'AUTORISENT À SE RÉVER « MAÇONNE » OU « ÉLECTRICIENNE ». MAIS C'EST SURTOUT PARCE QU'IL Y RÈGNE UN SEXISME FÉROCE. POUR LES FEMMES, L'ACCÈS À CES FILIÈRES RELÈVE DU PARCOURS DE LA COMBATTANTE. TROIS FEMMES ET UN HOMME TRANSGENRE (NÉ FEMME) QUI TRAVAILLENT DANS LE BÂTIMENT OU QUI VIENNENT DE SUIVRE UNE FORMATION POUR Y TRAVAILLER TÉMOIGNENT.

FEMMES ET TRANS' LES « BAT WOMEN » DANS LES MÉTIERS DU BÂTIMENT

Propos recueillis par l'émission radiophonique **DégenréE** en avril 2010, mis en forme par **Colyne et Nico**.

Pouvez-vous nous raconter comment vous avez choisi de travailler dans les métiers du bâtiment et quelles ont été les étapes de votre formation ?

B. : J'ai fait un CAP en serrurerie-métallerie chez les Compagnons du Devoir où il n'y a quasiment pas de femmes. Durant les deux ans de mon apprentissage, j'étais la seule femme. C'était compliqué d'être dans cette école, car on te fait sentir que tu es potentiellement la meuf à baiser, ou bien que tu n'as rien à faire ici. Il y avait une prof qui ne voulait pas croire que j'étais une femme parce que je faisais partie du bâtiment et que j'avais une apparence plus masculine. Elle a mis du temps à comprendre et à ne

plus m'appeler « il ». Toutefois, ils étaient contents et sympas avec moi car il voulait absolument avoir la première femme de France qui soit serrurière-métallièrre. Mais dans l'école, pour être tranquille, j'ai parfois été hyper violente, je ne pouvais pas laisser passer certaines choses. J'avais conscience que si je laissais passer le moindre truc, je m'en prendrais plein la gueule. Par la suite, dans trois des quatre entreprises où j'ai travaillé, j'étais la seule femme, les autres travaillant au secrétariat ou à la comptabilité. Même dans les bureaux de dessins techniques, il n'y avait pas de femme. Dans la dernière entreprise, nous étions trois femmes dans l'atelier, deux serrurières-métallièrres et une peintre, mais c'était assez exceptionnel. Dans ce corps de métier, c'est avec des personnes âgées que ça c'est le mieux passé. Même si au départ, elles étaient un peu choquées de voir une meuf, elles étaient passionnées et devant ma curiosité, elles étaient contentes de me transmettre ce qu'elles savaient, très calmement.

A. : J'ai d'abord fait un Master 2 avant de me rendre compte que j'avais envie de faire un truc manuel et de construire des maisons. Si cette prise de position a mis autant de temps, c'est qu'avant on m'avait toujours renvoyé au fait que ce n'était pas quelque chose pour moi. Quand j'ai commencé une formation de quatre mois, financée par les Assedic, pour construire un bâtiment en paille, j'ai dû traverser toute la France et changer de domicile.

Dans cette formation, il y a plusieurs niveaux. J'étais chez les confirmé-e-s et nous étions deux meufs sur dix, mais chez les débutant-e-s, il y en avait beaucoup plus. Je pense que c'est dû au fait que les filles ont beaucoup plus de mal à faire valoir leurs connaissances, alors que les gars vont plus facilement mettre en avant ce qu'ils savent.

T : J'ai commencé ma formation, je n'avais pas encore transitionné, j'étais à fond dans une identité politique gouine-féministe. Je voulais uniquement bosser dans l'écoconstruction, et j'ai vraiment galéré. Ça m'a pris plus d'un an pour trouver un patron qui voulait m'embaucher, tout ça parce que je suis une meuf. Leur argument était que les bâtiments n'étaient pas aux normes car ils n'avaient pas de vestiaire mixte. Quand j'essayais de contre argumenter en leur expliquant que je pouvais très bien me changer chez moi, ils me disaient qu'ils ne prenaient personne et raccrochaient. J'étais en alternance au centre d'apprentissage de Lyon chez les Compagnons, et j'étais hyper motivée pour avoir mon CAP. Un jour, le prof nous dit qu'il y a des cours du soir de tourneur dans l'annexe d'à côté, et demande qui veut y aller. Je lève la main et il me répond que c'est interdit au motif qu'aucune femme n'y est jamais allée. Il me sort les mêmes arguments : il faut des locaux mixtes, ce n'est pas aux normes, pas prévu, et en argumentant par des trucs hyper réglementaristes qui justifient le sexisme. Je suis allée le voir en lui

APPRENTISSAGE EN NON-MIXITÉ

Le site de la fédération française du bâtiment se targue d'avoir une augmentation des effectifs féminins depuis cinq ans mais cela reste un corps de métier très masculin, avec 40% de femmes au secrétariat, 14% de cadres et 1,6% d'ouvrières. Dans les années 1980, il y a eu des initiatives collectives de femmes. Elles se sont réunies afin de mettre à profit leurs connaissances et leurs pratiques dans le but de s'autonomiser et de créer leurs propres emplois. Entre femmes, elles se réappropriaient le plaisir de bricoler, de construire sans le regard masculin. Elles ont créé des préformations aux métiers du bâtiment pour dérouter les femmes à l'approche des outils et de ces métiers afin qu'elles bénéficient de leur expérience et qu'elles n'aient pas de handicap à l'entrée de stages qualifiants. En non mixité, elles apprenaient tous les corps de métiers sur le tas, en collectivisant leurs savoirs. Dans cette même veine, des chantiers non mixtes sont encore organisés aujourd'hui.



expliquant que j'avais galéré pour trouver un patron, que j'étais une des meilleures de la classe et que j'avais besoin de continuer à apprendre. Le lendemain, il m'a dit que c'était bon. Chaque fois, j'ai dû argumenter que j'étais là pour apprendre et qu'il fallait prendre le temps de m'expliquer sinon c'était : « je te montre mais je fais tout hyper rapidement comme ça t'as rien

réflexion au sexisme, je me rends compte que ce n'est pas par manque de goût que je n'ai pas fait ces trucs là, mais parce que je suis une fille et que l'on ne m'y a pas incitée. En tant qu'enseignante, je contribuais à ces stéréotypes genrés. Alors, j'ai voulu me former car c'était l'occasion de mieux comprendre comment ça fonctionnait, et d'obtenir des billes

B. : Je me suis rendu compte qu'il n'y a pas la possibilité de jouer ni de créer quoi que ce soit avec des gars. Très vite, ils peuvent se retrouver à dix autour de toi et faire les coqs. Ils montrent qu'ils peuvent prendre le pouvoir sur toi pour te dominer et te remettre à ta place. Si je n'avais pas eu un comportement aussi « viril » pour faire ma place, ça aurait vraiment été l'angoisse. Je n'ai jamais été confronté dans un atelier à d'autres filles qui n'avaient pas cette attitude. Ce n'est pas sûr qu'elles soient comme ça dans la vie, mais c'est le seul outil disponible dans l'entreprise. Et si tu ne l'as pas, qu'est-ce que tu as d'autre ? C'est horrible d'en arriver à cette conclusion et de se dire qu'on est obligé d'être « viril » pour faire sa place. Ça renvoie au fait que certaines meufs n'ont pas ce caractère là, et qu'elles n'ont donc pas accès au bâtiment.

A. : Quand on apprenait à utiliser un nouvel outil, je ne me proposais jamais pour être la première. C'était toujours les gars qui prenaient les initiatives, moi j'exécutais des trucs où il ne fallait pas avoir inventé l'eau chaude pour comprendre. Je pense que ce manque de confiance vient de moi mais aussi de l'image que me renvoient les autres. Comme je ■■■

« Les filles ont beaucoup plus de mal à faire valoir leur connaissances, alors que les gars vont plus facilement mettre en avant ce qu'ils savent. »

compris et je peux dire que t'es nulle ! » Ça c'est hyper injuste, on en demanderait pas autant à des mecs biologiques. C'est con mais je me suis pris au jeu de la binarité. J'ai cru que parce que je suis trans', ça serait plus facile mais sans vouloir hiérarchiser, il y a autant de difficultés.

I. : Je suis instit' à la base, et j'ai toujours eu l'impression d'être dans un univers hyper cérébral. Avec mes élèves aussi. Et j'ai compris que c'est excluant pour pleins d'enfants. J'ai eu envie de travailler là-dessus, mais je ne me sentais pas assez capable, pas assez assurée pour pouvoir changer ma façon de faire. En liant ma

pour inciter les gamines de mes classes à oser pratiquer des choses dites masculines. Je n'ai pas eu de difficulté à trouver de stage, mais après coup, je me suis posée pleins de questions. Je ne savais pas pourquoi on ne me confiait pas certaines tâches, parce que j'étais novice et que ça aurait été le cas pour n'importe qui, ou bien parce que j'étais une fille. Je n'ai pas de réponse, et je n'en aurais sans doute jamais.

Comment s'est manifesté le sexisme de la part des autres apprentis, au moment de la formation, de la part de vos collègues dans l'entreprise et de vos patrons ?

■■■ L'ai bien intégré, je me disais qu'effectivement je n'allais pas y arriver surtout si je ne l'avais jamais fait. Ça m'interroge sur la légitimité à faire les choses.

T. : Mon idée, c'était de préparer le terrain pour ne pas avoir à gérer ma place dans l'entreprise en plus d'avoir à apprendre des trucs physiquement durs. Et j'ai bien fait car les mecs c'étaient vraiment des gros connards. Même si j'étais hyper « démerde », il y

avait pleins de trucs que je n'avais jamais fait de ma vie, tout simplement parce que j'étais socialisée comme une meuf. Au début, c'était super chaud parce que je leur ai dit tout de suite que j'étais gouine. Pour moi, il n'y avait pas moyen que ce soit « placard ». C'était aussi une protection, pour montrer que je n'étais pas disponible et que je n'étais pas là pour ça. Alors ils me renvoyaient systématiquement à des trucs de féminité, de rôle genré et à la répartition sexuelle des tâches.

Un jour, j'ai réussi à négocier un salaire monstrueux et quasiment improbable sans diplôme. Je n'avais pas dit que j'étais trans' et que je n'avais pas fait de changement de papiers. Le patron m'a pris pour un mec « bio ». J'ai fait mes trois jours d'essai et le mec avec qui je bossais était hyper content. Le deuxième jour, le patron vient me voir, me dit que c'est super et me demande d'apporter mes papiers le lendemain pour le contrat. Je m'étais dit que je n'avais pas à me justifier sans cesse mais j'avais peur, en avouant que j'étais trans', de ne même pas avoir l'opportunité de faire la période d'essai. Il m'a dit qu'effectivement j'avais super bien travaillé, qu'il aurait été prêt à me faire un contrat, mais que j'étais trop bizarre et que ce n'était pas possible car chez lui c'était du 100 % masculin. S'il l'avait su, je n'aurais même pas fait l'essai. J'avais l'impression que le monde s'effondrait sous moi, parce que pour le coup, ça ne me serait jamais arrivé en tant que nana. Alors, j'ai essayé de discuter avec lui, pour lui expliquer que c'était de la discrimination, que je travaillais bien, etc. Il a redit que c'était du 100 % masculin, et qu'en plus j'étais tatoué et que j'avais l'air trop bizarre pour lui. Après il m'a dit de laisser tomber, que ce n'était pas négociable, et qu'il n'avait pas le 1 % handicap. Après m'avoir considéré comme un truc bizarre, il me considérait comme un handicapé. Et puis il m'a donné une grosse liasse, genre bon prince, tu prends et tu fermes ta gueule. Je ne voulais pas laisser passer ça et j'ai appelé la HALDE qui m'a demandé ce qu'était la transphobie. Pour elle, la transphobie n'existe pas et pourtant je venais de perdre un travail parce que j'étais trans'. Encore une fois tout s'effondrait, j'étais épuisé de trop d'échecs et du coup j'ai laissé tomber la charpente. Ça m'a vraiment miné, j'avais la rage alors j'ai décidé de mettre cette colère et cette énergie ailleurs.

I. : Il y a déjà tellement de moments où t'es dans la lutte contre toi, contre tes peurs, contre le manque de confiance ; alors quand tu débarques dans des milieux hyper masculins, c'est dur de s'affirmer. Je suis dans une attitude défensive. Je me protège, en m'adaptant et en observant. J'attends des retours, comme une espèce de validation des autres, alors que ça me



fait chier. Leur parole a beaucoup de poids sur comment je me sens et comment je m'estime capable. Savoir qu'il y a des gars autour de toi qui vont te voir faire, ça te met la pression. T'as l'impression qu'on t'attend au tournant, qu'on attend que tu te casses la gueule. Si c'est le cas, ça va renforcer le fait que tu fais les choses de manière bancale. C'est un truc qu'il faudrait vraiment arriver à dépasser. De plus, ne pas savoir s'il y a des tâches qu'on ne te confie pas parce que t'es novice ou bien parce que t'es une fille, ça rend les revendications compliquées. Je me demande alors si je ne problématise pas un truc qui n'est finalement peut-être pas problématique et je ne me sens pas légitime.

Les métiers du bâtiment sont des métiers physiques. Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?

B. : J'avais vraiment ce truc de me dire que j'étais une femme aussi balèze qu'eux et que je pouvais faire les choses mieux qu'eux. C'était marrant de me dire qu'il allait falloir me

dire et je demande de l'aide sans scrupule.

T. : Dans ce milieu, c'est la prise de risque qui prouve ton quotient de virilité.

I. : En charpente, il y a beaucoup de tâches où tu bosses en l'air, où tu dois marcher sur des poutres avec le vide en dessous. Au bout de quinze jours, j'ai commencé à être un peu plus à l'aise, mais c'est un truc qui se travaille. C'est intéressant de voir son corps évoluer, de faire des trucs que tu ne te sentais pas capable de faire. Ce sont des verrous mentaux qui sautent au fur et à mesure de la pratique. Quand tu t'y confrontes, tu te rends compte que c'est pas si compliqué que ça. Tu peux trouver des manières de positionner ton corps, de porter des objets, d'utiliser des techniques, comme de faire levier ou des stratégies qui ne viennent pas spontanément à l'esprit et que tu acquières avec de la pratique. Si c'est dur de ne pas rentrer dans ce jeu de virilité, c'est intéressant de sortir de ça et de se rendre compte



« Dans ce milieu, c'est la prise de risque qui prouve ton quotient de virilité. »

dépasser physiquement pour qu'on me foute un peu la paix. Même si je trouvais ce rapport un peu glauque, j'ai aimé me dire que j'allais les niquer ! T'as vraiment ce concours dans les ateliers, à celui qui criera le plus fort, celui qui saura le mieux faire, et du coup il n'y a aucune solidarité. Mais c'est logique, c'est aussi généré par ce qu'impose le patron. Il y a aussi des mecs qui se vantent de leur force et de leurs capacités et qui, du coup, font n'importe quoi avec certaines machines. Les fois où j'ai pu avoir peur avec des machines, je ne l'ai pas exprimé parce que, si tu veux que ça se passe bien avec les gars, tu ne dois pas exprimer tes peurs. Je me suis aussi construite dans le fait que rien n'était grave mais ça m'aurait aidé à certains moments de reconnaître que j'avais peur.

A. : Il y a quelques années, je serais rentrée dans ce truc de « je suis votre égale ». Avec le recul, je fais les choses parce que ça me plaît et je n'aime pas qu'on attende trop de moi. Quand je ne me sens pas capable, j'arrive à le

qu'on peut faire autrement. Si c'était à refaire, j'aimerais partager ça avec une autre fille, pour pouvoir se serrer les coudes, se reconforter, se sentir un peu plus forte et se motiver car je me suis sentie super seule et incomprise.

Certains groupes féministes organisent des chantiers de construction pour les femmes (professionnelles ou débutantes). En quoi est-ce important selon vous ?

A. : Faire un chantier non mixte m'a permis de concilier le féminisme avec la construction et l'écologie. J'avais déjà fait des chantiers et malgré la difficulté de bosser avec des mecs, j'avais envie de me lancer dans ces trucs-là. En non mixité, les prises de décisions et d'initiatives étaient collectives.

I. : J'ai aussi participé à ce genre de chantiers : il y a cette conscience que c'est difficile d'aborder ces pratiques alors il y a une attention aux autres. On n'a pas peur d'essayer, on prend notre temps, on n'a rien à se prouver. L'idée c'est d'y arriver, de laisser de la

place à chacune, à chaque proposition dans la conception ; ça c'est quelque chose pour laquelle on n'est jamais sollicitée en général. On est là pour formuler, répéter mais par contre inventer, imaginer et penser des choses, ce n'est pas ce qu'on nous demande. Comme on doute de nos capacités, on se questionne sur le sens de ce que l'on fait et sur pourquoi on le fait. Quand je posais une question aux gars pendant la formation pour savoir ce qu'il se passait, bien souvent ils me répondaient qu'ils n'en savaient rien : « on m'a demandé de faire, je fais ! »

B. : Mon dernier patron disait qu'il ne voulait embaucher que des meufs parce qu'elles travaillent mieux et qu'il y a une meilleure ambiance dans les ateliers. On ne se met pas la pression sur le fait d'arriver à faire les choses. On s'entraide, il y a une vraie solidarité. Personne ne fait à la place de l'autre mais on échange sur des pratiques pour y arriver. Je n'ai jamais vécu ces échanges solidaires dans une entreprise avec des mecs.

T. : Au final, plus il y aura de femmes et de trans' dans le bâtiment, plus ce sera facile mais ce n'est pas encore le cas. ■

ALTERN'ÉDUC

DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, AU BEAU MILIEU DU PLATEAU DU LARZAC, UNE STRUCTURE ASSOCIATIVE EXPÉRIMENTE DES MODES DE COMMUNIQUER, D'ÉCHANGER, D'AGIR ET D'APPRENDRE ENSEMBLE, ET MET À L'ÉPREUVE DU CHAMP ÉDUCATIF LES PRINCIPES DE L'AUTOGESTION ET DE LA NON-VIOLENCE.

AGIR

ASPRE

Accompagnement des personnes en recherche éducative
Brigitte Cassette
Combefère
34520 Les Rives
05 65 62 29 70
06 11 62 60 52
aspre@wanadoo.fr

EnVies Enjeux

Chloé Di Cintio
Le Chant des Baumes
Route de Saint-Martin
12100 MILLAU
06 82 00 90 46
06 17 02 54 27
enviesenjeux@gmail.com
http://enviesenjeux.webnode.fr/

C'EST À UNE QUINZAINE DE KILOMÈTRES au sud de Millau (12) que s'étend le champ des Baumes. C'est ici, en pleine nature, que l'association Altern'éduc a posé son campement il y a une dizaine d'années. Et ce n'est pas un hasard si elle a planté ses yourtes, ses tipis et ses marabouts sur le plateau du Larzac, à quelques centaines de mètres du Cun, lieu emblématique dans les années 1970 de la lutte non violente contre l'extension du camp militaire. C'est un environnement propice au développement d'alternatives éducatives où tout est prétexte à s'enrichir, où l'on apprend tant à mettre des mots sur notre agressivité, à la canaliser, qu'à vivre ensemble, avec la nature. À l'origine de cette aventure, il y a des personnes ayant une expérience de terrain dans l'éducation, formées à la gestion des conflits et conscientes des limites du système éducatif traditionnel peu à l'écoute des enfants et où, faute de moyens pour désamorcer les conflits, la violence est omniprésente.

ÉDUCUER AUTREMENT

Proposer des alternatives au système en vigueur nécessite de conduire une réflexion de longue haleine afin de développer de nouveaux concepts et de les mettre en pratique. Altern'éduc agit donc aussi bien auprès des jeunes, en séjour et en centre de loisirs, que des adultes, pour les accompagner dans leurs actions éducatives, avec l'aide de formations spécifiques. Ses membres affinent régulièrement leur curiosité par des formations et des conférences thématiques avec l'aide de personnes extérieures à la structure. Des thèmes tels que le pouvoir et la gestion positive des conflits sont abordés.

Parce qu'il est souvent difficile de gérer sa propre violence et d'appréhender celle des autres, Altern'éduc effectue un travail de prévention et d'apprentissage. Les programmes, mis en place tant au niveau scolaire, périscolaire, que lors de séjours famille, apprennent aux personnes à développer une relation à l'autre non plus basée sur la rivalité, l'agressivité et la violence, mais sur l'écoute, la coopération et la gestion positive des conflits.

Parce que chacun de nos actes peut être source d'enrichissement, de réflexion, et que toutes les bonnes volontés sont les bienvenues, Altern'éduc soutient les alternatives extérieures. Un projet en accord avec les orientations de l'association peut voir le jour au sein de la structure et bénéficier de l'aide tant logistique (communication, partenaires, etc.) qu'humaine (personnes ressources pour réfléchir à la viabilité du projet) ou matérielle (assurances, contrat de travail, etc.).

Le quotidien, c'est aussi l'entretien et l'aménagement du lieu, la prise en charge des animaux. Ainsi, ces dernières années ont vu l'arrivée de l'eau et du courant issu de l'énergie solaire, la mise en place d'un jardin en permaculture, d'une phytoépuration, de toilettes sèches en bois. Autant de chantiers riches en apprentissages qui améliorent petit à petit le confort du lieu. Un plus pour les personnes qui habitent à temps plein dans leur yourte ou leur caravane.

Tout ce foisonnement, ces concepts mis en pratique, s'ils sont un formidable contrepoint au système traditionnel, ont besoin d'être diffusés. C'est pourquoi Altern'éduc crée du lien entre les différentes personnes et les structures agissant dans le même sens et est présente dans les lieux (salons, foires) et des revues alternatifs. Jusqu'en 2009, elle éditait *Éduquer autrement*, bulletin qui permettait d'être tenu au courant de la vie de l'association, des séjours et formations proposés, et présentait aussi des outils éducatifs à mettre en place, des réflexions générales...

LES SÉJOURS

Concoctés pour tous les âges, les thèmes des séjours varient chaque année. L'activité n'est qu'un support en soi et peut donc prendre de nombreuses formes : équitation, yoga, junomichi¹, escalade, théâtre... Elle permet au groupe d'expérimenter le *vivre ensemble*. Ce vécu commun va être la base de l'éducation relationnelle faite en parallèle à l'activité. Avec l'aide de cercles de parole, espaces permettant d'aller au bout de ce que l'on a à dire, de jeux de rôle, qui sont l'occasion de changer de point de vue et d'observer les réactions, de jeux coopératifs tels que la toile d'araignée où l'on ne peut réussir qu'en se concertant, avec l'aide des animaux, de la nature environnante, les séjours prennent une couleur anticonformiste. « Dans ces séances,



1. Qui signifie judo d'origine.

2. Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. La direction départementale de la Jeunesse a reconnu que les accusations manquaient de lien évident avec la réalité.

3. Accompagner et soutenir les personnes en recherche ou en difficulté éducative.

4. Chloé était l'invitée de Radio Larzac dans l'émission podcastable *L'autre éducation* du 14 décembre 2010, <http://www.radiolarzac.org/sons/l-autre-education-decembre>.

nous jouons beaucoup parce qu'il est important de vivre ces apprentissages dans le plaisir et le rire.»

Que l'on vienne pour les animaux, pour les copines et copains, pour progresser dans sa relation à la famille, on en ressort grandi de cette force que donne le fait d'avoir été pris-e en considération et écouté-e. L'autogestion est de mise, notamment en ce qui concerne le choix des menus pour lesquels une alimentation végétarienne, biologique et locale est privilégiée. Les adultes venus pour aborder la question des conflits, de l'autorité ou du jeu, mettent les repas en commun et choisissent ensemble, en fonction de chacun-

« Dans ces séances, nous jouons beaucoup parce qu'il est important de vivre ces apprentissages dans le plaisir et le rire. »

e, les horaires de la formation.

Les retours d'expérience sont des moments clés des séjours, tant pour les enfants que pour les adultes. Ils permettent de mettre des mots (des gestes, des dessins, etc.) sur ce qui a été vécu, mais aussi d'améliorer les formules. Ainsi, il y a peu, à la demande de certain-e-s, les camps pour les ados sont passés de sept à dix jours car « c'est juste quand on commence à se connaître qu'on doit partir ».

Les bien-pensants s'accommodent mal des alternatives au Système. Un des risques est de se voir rangé-e dans la catégorie des associations à dérive sectaire. Ce fut le cas pour Altern'éduc en 2006 dans le rapport truffé d'erreurs de la Miviludes². Elle a de fait continué à recevoir son agrément « jeunesse et éducation populaire ».

DES PERSPECTIVES MULTIFORMES

L'association fonctionnant depuis toujours avec des bénévoles, des prestataires ponctuels et des adhérent-e-s, la question de la professionnalisation de ses membres et du salariat a fini par se poser. Si l'association existe encore officiellement, elle devrait dans un futur assez proche se fondre dans deux nouvelles structures. D'un côté ASPRE³, dont les fondements ont été posés en 2006 par Brigitte Cassette, fondatrice d'Altern'éduc, proposant des formations professionnelles pour accompagner des adultes en recherche ou en difficulté éducative. De l'autre EnVies EnJeux, plus orientée vers l'animation et la formation en pédagogie alternative et créée en 2008 par Chloé Di Cintio⁴.

Des chemins qui bifurquent, rien de tel pour nous montrer que, loin de disparaître, le concept et les valeurs d'Altern'éduc se multiplient. Nat'

Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

ANACHARSIS

C'est sur les quais de la Daurade, en bord de Garonne, que Charles-Henri Lavielle et Frantz Olivie ont créé en l'an 2000 les éditions Anacharsis. C'était comme la réconciliation, par-delà les siècles, de Venise et Byzance, en même temps qu'un bras d'honneur libérateur adressé à l'université. Ni l'un ni l'autre n'avait grande illusion sur cette institution, vécue davantage comme un organe de production d'un savoir de convention capable seulement de resservir toujours la même soupe froide que comme le lieu de la création et de la transmission des idées. L'histoire notamment, dont ils avaient tous deux suivi le cursus classique avec option méditerranéenne, était en état de catalepsie avancée, au point qu'on pouvait parfois la confondre avec un filet de limande surgelé de chez Picard. Il fallait un peu souffler sur les braises... Anacharsis a démarré sous forme d'association loi 1901, avec zéro



franc en poche, mais prendra bientôt la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), dont les pré-supposés (non-fructification du capital, pérennisation de l'activité...) paraissent en parfaite adéquation avec le type de fonctionnement souhaité et aller à contresens du mouvement actuel de financiarisation du livre. Deux salarié-e-s à temps plein et entre sept et huit personnes bénévoles constituent les vertèbres de la maison. Si les choix éditoriaux relèvent en définitive des deux fondateurs, les idées, l'orientation générale et certains projets sont portés ou amenés de façon collective. Le catalogue, qui compte environ 60 titres (soit 6 à 8 par an, de 1 000 à 3 000 exemplaires), s'est progressivement organisé autour de trois collections : « Famagouste », qui constitue l'essentiel des publications d'Anacharsis, centrée sur l'édition de textes inédits de littératures lointaines ; la collection « Fictions », dévolue aux romans contemporains ; la collection « Essais », dévolue aux essais, c'est-à-dire à des ouvrages qui interrogent les fondamentaux des sciences humaines. Si certains titres apportent un notable succès d'estime comme les beaux romans populaires *La Taverne du doge Loredan*, du Vénitien Alberto Ongaro, et *Tirant le Blanc*, du chevalier brigand valencien Joanot Martorell, d'autres titres se vendent, eux, à trois cents exemplaires. Quelle tristesse quand on pense aux personnes qui n'ont pas lu, par exemple, *La Véritable Histoire de Billy the Kid*, écrite par son meurtrier Pat Garrett, livre qui a servi de fondement à toutes les romances à propos de Billy, depuis Arthur Penn jusqu'à Peckinpah. La diffusion est assurée par Les Belles Lettres, ce qui permet aux éditeurs et éditrices de se concentrer sur le travail de production (couvertures, éditorial, maquette, fabrication, service de presse, etc.), leur épargnant des labeurs logistiques et un travail auprès des libraires qu'ils et elles ne peuvent assumer. Parmi les prochaines parutions : *La Mort de Tusitala*, de Nakajima Atsushi, un roman sur les dernières années de Stevenson aux Samoa ; *L'Anthropologie de l'ordinaire*, d'Éric Chauvier, dont on pourrait dire qu'il nous rend enfin explicite la nécessité de l'anthropologie dans la cité et *Sous le burnous (Sang, musc et haschich)*, d'Hector France, soit Edgar Allan Poe qui aurait écrit des nouvelles atroces sur le cauchemar colonial.

Anacharsis 3 rue Peyrolières 31000 Toulouse | Tél. : 05 34 40 80 27
36 cours Lieutaud 13001 Marseille | Tél. : 09 71 20 63 12 |
<http://www.editions-anacharsis.com> |

NOUVEAUTÉS



Gail Pheterson
Tahin Party
96 p.

FEMMES EN FLAGRANT DÉLIT D'INDEPENDANCE

LA PARUTION de ce petit recueil est la bienvenue, aucun écrit de Gail Pheterson n'étant disponible en français en dehors du **Prisme de la prostitution** (L'Harmattan, 2001). Les deux textes, accompagnés d'un prélude, montrent la pertinence et l'actualité d'une réflexion féministe matérialiste défendant l'autonomie des femmes et l'égalité, en opposition à la domination masculine et au contrôle étatique. Le premier texte aborde le thème de la violence des hommes contre les femmes et de l'abandon des analyses structurales du rapport de pouvoir entre les sexes au profit d'approches psychologiques individuelles. Le second texte est centré sur les questions de fertilité et de comportement sexuel, établissant des parallèles entre ce que subissent les femmes enceintes (ou potentiellement enceintes) et les prostituées (ou potentiellement prostituées).



Stéphen Kerchoue
Yves Michel
coll. « Société civile »
132 p.

LA DICTATURE DE L'IMMÉDIATÉTÉ SORTIR DU PRÉSENTIALISME

L'OMNIPRÉSENCE de la télévision et de l'ordinateur, ainsi que le besoin de produire et d'écouler les marchandises de plus en plus vite, conduit à dissoudre le temps en une succession d'instantanés sans liens apparents entre eux. Cet ouvrage synthétise les causes et les conséquences de ce règne de l'immédiateté dans tous les domaines de la vie. En empêchant le temps long de la réflexion et toute notion de causalité, l'immédiateté s'oppose directement à l'histoire, à la culture et à l'éducation. L'auteur en analyse notamment les implications dans le domaine politique, où les actions spectaculaires, qui ont un impact instantané fort, sont privilégiées par rapport à un engagement dans la durée autour de volontés communes. Pour se libérer de ces contraintes et porter un projet émancipateur collectif, il devient urgent de prendre son temps.



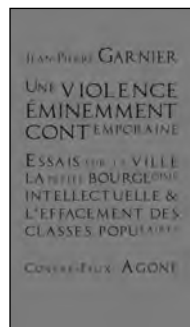
Hartmut Rosa
trad. D. Renault
La Découverte
Coll. « Théorie critique »
474 p.

ACCÉLÉRATION

UNE CRITIQUE SOCIALE DU TEMPS

DES TRAINS à grande vitesse aux autoroutes de l'information, de l'e-mail au speed dating, l'accélération semble être le maître mot de notre époque et constitue un des mécanismes récurrents de l'économie capitaliste et de la modernité tardive. Hartmut Rosa s'attache dans ce livre de sociologie critique, issu de la tradition de l'École de Francfort, à comprendre le paradoxe suivant : l'innovation technique soutenue et permanente, supposée nous faire gagner du temps, provoque l'accélération de tous les facteurs de la vie et nous

conduit à accomplir plus de tâches en moins de temps, sans pour autant nous en libérer. Le temps et l'espace s'en trouvent compressés, à l'échelle de l'individu comme à celui de la communauté, de la société ou de la planète. Nul n'échapperait réellement aux effets de l'accélération...



Jean-Pierre Garnier
Agone
coll. « Contre-feux »
256 p.

UNE VIOLENCE ÉMINEMMENT CONTEMPORAINE

ESSAIS SUR LA VILLE, LA PETITE BOURGEOISIE INTELLECTUELLE ET L'EFFACEMENT DES CLASSES POPULAIRES

CHERCHEUR EN SOCIOLOGIE URBAINE, l'auteur synthétise dans ce recueil quarante ans d'observation du fait urbain et de critique des discours tenus à son égard. Sous l'égide du sociologue français Henri Lefebvre et du géographe américain David Harvey, l'auteur oppose à la dégradation constante du prétendu « vivre ensemble » dans la cité le « droit à la ville » comme seul moyen d'enrayer la catastrophe urbaine en cours, de l'assassinat de Paris (Louis Chevalier) à la critique d'une sociologie urbaine normalisée, en passant par les émeutes de novembre 2005.

Jean-Pierre Garnier débusque la question sociale sous la question urbaine pour envisager que, « faute d'alternative politique leur permettant de s'extraire de leur désastreuse situation, les laissés-pour-compte de la "métropolisation" pourraient bien dans les années qui viennent contribuer à la diffusion de la "violence urbaine" sur l'ensemble du territoire ».



Albert Meister
Burozoïque
256 p.

LA SOI-DISANT UTOPIE DU CENTRE BEAUBOURG

SPÉCIALISTE DE L'AUTOGESTION et du développement, le sociologue Albert Meister (1927-1982) publia des livres importants sur ces questions. Il collabora aussi sous divers pseudonymes à la revue **Le Fou parle** à partir de 1976, y suivant la voie du « déconner ainsi est un boulot très sérieux ».

Cette année-là, sous le nom de Gustave Affeulpin, il imagine cette réjouissante utopie positive sous la forme d'un rapport écrit en 1986 : les sous-sols du centre Beaubourg se sont peuplés d'une foule hétéroclite de marginaux qui vient y expérimenter une vie sans contrainte. Petit à petit, elle va gagner la surface et « contaminer » la culture officielle comme les « gens normaux ». Il expliqua ainsi sa démarche : « Je pense que le système est à ce point bloqué qu'il n'y a pas de possibilité de le réformer. La seule possibilité, c'est de fuir dans les failles, dans les interstices. Et pour vivre dans les interstices, il faut faire sa petite révolution personnelle, il faut essayer de se changer soi-même ». Une réédition soignée et opportune !

INCONTOURNABLE

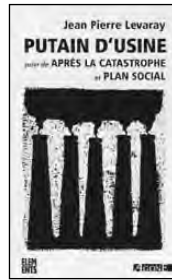


LES LUDDITES EN FRANCE. RÉSISTANCE À L'INDUSTRIALISATION ET À L'INFORMATISATION

CÉDRIC BIAGINI ET GUILLAUME CARNINO, qui animent les éditions L'Échappée, ont coordonné ce recueil de textes sur l'histoire des mouvements luddites en France. Le terme luddite désigne ici le bris de machines, qui s'oppose non seulement au chômage provoqué par leur installation, mais aussi aux dégradations des formes de production et de l'ensemble des rapports sociaux que cela entraîne.

Si le mouvement luddite anglais était plus large et plus organisé, ce recueil donne un aperçu de la diversité du luddisme français. De 1744 à 1848, ce sont des métiers à tisser, des tondeuses automatiques ou des voies de chemin de fer qui sont détruits ou sabotés aux quatre coins de la France. Les derniers textes montrent des rapprochements entre le luddisme et des mouvements récents, comme les résistances à l'informatisation au début des années 1980. En rappelant l'existence de critiques radicales de l'informatique à ses débuts, la manière dont celles-ci se diffusaient et s'exprimaient en acte, puis comment elles ont disparu suite à la « colonisation des foyers » par l'informatique domestique, ce livre nous invite à les réactualiser.

Collectif
L'Échappée
coll.
« Frankenstein »
334 p.



PUTAIN D'USINE suivi de APRES LA CATASTROPHE et PLAN SOCIAL

Jean-Pierre LEVARAY • Agone « Éléments » • 2005 • 220 p.

OUVRIER dans une usine de produits chimiques de la banlieue de Rouen, l'auteur décrit son quotidien de travailleur posté : « Tous les jours pareils. J'arrive au boulot et ça me tombe dessus, comme une vague de désespoir, comme un suicide, comme une petite mort, comme la brûlure de la balle sur la

tempe ». Il y a d'abord les horaires atypiques, le manque de sommeil, l'ennui, l'alcool et le stress. Et puis la morgue de cadres qui répercutent la pression des impératifs financiers sur la marche de l'entreprise. Les suppressions d'emplois entraînent la dégradation des conditions de travail et des problèmes de sécurité aux conséquences dramatiques. À l'intérieur de l'usine, ce sont les accidents du travail, souvent mortels, mais aussi des catastrophes industrielles comme celle d'AZF, à Toulouse, qui appartient à la même multinationale (30 morts, 2 242 blessés et des dégâts matériels gigantesques). Il évoque enfin un énième « plan social » qui annonce la mort programmée de l'usine et la délocalisation de la production vers des pays aux normes antipollution et aux salaires plus bas. Le désarroi des travailleurs se double alors de l'impuissance du syndicalisme institutionnalisé à s'opposer à la logique capitaliste, incapable de remplir en même temps son rôle de défenseur des intérêts ouvriers et celui de « partenaire social » aménageant le recul des acquis sociaux...

NOUVEAUTÉS

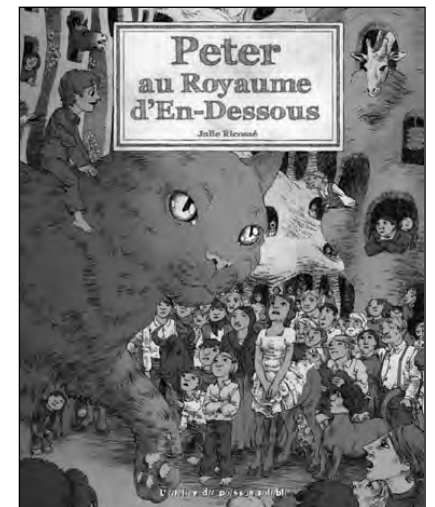


HISTOIRE POPULAIRE DES SCIENCES

Clifford D. Conner, L'Échappée, 512p.

CET OUVRAGE RETRACE l'histoire des sciences et des techniques des origines de l'humanité à nos jours. L'approche est celle de l'histoire populaire : à la fois en rupture avec l'élitisme courant en histoire des sciences – souvent plus attachée aux « grands génies » qu'aux anonymes qui dans leur ombre ont fait la plus grosse partie du travail – et avec la conception eurocentrique d'un génie scientifique européen qui aurait rayonné sur le reste du monde. Il montre au contraire que le savoir scientifique est toujours – de tout temps et sur tous les continents – une production collective, à laquelle les gens ordinaires prennent une part importante, et que le contexte politique et historique joue pour beaucoup dans la façon dont se forme le savoir scientifique et s'oriente la recherche de nouvelles connaissances. Un bon antidote contre le scientisme béat.

LIVRE JEUNESSE



PETER AU ROYAUME D'EN DESSOUS

Auteure/Illustratrice : Julie Ricossé
L'Atelier du poisson soluble
À partir de 8 ans

C'EST UN RÉCIT FANTASTIQUE, qui questionne et nous emmène au-delà du réel. Peter, un jeune garçon fragile, va braver l'interdiction de sortir de chez lui et se retrouver dans un univers imaginaire peuplé de créatures étranges : le royaume d'En Dessous. Ce dernier est menacé de disparaître à cause d'une société d'En Haut, industrielle, polluante et déshumanisante, celle d'où vient Peter. Il va alors devenir le héros qui fera le lien entre ces deux mondes pour alerter du danger qui les menace. Un subtil mélange entre un héros de Dickens, quelques personnages de contes classiques et des mondes surréalistes. Dans cet univers à la fois poétique et effrayant, se dessine une fable écologique avec des illustrations fantasmagoriques qui exacerbent l'imagination du lecteur ou de la lectrice.



LE MONDE COMME IL VA. ANTHOLOGIE 1999-2010

ANALYSES, COUPS DE GUEULE ET MÉCHANCETÉS RADIOPHONIQUES

DEPUIS JANVIER 1999, Patsy anime l'émission *Le Monde comme il va*

(<http://patsy.blog.free.fr/>) sur la radio libre Alternantes FM en « amant passionné de la culture de soi-même »

(Fernand Pelloutier), après avoir participé aux groupes anarchistes de la région.

Il livre ici une volumineuse anthologie de ses chroniques radiophoniques

qui aborde les questions sociales de la décennie écoulée (formes de l'exploitation capitaliste, évolution du syndicalisme, apparition de l'alternantisme, misère de la politique spectacle et de la farce électorale).

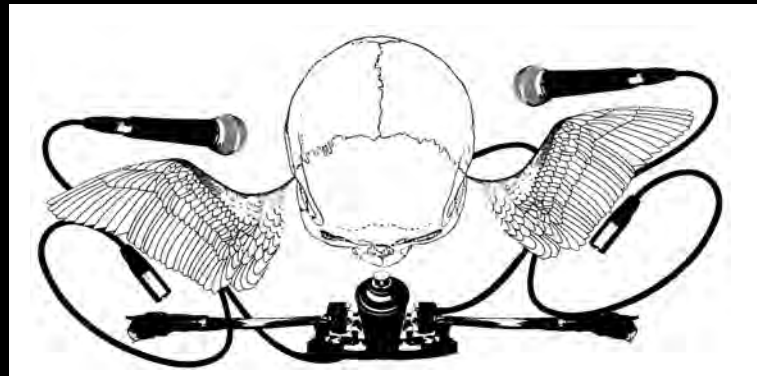
Dans la deuxième partie, il présente des chroniques internationales qui touchent tous les continents, avec une mention particulière pour ses analyses sur l'Afrique et la Françafrique.

Patsy n'est pas un adepte du militantisme zapping, qui passe d'une cause à l'autre au gré des modes ou des humeurs.

La constance de son travail, qui se revendique de l'anarchisme social et d'un marxisme non dogmatique, illustre les vertus de l'éducation populaire, à l'opposé de l'activisme à tous crins et du verbalisme révolutionnaire...

Patsy
Ni patrie ni frontières
376 p.

L'OISEAU MORT



« CRAINS LE PIRE PARCE QUE CE S'ERA TOUJOURS PLUS JOYEUX QUE LA RÉALITÉ. »

L'OISEAU MORT c'est Chivain (contacts concerts, visuels, textes, voix) et Noliv (instrus, mixes, textes, scratches, enregistrement, mastering, voix). Pour ces deux amis qui se connaissent depuis longtemps et font de la musique ensemble, l'envie de faire du rap s'est imposée pour laisser une large place aux textes, pour « dire les choses clairement et de manière incisive. » Le groupe existe depuis 2007 et s'affirme loin des clichés du rap commercial, fabriqué pour faire se trémousser les foules ou pour se faire des sous tout en insultant le système à coup d'attitudes outrancières. « On se réfère dans le hip-hop au côté sauvage (tags, concerts à l'arrache), populaire, revendicatif et critique, pas forcément au côté festif des débuts. On ne revendique pas pour autant la « culture hip-hop » plus qu'une autre même si bien sûr, de fait, on s'approprié certains codes. »

Depuis l'écriture et la composition des morceaux, l'enregistrement, la fabrication des pochettes, les visuels, la distribution et l'organisation des concerts, les deux protagonistes du groupe gèrent tout en totale autonomie. Clairement anticapitalistes et sensibles aux idées anarchistes, ils essaient d'être le plus sincère possible dans leur démarche. Il est possible de retrouver tous leurs morceaux en téléchargement libre sur leur site internet. Ils utilisent l'outil mais gardent tout de même un regard critique et ne se leurrent pas sur les pièges du monde virtuel. Ils refusent par exemple de figurer sur Myspace. « Qui accepterait de jouer sur scène avec un T-shirt Danone ou Nestlé ? Et pourtant avoir une page Myspace, c'est exactement ça : fournir du contenu pour un support de pubs ! »

Ils ont déjà à leur actif une démo en CD-R avec un livret sérigraphié, un titre sur une

compile contre le fichage ADN et un split 10'' avec le Collectif Mary Read dont une partie des tunes a été reversée à des prisonnier-e-s. Leur nouvel album s'appelle : « Soubresauts acte I ». Il est conçu en deux volets qui sortiront à quelques mois d'intervalle. Il ne sort qu'en vinyle et est autoproduit.

« Pour ce nouveau disque, on a essayé d'expérimenter, de rechercher, de faire des choses qu'on n'avait pas faites avant. Pas faire un disque pour faire un disque mais fouiller pour avoir un truc personnel ». Un an et demi de travail aura été nécessaire pour finaliser et figurer cet album. « On y retrouve des influences musicales très diverses, de King Crimson à des chants Inuits en passant par des samples enregistrés lors de promenades nocturnes, des bruits de chaîne ou de feuilles

déchirées ».

Les différents morceaux parlent entre autres de l'enfance comme formatage au système (« Les silences »), questionnent la psychiatrie et le rapport à la folie (« Des matelas aux murs »), critiquent la récupération de l'écologie qui devient un modèle de culpabilisation écocitoyen dans un moule libéral (« Durable »), abordent la mort (« De marbre ») et la dépression, dénoncent l'obligation au bonheur (« Quels sourires ? »). Les thèmes s'entrecroisent et se rejoignent bien souvent pour dresser le portrait acerbe et désabusé de ce monde. Le propos est cru, l'univers sombre. **Rafito**

Contact :

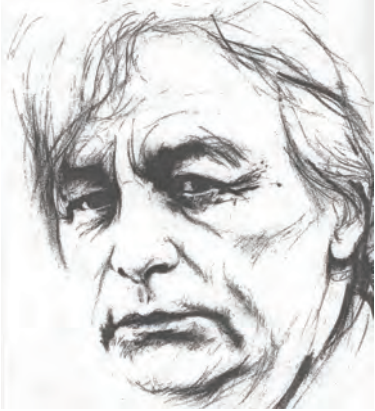
oiseau-mort@no-log.org

<http://oiseau.mort.free.fr>



RETOUR SUR...

ANDRÉ BENEDETTO



HOMME DE THÉÂTRE complet, André Benedetto (1939-2009) a été acteur, metteur en scène, directeur de théâtre et auteur. Pendant plus de quarante ans, ce franc-tireur du théâtre a eu comme port d'attache le Théâtre des Carmes, petit théâtre indépendant en Avignon. Le premier, il a l'idée de jouer un spectacle en marge du très officiel festival dirigé par Jean Vilar : cela donnera plus tard le festival « off ». Benedetto s'est attaché à faire entendre un théâtre de la révolte. Dès les années 1960, il signe des spectacles qui parlent de l'engagement révolutionnaire : *Zone rouge* (1968), *Alexandra K. sur la révolutionnaire russe Kollontai* (1975), *Rosa Lux sur Rosa Luxemburg* (1970). La soixantaine de pièces de théâtre qu'il a signé assument un point de vue politique sans pour autant être didactiques. Elles mettent en scène la lutte des classes (*Cheminots en grève*, en 1971, *Emballage, avec des travailleurs du Havre* en 1970), la question de la guerre (*Le Pilote d'Hiroshima* (1961), *Napalm sur la guerre du Viêt-Nam* en 1967), le capitalisme (*Le Petit train de monsieur Kamode sur le capitalisme monopolistique d'État*, en 1969), la répression policière (*Le jeune homme exposé*, Gênes 2001, *sur la mort de Carlo Giuliani*). Il parle aussi de l'oppression des femmes (*Surexposées, sur le harcèlement sexuel*, en 2004), de l'Apartheid, de la culture occitane. Lui qui, dans les années soixante, proclamait « les classiques au poteau ! Pas de conciliation en art ! », il a bien joué, plus tard, Beckett, Tchekhov ou Molière. Pendant le festival d'Avignon 2003, en pleine grève des intermittents, il improvise une soirée baptisée *L'Intermittent ressuscité pour échanger avec le public*. Celui qui disait « j'appartiens bien à la cohorte des tarés » a également écrit des recueils de poèmes, notamment *Urgent Crier*. A propos des spectateurs, il a écrit : « De même que la lumière leur donne une ombre et que le miroir leur donne un reflet, de même le théâtre leur donne un double et même plusieurs : le petit bonhomme dedans qui crie au secours, et toute une foule de sosies bien différents les uns des autres. » Leila

Pièces éditées chez Jacques Bremond.

Urgent crier suivi de *Les poubelles du vent*, A. Benedetto, Le Temps des Cerises, 2010.

LA PRESSE À L'ÉCRAN

L'HISTOIRE DU CINÉMA est indissociable de celle des médias, mais le cinéma peut être aussi un outil de leur critique. Si, dans des milliers de films, le personnage du journaliste remplace celui du flic, c'est parce que comme le flic, il détient le pouvoir de fouiller dans la vie privée des individus, dans les entrailles de la

société. Un pouvoir en fin de compte supérieur : le flic ne fait qu'aboutir à une vérité, le journaliste lui a le pouvoir de la rendre publique, d'en parler ou pas. Mais la presse à l'écran, ce n'est pas seulement l'utilisation de ce personnage qui permet de mettre à nu la misère et la corruption des rapports sociaux, où les rouages de la domination.

Le cinéma parle aussi de la presse, s'interroge sur sa fameuse liberté, son indépendance, son financement, sa propension à céder au populisme, son cynisme. Une presse, outil de production de marchandises et de soumission, qui s'affirme comme un contre pouvoir et qui, en fin de compte, n'en est un que rarement.



LA JOYEUSE SUICIDÉE (Nothing Sacred)

Film américain de **Willim Wellman**
1937, 75 min

- « Vous êtes d'où, déjà ?
- New York.

- De New York ? Je pense que vous êtes un journaliste, c'est l'odeur. Je la reconnais toujours....Excusez-moi, j'aère. Voici en peu de mots ce que je pense des journalistes : la main de Dieu plongeant dans la fange ne pourrait en sortir un seul des profondeurs de la déchéance. Même avec la meilleure volonté du monde.

- Je vous trouve un peu dur, pas beaucoup, juste un peu. » Autour de tels dialogues, ce film comique est un véritable jeu de massacre de tous les travers des médias.



LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (Ace in Hole)

Film américain de **Billy Wilder**
1951, 112 min

C'est le film le plus radical jamais réalisé sur la presse. Film prémonitoire du règne de l'information-divertissement où Wilder s'attaque à ces journalistes à l'affût du scoop, prête-s à tout pour réussir, incarnations de la face la plus sombre du rêve américain. Et il n'épargne pas le public, le consommateur de cette presse, qui sans lui n'existerait pas.



L'HOMME QUI TUA LIBERTY VALANCE (The Man Who Shot Liberty Valance)

Film américain de **John Ford**
1962, 123 min

Dans ce western désenchanté, le directeur d'un journal refuse de publier le récit démystificateur qui sert de titre au film : « Quand la légende dépasse la réalité, on publie la légende ». Ford, lui, montre la réalité, et comment, sur un mensonge fondateur devenu mythe, se construit le passage à la modernité, au nouvel ordre social et en fin de compte comment se fabrique l'idéologie.



VIOL EN PREMIÈRE PAGE (Sbatti il mostro in prima pagina)

Film italien de **Marco Bellochio**
1972, 93 min

A partir de la manipulation d'un fait-divers de l'Italie des années 1970 pour discréditer l'extrême gauche, ce film explore les techniques de production d'un coupable, de rétention de la vérité, de collusion des médias avec le pouvoir. Il met en évidence un autre aspect de la lutte des classes, celle des gestionnaires du capital contre le prolétariat.



NETWORK

Film américain de **Sidney Lumet**
1976, 122 min

Pour Lumet, la télévision est un système qui digère les entreprises contestataires, les recrache comme spectacles et pénètre les esprits pour mieux dévitaliser l'énergie de la révolte. *Network*, « l'histoire du premier homme assassiné parce qu'il ne faisait pas assez d'audience », est une terrifiante démonstration de la violence des médias.



LA MORT EN DIRECT

Film français de **Bertrand Tavernier**
1980, 128 min

Dans ce film prémonitoire sur les émissions de télé-réalité, Bertrand Tavernier montre les mécanismes de la réalisation et les ressorts du genre : construction du mensonge, réussite jugée à l'audimat, justification au nom de ce que le spectateur est censé attendre. Le spectacle de la mort devient ici « la dernière pornographie », l'ultime spectacle que la télé-réalité peut encore fournir.

